

BANK AL-MAGHRIB

BULLETIN TRIMESTRIEL

MARS 2006

N° 107

BANK AL-MAGHRIB
Administration Centrale
277, Avenue Mohammed V
BP. 445 - R A B A T
Tél. (212) 37-70-26-26
Direction des Etudes et des Relations Internationales
Fax. (212) 37-20-67-68
E-mail : deri@bkam.gov.ma
Site Internet : <http://www.bkam.ma>

Dépôt légal : 7/1998
ISSN : 1114-0828

Les études de la présente publication ne peuvent être reproduites
totalement ou partiellement sans autorisation.

Les renseignements contenus dans ce bulletin d'information, quoique puisés
aux meilleures sources, n'engagent pas la responsabilité de Bank Al-Maghrib.

SOMMAIRE

	Page
COMMUNICATION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR AU CONSEIL DE LA BANQUE DU 27 AVRIL 2006	5
RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE	19
STATUT DE BANK AL-MAGHRIB	31
LOI RELATIVE AUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	47
 STATISTIQUES	
. Sommaire	81
. Statistiques monétaires	83
. Liquidité bancaire et taux d'intérêt	99
. Sociétés de financement	117
. Etablissements financiers	121
. Marché des capitaux	127
. Finances publiques	133
. Indices des prix	139
. Production	145
. Commerce extérieur	153
. Balance des paiements avec l'étranger	167
. Cours de change	171
. Comptes de la Nation	175

Liste des signes, abréviations et sigles utilisés

Signes

-	: Nul ou insignifiant
*	: Renvoi
“	: Idem
...	: Non disponible

Abréviations

Max.	: Maximum
Min.	: Minimum
N.B.	: Nota Bene
N.C.A.	: Non Compris Ailleurs
N.R.	: Non Rémunéré
P.M.	: Pour Mémoire
T.B.B.	: Taux de Base Bancaire
T.L.	: Taux Libre
T.P.	: Taux Plafonné
T.R.	: Taux de Référence

Sigles

A.T.	: Régime d'Admission Temporaire en douane
B.A.M.	: Bank Al-Maghrib
B.N.D.E.	: Banque Nationale pour le Développement Économique
B.T.P.	: Bâtiment et Travaux Publics
C.A.F.	: Coût, Assurance et Fret
C.A.M	: Crédit Agricole du Maroc
C.C.P.	: Comptes Chèques et Comptes Courants Postaux
C.D.G.	: Caisse de Dépôt et de Gestion
C.E.N.	: Caisse d'Épargne Nationale
C.I.H.	: Crédit Immobilier et Hôtelier
C.M.A.	: Coopératives Marocaines Agricoles
D.T.S.	: Droits de Tirages Spéciaux
F.E.C.	: Fonds d'Équipement Communal
F.M.A.	: Fonds Monétaire Arabe
F.M.I.	: Fonds Monétaire International
F.O.B.	: Free on Board
H.B.M.	: Habitat Bon Marché
M.R.E.	: Marocains Résidant à l'Étranger
O.F.S.	: Organismes Financiers Spécialisés
O.N.I.C.L.	: Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses
O.P.C.V.M.	: Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
P.M.E.	: Petites et Moyennes Entreprises
P.M.I.	: Petites et Moyennes Industries
S.C.A.M.	: Sociétés Coopératives Agricoles Marocaines
S.I.C.A.V.	: Sociétés d'Investissement à Capital Variable
U.E.B.L.	: Union Économique Belgo-Luxembourgeoise
V.I.T.	: Valeur Immobilière Totale

**COMMUNICATION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR
AU CONSEIL DE LA BANQUE**

**COMMUNICATION DE MONSIEUR LE GOUVERNEUR
AU CONSEIL DE LA BANQUE
DU 27 AVRIL 2006**

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La **croissance économique** mondiale demeure soutenue, à 4,8% en 2005 et en 2006, après avoir atteint 5,1% en 2004. Cette évolution est attribuable essentiellement à la vigueur de l'activité aux Etats-Unis et dans les pays émergents, principalement en Chine et en Inde où l'activité croît à des rythmes particulièrement rapides, respectivement de 9,9% et de 8% en 2005 et de 9,5% et 7,1% en 2006.

La bonne orientation de l'activité économique s'est accompagnée d'une nouvelle expansion du commerce mondial de plus de 7% en 2005, après celle de 10,4% observée en 2004. Elle s'est cependant traduite par un net renchérissement des matières premières, en particulier le pétrole dont le prix moyen du baril s'est accru de 41% en 2005 et a quasiment doublé en deux ans. Des tensions inflationnistes ont ainsi commencé à se manifester, ce qui a amené les principales banques centrales à resserrer leur politique monétaire.

Aux **Etats-Unis**, la croissance a en effet atteint 3,5% l'année écoulée et devrait se maintenir à un rythme comparable en 2006 et ce, grâce à la bonne tenue de la demande interne. Ce regain d'activité s'est accompagné d'une baisse du taux de chômage en 2005, à environ 5% au lieu de 5,5% l'année précédente. Dans ces conditions, la Réserve fédérale a poursuivi la politique de resserrement monétaire, amorcée en juin 2004, relevant d'un quart de point, pour la quinzième fois consécutive, son taux directeur, porté à 4,75% en mars 2006.

En ce qui concerne la **zone euro**, le produit intérieur brut a progressé de 1,3% seulement en 2005, contre 2,1% l'exercice précédent, du fait principalement du tassement de la consommation privée, le taux de chômage se maintenant à un niveau élevé de 8,5%. La croissance devrait toutefois s'accélérer en 2006 pour revenir à environ 2%, à la faveur de la poursuite de la reprise de l'investissement et des exportations entamée à partir de la mi-2005, en particulier en Allemagne qui semble bénéficier davantage du dynamisme de la demande mondiale et du repli de l'euro. La Banque centrale européenne a, après une pause de deux ans et demi, procédé en décembre 2005 puis en mars 2006, à deux relèvements, de 25 points de base chacun, de son principal taux de refinancement, pour le porter à 2,50%.

Par ailleurs, la reprise s'est consolidée au **Japon** où le PIB a augmenté plus fortement que prévu au quatrième trimestre 2005, enregistrant ainsi sur l'ensemble de l'année une hausse de 2,8%. Celle-ci est attribuable tant au dynamisme des investissements et des exportations, qu'à la fermeté de la consommation des ménages, le taux de chômage revenant de 4,7% à 4,4%. S'agissant des prix à la consommation, ils ont, après une baisse quasi continue depuis 1998, connu un léger redressement à partir du mois de novembre 2005. Aussi, la Banque du Japon a-t-elle décidé, en mars 2006, de mettre un terme à la politique monétaire d'assouplissement quantitatif en vigueur depuis 2001 tout en maintenant ses taux d'intérêt autour de zéro, le risque de déflation persistant.

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE NATIONALE

Evolution en 2005

En 2005, la **croissance économique** s'est établie à 1,6% au lieu de 4,2% en 2004, par suite de la contraction de 15,4% de la valeur ajoutée du secteur primaire, le PIB non agricole ayant en revanche progressé de 4,7%. Cette évolution s'est accompagnée d'une consolidation des principaux équilibres macroéconomiques. En effet, la balance des paiements courants a dégagé un excédent, pour la cinquième année consécutive, tandis que l'inflation a été contenue dans les limites de 1%, le taux de chômage demeurant quasiment stable par rapport à l'année précédente.

Dans le secteur primaire, la production des quatre principales céréales s'est limitée à 42,6 millions de quintaux, volume en baisse de moitié par rapport à l'année précédente et de 29% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les légumineuses ont également accusé une forte chute, de plus de 38%. L'activité de l'élevage, qui a bénéficié notamment de la suspension des droits et taxes à l'importation des aliments de bétail, a quant à elle été épargnée. S'agissant de la production de la pêche, elle s'est accrue de 5,4%, grâce essentiellement à la production de la pêche hauturière qui a plus que doublé d'une année à l'autre.

En ce qui concerne la valeur ajoutée du secteur secondaire, elle a progressé de 5,4% au lieu de 4,9% une année auparavant, du fait du bon comportement de la quasi-totalité des branches. En effet, l'activité industrielle a été globalement bien orientée parallèlement au raffermissement de la demande adressée aux industries métalliques, mécaniques et électroniques, aux industries de la chimie et de la parachimie et à la transformation des minerais de carrières. L'activité de la branche du textile a, en revanche, pâti de la concurrence étrangère, notamment asiatique, après l'abolition de l'accord multi-fibres en janvier 2005. De même, l'activité du bâtiment et des travaux

publics a enregistré de nouveau cette année une augmentation notable, en liaison avec la poursuite de la réalisation de programmes d'infrastructure, de construction de logements et d'aménagement de zones industrielles et de stations balnéaires dans le cadre du plan Azur. Pour sa part, l'activité d'extraction minière, après avoir progressé de plus de 9% un an plus tôt, s'est consolidée cette année, profitant de la bonne orientation de la demande étrangère, notamment de phosphates bruts. Quant aux activités liées à l'énergie, elles sont restées soutenues, en dépit de la flambée des cours des produits pétroliers.

L'activité dans le secteur tertiaire, y compris l'administration publique, a enregistré une progression de 4,3%, proche de celle de l'année précédente. Le secteur touristique a continué de faire preuve de dynamisme, en relation notamment avec la mise en place de mesures incitatives notamment, la libéralisation du transport aérien et le renforcement du partenariat avec les tours opérateurs et les professionnels. De même, la valeur ajoutée de la branche des communications et des transports, tant de marchandises que de voyageurs, s'est inscrite en hausse.

Évalué à prix courants à 461,2 milliards, le produit intérieur brut a progressé de 3,9%, au lieu de 5,8% en 2004. En regard, La consommation finale nationale, estimée à 382 milliards, s'est accrue de 5,8%, au lieu de 7,5% un an auparavant.

Compte tenu des revenus et des transferts nets reçus de l'extérieur, le revenu national brut disponible s'est accru de 7,6%, pour atteindre 502,9 milliards de dirhams. Aussi, l'épargne nationale brute a-t-elle représenté 26,4% du PIB au lieu de 26,2% en 2004 et a permis de couvrir la totalité des dépenses d'investissement, la formation brute du capital fixe ayant augmenté de 7,9% et représenté 25,5% du PIB au lieu de 24,6% en 2004.

Au niveau du **marché de l'emploi**, les créations nettes se sont chiffrées à 91.000 postes seulement en 2005 au lieu de 118.000 en 2004 et une moyenne de 202.000 postes au cours des cinq dernières années. Dans ces conditions, le taux de chômage s'est établi à 11% de la population active au lieu de 10,8% en 2004, en liaison principalement avec l'accroissement du taux de chômage en milieu rural, de 3,2% à 3,6%.

En ce qui concerne **l'inflation**, la hausse de l'indice du coût de la vie s'est limitée à 1% au lieu de 1,5% un an plus tôt et ce, en dépit de la hausse des coûts de l'énergie et de l'entrée en vigueur en 2005 dans certains secteurs, notamment l'industrie textile, de la revalorisation du SMIG décidée en 2004. Cette évolution tient au ralentissement, de 1,6% à 0,3%, du rythme de progression des prix des produits alimentaires, consécutivement à la diminution des prix des viandes et des fruits frais, lesquels

avaient nettement augmenté en 2004. Pour leur part, les prix des autres biens et services ont enregistré, comme en 2004, une hausse de 1,5% avec toutefois une accélération du rythme de progression durant le second semestre de 2005. En particulier, les relèvements des prix internes des produits pétroliers, à l'exception du gaz butane, intervenus en mai et août, et qui au demeurant, ne représentent qu'une répercussion partielle de la flambée du prix du baril sur le marché international, ont été à l'origine de l'augmentation de 5,1% des prix du transport privé et de 3,1% de ceux des transports en commun. En revanche, les prix des autres biens et services ont enregistré pour la plupart une décélération, en particulier les prix des articles d'habillement et des articles électro-ménagers.

Au niveau des **transactions avec l'extérieur**, la balance commerciale a dégagé au terme de l'année 2005, un déficit de 85,7 milliards de dirhams, en aggravation de 22,3% par rapport à 2004, du fait essentiellement de la hausse des importations. Dans ces conditions, le taux de couverture s'est infléchi revenant de 55,7% à 52% d'une année à l'autre.

Les importations ont atteint 178,4 milliards de dirhams et ont augmenté de 13% sous l'effet notamment de l'expansion de 48,9% de la facture énergétique, portée à 39 milliards de dirhams. Quant aux autres importations, elles ont enregistré une hausse de 5,8%, consécutive à la progression des acquisitions de demi-produits (+6,2%), de produits alimentaires (+13,3%) et de biens de consommation (+4,9%).

Chiffrées à 92,7 milliards de dirhams, les exportations ont marqué une hausse de 5,5% recouvrant un accroissement des ventes de phosphates et dérivés de 16,1% et des autres produits de 3,5%. Les livraisons des biens alimentaires ont augmenté de 16,3%, celles de demi-produits de 10,8% et celles de produits bruts de 20%. A l'inverse, les expéditions de biens d'équipement ont fléchi de 12%, celles de biens de consommation de 4,7%, et celles de vêtements confectionnés et d'articles de bonneterie de 11,3%.

Dans le même temps, les recettes au titre des voyages ont enregistré une expansion de 18% pour atteindre 41,1 milliards de dirhams et dépasser pour la première fois celles des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger, qui se sont élevés à 40,5 milliards et accrus de 8,2%. Enfin, les recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers ont totalisé 26,8 milliards et les dépenses correspondantes 11,5 milliards de dirhams.

En matière de **finances publiques**, l'année 2005 a été marquée par un accroissement sensible des dépenses, notamment celles de fonctionnement et de compensation. Ainsi, en dépit d'une évolution favorable des recettes ordinaires, le déficit budgétaire s'est creusé, s'établissant à 6,2% du PIB au lieu de 4,8% en 2004. Compte tenu des recettes de privatisation, celui-ci ressort à 3,2% du PIB au lieu de 2,7% l'année précédente.

Les recettes ordinaires, hors privatisation, se sont élevées à 124,5 milliards, en hausse de 11%, attribuable aux rentrées fiscales, qui ont progressé de 13%, les recettes non fiscales s'étant, en revanche, inscrites en repli de 7,5%.

En regard, les dépenses courantes ont totalisé 126 milliards et augmenté d'un cinquième. Cette évolution tient, d'une part, à l'accroissement de 23,3% des dépenses de fonctionnement en relation avec l'opération de départ volontaire à la retraite et, d'autre part, à la hausse de 33,8% des charges de compensation parallèlement au renchérissement des produits pétroliers.

Dans ces conditions, le budget ordinaire a dégagé un déficit de 1,5 milliard au lieu d'un excédent de 7,2 milliards en 2004. Compte tenu des dépenses d'investissement, y compris celles financées par le Fonds Hassan II pour le développement économique et social, d'un montant de 22,2 milliards et du solde négatif des comptes spéciaux du Trésor de 4,9 milliards, le déficit budgétaire a atteint 28,7 milliards au lieu de 21,5 milliards en 2004. En outre, le Trésor a procédé à l'apurement d'arriérés de paiement, pour un montant de 9 milliards. Aussi, le besoin de financement s'est-il élevé à 37,8 milliards de dirhams au lieu de 19,5 milliards en 2004.

Le déficit de caisse et les sorties nettes de capitaux, chiffrées à 1,4 milliard de dirhams, ont été couverts par les recettes de privatisation à hauteur de 13,8 milliards et par les ressources mobilisées sur le marché des adjudications.

Prévisions pour l'ensemble de l'année 2006

Les conditions climatiques favorables qui caractérisent la présente campagne agricole augurent d'une bonne récolte céréalière qui dépasserait largement les 65 millions de quintaux, retenus comme hypothèse en début d'année. Aussi, la croissance économique devrait-elle atteindre plus de 5,5% en 2006 au lieu des 5% prévus auparavant.

En effet, le net raffermissement des activités agricoles devrait avoir un effet d'entraînement sur les autres secteurs, notamment l'agroalimentaire, le commerce, le transport et les services. En outre, le dynamisme du secteur du bâtiment et travaux publics devrait se consolider en 2006 avec la poursuite de l'exécution des chantiers en cours et le lancement de nouveaux projets touristiques, immobiliers et d'infrastructure. Pour sa part, le secteur de l'énergie, en dépit de la poursuite de la flambée des prix du pétrole, devrait bénéficier de la libéralisation du marché, la demande domestique devant rester soutenue. Il en serait de même de l'activité minière qui devrait demeurer bien orientée, en liaison avec l'évolution prévisible de la demande mondiale de phosphates et la conclusion de nouvelles conventions de partenariat avec des groupes asiatiques.

Toutefois, des pressions risquent de s'exercer sur les prix, en relation notamment avec l'orientation à la hausse des prix des matières premières, en particulier le pétrole, et l'incidence du réaménagement de la TVA. L'impact direct sur l'inflation de l'aménagement de la TVA et de l'adoption du système d'indexation des prix des produits pétroliers raffinés à l'exception notable du gaz, étant évalué à plus de 1 point de pourcentage, la hausse de l'indice du coût de la vie devrait avoisiner 2,4%, au lieu de 1% en 2005.

De fait, l'évolution de cet indice durant les deux premiers mois de l'année 2006 a révélé une augmentation des tensions inflationnistes puisqu'il a augmenté de 2,1% au lieu de 1,3% au terme de la même période de l'année précédente. Ce résultat est imputable pour une large part au doublement du rythme de progression des prix des produits non alimentaires, passé en un an de 1,3% à 2,6%, sous l'effet en particulier de l'accélération des prix des transports et des communications. Quant aux prix des produits alimentaires, ils ont progressé de 1,5% au lieu de 1,3% un an auparavant, en liaison principalement avec l'accroissement des prix des corps gras, des légumes secs et des légumes frais.

Dans l'hypothèse de la poursuite des tendances observées, les importations devraient continuer de progresser plus rapidement que les exportations et entraîner un creusement du déficit commercial. Celui-ci risque de ne pas être comme par le passé, entièrement couvert par les recettes au titre des voyages et des transferts des MRE même au cas où celles-ci continueraient de croître à un rythme soutenu. Aussi, le compte courant risque-t-il de dégager un déficit et ce, pour la première fois depuis plusieurs années.

Concernant les finances publiques, les prévisions pour l'année 2006 (base loi de finances) laissent entrevoir une augmentation des recettes, hors privatisation, de 15% et des dépenses ordinaires de 7%. Aussi, le budget ordinaire dégagerait-il un excédent de 9,9 milliards de dirhams, représentant 40% des dépenses d'équipement prévues, y compris par le Fonds Hassan II pour le développement économique et social. Compte tenu, par ailleurs, du solde prévisionnel négatif des comptes spéciaux du Trésor de 9,7 milliards, le déficit budgétaire s'établirait à 24,5 milliards ou 5,1% du PIB. En raison des paiements d'arriérés programmés pour un montant de 4,2 milliards, le besoin de financement du Trésor atteindrait près de 29 milliards de dirhams. Sa couverture devrait, de nouveau, être assurée principalement sur le marché intérieur et, pour la première fois depuis le début des années quatre-vingt-dix, par des recours nets au financement extérieur (+1,2 milliard), les recettes de privatisation s'établissant à 5 milliards de dirhams.

ÉVOLUTION MONÉTAIRE EN 2005 ET 2006

L'évolution monétaire et de la liquidité du marché au cours de l'année 2005 a été principalement influencée par les opérations portant sur le capital de Maroc Telecom. En effet, l'Etat a cédé au début du mois de janvier 16% du capital de cette société au partenaire étranger, Vivendi. En outre, celui-ci a cédé en avril une partie de ses participations dans le capital de Maroc Telecom à sa filiale marocaine et a procédé au transfert de la contre-valeur en devises du produit de cette cession. L'évolution monétaire et de la liquidité a été également influencée par les achats massifs de devises intervenus vers la fin du premier semestre, ainsi que par l'important flux de devises enregistré en décembre. Ce mois a été, en effet, marqué par un accroissement sensible des réserves de change, en relation avec le rapatriement de devises pour le remboursement d'une partie du prêt accordé en avril et les tirages de grande ampleur effectués par le Trésor sur l'extérieur.

Ainsi, la valeur de référence pour la progression des agrégats de monnaie, fixée en début d'année dans une fourchette de 6,5% à 7,5% a été dépassée, tandis que les excédents de liquidité ont persisté, la tendance baissière des taux d'intérêt ayant, toutefois, connue un certain tassement.

Ces tendances se sont, dans l'ensemble, poursuivies pendant les premiers mois de l'année 2006.

Évolution au cours de l'année 2005

L'évolution de la situation de la liquidité du marché a été marquée, en 2005, par trois phases principales.

Les trésoreries bancaires ont connu une **phase d'aisance** allant de janvier à avril à l'exception notable du mois de février. Durant cette phase, Bank Al-Maghrib a résorbé les liquidités excédentaires principalement par le biais de la facilité de dépôt à 24 heures et accessoirement des reprises de liquidités à 7 jours sur appels d'offres dont le montant global maximum observé a atteint plus de 11 milliards de dirhams, le taux du marché interbancaire étant resté, en général, à un niveau proche du taux plancher de 2,25%.

Par la suite, **une situation de resserrement** a caractérisé les trésoreries bancaires pendant les mois de mai et de juin, consécutivement aux achats massifs de devises effectués par les opérateurs, en raison, semble-t-il, d'anticipations sur un éventuel changement de la parité du dirham. Dans ces conditions, des tensions se sont exercées sur le taux du marché interbancaire, lequel a atteint un seuil maximum de 4,96%, vers la fin de la période de constitution de la réserve monétaire du 21 mai au 20 juin, la banque centrale ayant accordé des avances d'un montant maximum de 9,5 milliards de dirhams dont près de 90% au titre des facilités à 24 heures.

Enfin, **une situation de détente** a prévalu au cours du deuxième semestre de l'année 2005 à l'exception du mois de novembre, parallèlement au renforcement des réserves nettes de change et à l'utilisation des disponibilités du Trésor auprès de la banque centrale qui a résorbé les liquidités excédentaires par le biais de la facilité de dépôt à 24 heures.

En définitive, le taux moyen pondéré du marché interbancaire a marqué, en 2005, une hausse de 39 points de base, s'élevant à 2,78% au lieu de 2,39% l'année écoulée.

Aussi, le mouvement baissier des taux d'intérêt a-t-il, dans l'ensemble, connu un certain tassement. De fait, le taux de rémunération moyen pondéré des dépôts bancaires à 6 et à 12 mois a enregistré, en un an, une hausse de 10 points de base pour atteindre 3,48% au terme de l'année 2005.

Pour leur part, les taux assortissant les bons du Trésor par adjudication ont connu des évolutions contrastées. En effet, le taux des titres à 13 semaines s'est inscrit en hausse de 6 points de base, alors que ceux des autres maturités ont enregistré des baisses allant de 4 points de base pour les bons à 26 semaines à 53 points de base pour ceux à 5 ans. Le taux de rémunération des bons du Trésor à 6 mois émis à guichet ouvert a, quant à lui, marqué un accroissement de 20 points de base, passant à 2,90% au cours du dernier trimestre de 2005.

S'agissant des taux d'intérêt servis sur les dépôts en comptes sur carnets auprès des banques et les comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale, indexés sur la rémunération des bons du Trésor, ils ont été fixés respectivement à 2,28% et à 1,50% au cours du deuxième semestre de 2005, en baisse de 7 et de 60 points de base par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour ce qui est des conditions débitrices, le coût moyen pondéré du crédit bancaire a fléchi, en 2005, de 27 points de base et celui des concours des sociétés de financement de 70 points de base, revenant respectivement à 7,56% et à 11,40%.

Au **plan monétaire**, le rythme de progression de l'agrégat M3 s'est accéléré pour atteindre, au terme de l'année 2005, 14% contre 7,8% un an auparavant, tandis que celui de l'agrégat M1 s'est élevé à 14,8% au lieu de 9,8%.

Contrairement à ce qui a été constaté au cours des dernières années, l'expansion monétaire a concerné, en 2005, l'ensemble des composantes de M3, ce qui a contribué au rapprochement de son rythme de croissance de celui de M1. En effet, parallèlement à l'accroissement de la monnaie fiduciaire et de la monnaie scripturale respectivement de 12% et de 15,9% et des comptes d'épargne de 11,8%, les dépôts à terme ont, pour la première fois depuis plusieurs années, enregistré une forte augmentation de près de 13%.

Parallèlement, le rythme de progression des agrégats de placements liquides s'est sensiblement ralenti, revenant de 13% en 2004 à 0,1% en 2005. Cette évolution recouvre une expansion des titres d'OPCVM actions et diversifiés de 27,5% et une augmentation et des titres de créances négociables de 10,8% des titres d'OPCVM obligataires de 4,3%. Les titres d'OPCVM monétaires se sont, quant à eux, inscrits en baisse de 18,4%.

Au total, les liquidités de l'économie, constituées de l'agrégat M3 et des agrégats PL, se sont élevées, en moyenne mensuelle, à 485,3 milliards de dirhams, en accroissement de 10,1% au lieu de 8,1% en 2004.

La **création monétaire** a résulté en 2005, contrairement aux dernières années, du renforcement tant des avoirs extérieurs nets que du crédit intérieur.

Les réserves nettes de change ont, en effet, augmenté de 21,5 milliards ou 14,9%, à la faveur de la poursuite de l'évolution favorable des recettes au titre des Voyages et des Transferts des Marocains résidant à l'étranger, ainsi que des opérations de privatisation et des tirages effectués sur l'extérieur.

Pour leur part, les concours à l'économie se sont accrus de 29,3 milliards ou 11,1% au lieu de 6,8% en 2004. Les crédits immobiliers ont enregistré une hausse de 24,8% et contribué à cette évolution à hauteur des deux cinquièmes, tandis que les crédits de trésorerie et à l'équipement ont marqué des progressions respectives de 17,5% et de 13,9%, attribuables en partie au financement d'opérations financières.

Enfin, les créances nettes sur l'Etat se sont élargies de 6,5% au lieu d'un repli de 7,5% en 2004 et ce, consécutivement à l'augmentation des recours du Trésor au financement bancaire de 3,4 milliards et à la diminution de sa position nette auprès de Bank Al Maghrib de près de 700 millions.

Pour ce qui est de **l'activité des marchés de capitaux**, elle s'est caractérisée, en 2005, par l'importance des levées du Trésor sur le marché et le redressement des indicateurs boursiers.

Le Trésor a effectué des émissions d'un montant global de 79,6 milliards de dirhams, dont 11 milliards en faveur de la Caisse Marocaine des Retraites au titre de l'apurement d'arriérés. Celles-ci lui ont laissé, après remboursement des échéances, 36,7 milliards au lieu de 17,7 milliards en 2004.

Les transactions sur le marché secondaire des bons du Trésor ont, quant à elles, porté en moyenne mensuelle, sur 382,9 milliards en 2005, contre 368,6 milliards en 2004.

Dans le même temps, les émissions de titres de créances négociables se sont établies à près de 6 milliards en 2005, niveau comparable à celui des échéances dues au titre de cette année.

Les emprunts obligataires ont, en revanche, accusé une baisse, revenant de 5,6 milliards en 2004 à 3,2 milliards en 2005, dont un milliard mobilisé par la Société Financière Internationale, 500 millions par la Société des Autoroutes du Maroc et 500 millions par la Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur.

Sur le marché boursier, l'indice MASI s'est apprécié de près de 23% par rapport à décembre 2004 et la capitalisation boursière de 22,2% pour atteindre 252,3 milliards, dont 3,7 milliards au titre des sociétés nouvellement introduites.

De même, le chiffre d'affaires a plus que doublé passant, d'une année à l'autre, de 71,7 milliards à 148,5 milliards de dirhams, à la suite de la réalisation d'importantes opérations sur le marché des blocs, notamment en avril, en juillet et en décembre.

Prévisions pour 2006

Pour l'ensemble de l'année 2006, la valeur de référence pour la progression des agrégats de monnaie a été fixée entre 7,5% (35,6 milliards) et 8,5% (plus de 40 milliards) compte tenu d'un taux de croissance du PIB non agricole de plus de 4% et d'une hausse des prix dans la limite de 2%.

La balance des paiements prévisionnelle laisse entrevoir un renforcement des avoirs extérieurs nets de 6 milliards de dirhams que devraient permettre les flux de capitaux après couverture du déficit courant. Les recettes au titre des voyages et des transferts de MRE, bien qu'en croissance soutenue, s'avèreraient insuffisantes pour couvrir le déficit commercial. En outre, les crédits bancaires additionnels nécessaires pour accompagner la croissance de l'activité économique sont évalués à environ 26 milliards, correspondants à une augmentation de près de 9%. Aussi, le financement monétaire du Trésor, compatible, d'une part, avec la valeur de référence fixée pour 2006 et, d'autre part, avec l'accroissement prévisible des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie, devrait-il être contenu dans la limite de 4 milliards de dirhams.

L'évolution des facteurs de la liquidité, découlant de la programmation monétaire, devrait se traduire par une diminution des excédents de liquidités, sans toutefois exercer une incidence significative sur le niveau général des taux d'intérêt.

Les premiers mois de 2006 ont été marqués par la persistance de la situation de surliquidité. En janvier, l'effet expansif généré par le flux de devises et l'utilisation des disponibilités du Trésor auprès de la banque centrale l'a emporté sur l'incidence restrictive liée à l'élargissement de la circulation fiduciaire. Les excédents de liquidités se sont, toutefois, inscrits en baisse en février, mois caractérisé par la reconstitution par le Trésor d'un solde créditeur auprès de la banque centrale, d'une part, et la poursuite du renforcement des réserves nettes de change et le reflux de la circulation fiduciaire, d'autre part. Bank Al-Maghrib a, dans ces conditions, procédé à des reprises de liquidités dont le montant maximum a atteint 14,3 milliards de dirhams, le taux du marché interbancaire s'établissant à 2,36% en janvier et à 2,48% en février, au lieu de 2,40% en décembre 2005.

Parallèlement, le taux de rémunération moyen pondéré des dépôts bancaires à 6 et à 12 mois s'est inscrit en repli de 5 points de base pour s'établir à 3,43%. De même, les taux d'émission des bons du Trésor par adjudication ont accusé des baisses allant de 5 points de base pour les bons à 5 ans à 27 points de base pour ceux à 10 ans. En revanche, les taux des titres à 13 et à 52 semaines se sont inscrits en hausse respectivement de 10 et de 5 points de base par rapport aux dernières émissions.

A fin février 2006, les agrégats de monnaie ont enregistré une progression de l'ordre de 1%, qui a résulté d'un renforcement des avoirs extérieurs nets de 2,5 milliards ou 1,5%. Les concours à l'économie se sont, en revanche, inscrits en baisse de 2,4 milliards ou 0,8%, tandis que les créances nettes sur l'Etat ont accusé un fléchissement de 5,7 milliards ou 7,4%, consécutivement à l'amélioration de la position nette du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib de 5,8 milliards, ses recours aux banques étant restés quasiment inchangés par rapport à fin décembre 2005.

Sur le marché des capitaux, le rythme de progression des cours boursiers s'est accéléré pour atteindre 25,7%, tandis que les émissions de bons du Trésor par adjudication se sont élevées à 19,4 milliards et ont rapporté en net au Trésor près de 13 milliards de dirhams.

Parallèlement, les émissions de titres de créances négociables ont porté sur un montant de 538 millions dont 452 millions au titre des bons de sociétés de financement.

RÉPERTOIRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

REPERTOIRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE (*)

AGRICULTURE

Agréments pour la commercialisation de semences et de plants

Arrêtés du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes n°s 2613-05, 2614, 2615, 2616, 2617 et 2618 du 29 décembre 2005 portant respectivement agrément :

- des "Domaines El Boura" pour commercialiser des plants certifiés d'olivier, des rosacées à noyau, de vigne, de fraisier, d'agrumes et des semences certifiées d'agrumes et des rosacées à noyau ;
 - des pépinières "Le Verger de Demain" pour commercialiser des semences et des plants certifiés d'agrumes ;
 - de la société "Proteco SARL" pour commercialiser des semences standard de légumes ;
 - de la société "Semences marocaines professionnelles (SEMA PRO)" pour commercialiser des semences standard de légumes ;
 - de la société "AGRID SARL" pour commercialiser des semences certifiées des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères et des semences standard de légumes ;
 - de la société ATRACO "Agricultural and trading company SARL" pour commercialiser des semences certifiées des légumineuses alimentaires, des légumineuses fourragères, des oléagineuses et des semences standard de légumes.
- (B.O. n°5392 du 2 février 2006)**

(*) Sélection des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs aux domaines économique et financier parus au cours du 1^{er} trimestre 2006.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Décrets n°s 2-04-764, 2-05-1029 du 2 janvier 2006 et 2-05-868 du 4 janvier 2006 portant respectivement modification des quotités du droit d'importation applicable à certains produits :

- mélanges vitaminés, produits énergétiques et produits de la pêche maritime ;
- graines oléagineuses ;
- articles et produits textiles. (B.O. n°5384 du 5 janvier 2006)

Importation de carreaux en céramique

Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°72-06 du 13 janvier 2006 instituant une mesure de sauvegarde à caractère tarifaire sur les importations de carreaux en céramique.

Vu l'accroissement massif des importations de carreaux en céramiques qui a connu un accroissement de 78,5% entre 2002 et 2003 et de 22,3% en 2004 comparativement à 2003, ce qui est de nature à causer un préjudice à la production nationale, les importations de carreaux en céramique relevant de la position tarifaire 69-08 sont soumises, jusqu'au 31 novembre 2008, à un droit d'importation additionnel spécifique de 1,5 dirham le kilogramme.

Les carreaux en céramique importés dans la limite d'un contingent annuel figurant dans le tableau ci-dessous ne sont pas soumis au droit additionnel.

Niveau annuel du contingent et sa répartition entre pays et territoires douaniers

Pays ou territoires douaniers	Période		
	A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 30 novembre 2006	Du 1 ^{er} décembre 2006 au 30 novembre 2007	Du 1 ^{er} décembre 2007 au 30 novembre 2008
Union Européenne	6000	6600	7200
Chine	650	715	780
Tunisie	100	115	130
Emirats Arabes Unies	90	104	118
Autres pays*	60	66	72
Total	6900	7600	8300

Cette mesure de sauvegarde ne s'applique pas aux produits originaires des pays suivants :

Afrique du Sud, Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Royaume du Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Colombie, Congo, République de Corée, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Equateur, Ex-République Yougoslavie de Macédoine, Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hong Kong, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Macao, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Moldova, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Sultanat d'Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, République Dominicaine, République Kirghize Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadine, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Taïpei Chinois, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zambie et Zimbabwe. **(B.O. n°5392 du 2 février 2006)**

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Accord de prêt conclu avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Décret n°2-05-1606 du 19 décembre 2005 approuvant l'accord de prêt conclu le 16 décembre 2005 entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, portant sur un montant de 166.300.000 euros, relatif au projet d'appui des politiques de développement du secteur financier. **(B.O. n°5384 du 5 janvier 2006)**

Conventions de crédits avec le Fonds saoudien de développement

Décrets n°s 2-05-1635 et 1636 du 18 janvier 2006 approuvant respectivement la convention de crédit d'un montant de 50.000.000 de rials saoudiens et de 60.000.000 de rials saoudiens conclue le 24 septembre 2005 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds saoudien de développement, en vue de la participation au financement du projet de construction et d'équipement de l'hôpital universitaire de Fès et de Marrakech (crédit supplémentaire). **(B.O. n°5392 du 2 février 2006)**

Accord de garantie conclu avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Décret n°2-06-36 du 1^{er} février 2006 approuvant l'accord conclu le 9 janvier 2006 entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour la garantie du prêt de quarante-neuf millions cinq cent mille Euros (49.500.000 Euros) consenti par ladite banque à l'Office national de l'eau potable, pour le financement du projet d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural. **(B.O. n°5396 16 février 2006)**

ÉNERGIE

Approbation d'avenant à un accord pétrolier

Arrêté conjoint du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des finances et de la privatisation n°2088-05 du 21 janvier 2005 approuvant l'avenant n°3 à l'accord pétrolier conclu le 24 novembre 2000 entre l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, représentant le Royaume du Maroc, et la société "Vanco international Ltd", conclu le 20 janvier 2005 entre ledit office et la société "Vanco Morocco Ltd". **(B.O. n°5384 du 5 janvier 2006)**

FINANCES PUBLIQUES

Coefficients de réévaluation en matière d'impôt sur le revenu

Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°350-06 du 22 février 2006 fixant, pour l'année 2006, les coefficients de réévaluation en matière d'impôt sur le revenu. **(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)**

INDUSTRIE

Enrichissement de la farine

Décret n°2-04-52 du 2 décembre 2005 relatif à l'enrichissement de la farine. Les farines issues de l'écrasement du blé tendre -à l'exception de la farine complète-fabriquées, conditionnées et commercialisées par le secteur de la minoterie industrielle ou importées sur le territoire national doivent être enrichies d'un composé fer-vitamines, constitué de fer élémentaire, d'acide folique, de vitamine B1, de vitamine B2 et de vitamine PP.

Un délai de six mois, est accordé aux minoteries industrielles pour leur permettre de prendre les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de l'opération d'enrichissement des farines de blé tendre, et ce à partir du 5 janvier 2006. **(B.0. n°5384 du 5 janvier 2006)**

MARCHÉ DES CAPITAUX

Portefeuille des banques en bons du Crédit agricole du Maroc et en bons du Trésor à 1 an

Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°2468-05 du 6 décembre 2005 relatif au portefeuille des banques en bons du Crédit agricole du Maroc et en bons du Trésor à 1 an.

Les banques sont tenues de conserver dans leur portefeuille des bons du Trésor à un an à hauteur de 1% de leurs exigibilités, telles que définies par Bank Al-Maghrib. Le taux de rémunération annuel appliqué, au cours d'une année civile, pour ces bons est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à un an émis par voie d'adjudication au cours de l'année précédente majoré de 25 points de base.

Les bons du Crédit agricole du Maroc à 1 an détenus par les banques sont transformés en dette remboursable en 10 annuités égales et rémunérée au taux fixé ci-dessus. Ne sont pas soumis aux dispositions de l'alinéa premier de l'article premier ci-dessus Bank Al-Amal, la Banque nationale pour le développement économique, le Crédit immobilier et hôtelier et le Crédit agricole du Maroc. **(B.0. n°5388 du 19 janvier 2006)**

MONNAIE, CRÉDIT ET BANQUE

Convention de crédit conclue avec la Société générale et BNP Paribas

Décret n°2-05-1625 du 26 décembre 2005 approuvant la convention de crédit acheteur d'un montant de 36.382.635 euros conclue le 15 novembre 2005 entre le gouvernement du Royaume du Maroc d'une part, et la Société générale et BNP Paribas d'autre part, pour le financement du projet de fourniture d'une solution complète pour la production de titres identitaires, composée d'un système de production de titres, de consommables et de prestations de services. **(B.0. n°5388 du 19 janvier 2006)**

Nouvel agrément au Crédit immobilier et hôtelier

Arrêté du ministre des finances et de la privatisation n°2467-05 du 5 décembre 2005 portant nouvel agrément du Crédit immobilier et hôtelier en qualité de banque suite à la prise de contrôle de son capital social par la Caisse de dépôt et de gestion.

Le Crédit immobilier et hôtelier est autorisé à continuer à exercer son activité en qualité de banque, suite à la prise de contrôle de son capital social par la Caisse de dépôt et de gestion. **(B.O. n°5392 du 2 février 2006)**

Nouveau Statut de Bank Al-Maghrib

Dahir n°1-05-38 du 23 novembre 2005 portant promulgation de la loi n°76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib. **(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)**

Loi bancaire

Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. **(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)**

PRIX

Tarifs de vente de l'eau potable à la production

Arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques et générales n°214-06 du 6 février 2006 modifiant l'arrêté n°357-03 du 10 février 2003 fixant les tarifs de vente de l'eau potable à la production.

Les prix de vente de l'eau potable à la production sont fixés, hors taxe sur la valeur ajoutée, comme suit :

Localités	Prix (DH/m ³)
El Jadida-Azemour et petits centres desservis par les adductions d'eau potable à partir des barrages de Daourat ou Sidi Daoui (à l'exception du complexe industriel de l'OCP).....	4,20
Casablanca - Mohammedia - Rabat-Salé Témara - Skhirat - Bouknadel - Base militaire de Salé - Oued Nfifikh - Bni Yakhlef - Aïn Harrouda.....	4,34
Kénitra-Mehdia.....	4,14
Safi-Oualidia-Essaouira.....	3,96
Nador et petits centres de la région.....	3,01
Asilah.....	3,57
Al Hoceima-Agadir-Ait Melloul-Inezgane-Ouled Téïma.....	3,84
Marrakech.....	3,02
Tanger.....	2,86
Tétouan-Fnidaq-M'diq.....	2,85
Larache-Ksar El Kébir.....	2,96
Settat-Tamanar.....	2,19
Fès-Sefrou-Bhalil.....	3,05
Béni-Mellal-Kasba Tadla - Fqih Ben Salah.....	2,39
Khouribga.....	4,26
Oujda.....	3,52
Meknès.....	2,41
Taza.....	3,07

(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)

Tarifs de vente de la redevance de l'assainissement

Arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques et générales n°216-06 du 6 février 2006 modifiant l'arrêté n°571-01 du 22 mars 2001 fixant les tarifs de la redevance de l'assainissement.

Les tarifs de la redevance d'assainissement assuré par l'Office national de l'eau potable dans les communes désignées ci-après sont fixés, hors taxe sur la valeur ajoutée, comme suit :

Usages	Groupe I	Groupe II	Groupe III	Groupe IV Autres communes
a - Particuliers domestiques - Partie fixe en dh/an..... - Partie proportionnelle dh/m ³	36,00	36,00	36,00	36,00
* 1 ^{ère} tranche (0-8 m ³ (inclus)/mois).....	0,56	0,65	0,75	0,75
* 2 ^{ème} tranche (8-20 m ³ (inclus)/mois).....	1,40	1,60	1,80	1,80
* 3 ^{ème} tranche (> à 20 m ³ (inclus)/mois).....	2,25	2,62	3,00	3,00
b - <i>Administrations, collectivités locales et organismes publics</i>				
- Partie fixe en dh/an.....	72,00	72,00	72,00	72,00
- Partie proportionnelle dh/m ³	1,40	1,95	2,50	2,50
c - <i>Industriels, bains maures et établissements assimilés ou à caractère commercial</i>				
- Partie fixe en dh/an.....	144,00	144,00	144,00	144,00
- Partie proportionnelle dh/m ³	2,25	2,62	3,00	3,00

G1- Khénifra et Mouha Ou Hammou Zayani ; Mrirt ; Azilal ; Berkane et Sidi Slilmane Cheraa et Zegze ; Taourirt ; Tafoughalt ; Ain Taoujdat.

G2- Outat El Haj, Sid L'Mokhtar, Rissani, Bouarfa, El Aroui, Zaïo, Klaat M'Gouna, Ben Ahmed, El Gara, Dar El Gueddari, Guelmim, Errachidia, Essaouira, Azrou, Sidi Slimane, Tiznit, Ouled Teima, Biougra, Ouarzazate, Tarmigt.

G3- Bejaad, Sidi Talbi, El Aioune, Sidi Mellouk, Dakhla, Berrechid, Tafraout, Debdou, Laayoune, Oud Zem, Akka, Ben Taib, Laayoune - Marsa, Ben Slimane, Tata, Al Hoceima, Boujdour, Bouznika, Foug El Hisen, Imzouren, Tan Tan, Khemisset, Foug Zguid, Targuist, Tarfaya, Tiflet, Ouled Berhil, Beni Bouayache, Sidi Yahia Zair, Dar Chaoui, Draga, Ain Aouda. **(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)**

Questions Sociales

Création de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social de la préfecture et des provinces de la région orientale du Royaume

Dahir n°1-06-53 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°12-05 portant création de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social de la préfecture et des provinces de la région orientale du Royaume.

Il est créé, sous la dénomination Agence pour la promotion et le développement économique et social de la préfecture et des provinces de la région orientale du Royaume, un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'Agence est placée sous la tutelle du Premier ministre, laquelle a pour objet de faire respecter, par les organes compétents de l'Agence, les dispositions de la présente loi, en particulier celles relatives aux missions qui lui sont imparties et, de manière générale, de veiller à l'application de la législation et de la réglementation concernant les établissements publics.

Le ressort territorial d'intervention de l'Agence comprend l'ensemble des communes relevant de la préfecture d'Oujda-Angad et des provinces de Jerada, Berkane, Taourirt, Figuig et Nador. **(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)**

Création de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord du Royaume

Dahir n°1-06-54 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°13-05 modifiant la loi n°6-95 portant création de l'Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord du Royaume.

Le ressort d'intervention de l'Agence comprend l'ensemble des communes urbaines et rurales des préfectures de Tanger-Asilah et M'diq-Fnidq et des provinces de Fahs-Anjra, Tétouan, Chefchaouen, Larache, Al Hoceima, Taounate et Taza. **(B.O. n°5400 du 2 mars 2006)**

STATUT DE BANK AL-MAGRIB

Dahir n° 1-05-38 du 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005) portant promulgation de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !
Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 26 et 58 ;

Vu la loi organique n° 29-93 relative au Conseil constitutionnel, notamment son article 24 (2^e alinéa) ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 606-05 du 10 safar 1426 (21 mars 2005) par laquelle ce conseil a déclaré que "les expressions à la demande du gouverneur et les questions relatives à la politique monétaire contenues dans l'article 58 de la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib, ne sont pas conformes à la Constitution, sous réserve des remarques ci-dessus dans le cas d'une refonte de la rédaction des dispositions de l'article précité ;

Considérant qu'en application du deuxième alinéa de l'article 24 de la loi organique susvisée n° 29-93, la loi précitée n° 76-03 peut être promulguée à l'exception de son article 58 déclaré non conforme à la Constitution,

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir - à l'exception de l'article 58 - la loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants.

Fait à Marrakech, le 20 chaoual 1426 (23 novembre 2005).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Driss Jettou.

* * *

Loi n° 76-03 portant statut de Bank Al-Maghrib

Chapitre premier : Création - Capital - Statut juridique - Siège

Article premier:"Bank Al-Maghrib" créée par le dahir [n° 1-59-233](#) du 23 hija 1378 (30 juin 1959), ci-après désignée la Banque, est une personne morale publique dotée de l'autonomie financière dont l'objet, les fonctions, les opérations ainsi que les modalités d'administration, de direction et de contrôle sont arrêtés par la présente loi ainsi que par les textes pris pour son application.

Article 2 :Le capital de la Banque est fixé à 500.000.000 de dirhams.

Il est entièrement détenu par l'Etat.

Sous réserve d'approbation par voie réglementaire, le capital de la Banque peut être augmenté sur décision du conseil de la Banque, le commissaire du gouvernement entendu.

Article 3 :La Banque est réputée commerçante dans ses relations avec les tiers.

Article 4 :Le siège de la Banque est à Rabat.

La Banque établit des succursales ou des agences où elle le juge nécessaire.

Chapitre II : Missions

Section I : Missions fondamentales

Article 5 :La Banque exerce le privilège d'émission des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal sur le territoire du Royaume.

Article 6 :Dans le but d'assurer la stabilité des prix, la Banque arrête et met en oeuvre les instruments de politique monétaire définis à l'article 25 ci-dessous.

A cet effet, la Banque intervient sur le marché monétaire en utilisant les instruments appropriés parmi ceux prévus à l'article 25 ci-dessous.

Sans préjudice de l'objectif de la stabilité des prix arrêté en concertation avec le ministre chargé des finances, la Banque accomplit sa mission dans le cadre de la politique économique et financière du gouvernement.

Article 7 : La Banque veille au bon fonctionnement du marché monétaire et assure son contrôle.

La Banque établit et publie les statistiques sur la monnaie et le crédit.

Article 8 :La Banque détermine les rapports entre le dirham et les devises étrangères dans le cadre du régime de change et de la parité du dirham, fixés par voie réglementaire.

A cet effet, la Banque détient et gère les réserves de change.

Article 9 :La Banque s'assure du bon fonctionnement du système bancaire et veille à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice et au contrôle de l'activité des établissements de crédit et organismes assimilés.

Article 10 :La Banque prend toutes mesures visant à faciliter le transfert des fonds et veille au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement.

Dans ce cadre, elle veille à la sécurité des systèmes de compensation et de règlement-livraison des instruments financiers et s'assure de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes qui leur sont applicables.

Section II : Autres missions

Article 11 :La Banque est le conseiller financier du gouvernement. Celui-ci la consulte, notamment, sur toutes questions susceptibles d'affecter l'exercice des prérogatives et des fonctions de la Banque telles que celles-ci sont définies par la présente loi. Elle soumet au gouvernement tous avis et toutes suggestions relativement aux mêmes questions.

Article 12 :La Banque est l'agent du Trésor pour ses opérations de banque tant au Maroc qu'à l'étranger.

La Banque est chargée, dans les conditions fixées par voie réglementaire, des opérations d'émission, de conversion et de remboursement des emprunts publics et des effets publics et, d'une manière générale, du service financier des emprunts émis par l'Etat.

Elle peut participer aux négociations de prêts et emprunts extérieurs conclus pour le compte de l'Etat.

Article 13 :La Banque peut représenter le gouvernement auprès des institutions financières et monétaires internationales créées en vue de promouvoir la coopération internationale dans les domaines monétaire et financier.

Article 14 :La Banque participe à la négociation des accords financiers internationaux et peut être chargée de leur exécution. Elle conclut toutes conventions utiles à l'exécution technique de ces accords.

L'exécution des accords et conventions visés à l'alinéa premier de cet article s'effectue pour le compte de l'Etat qui en assume les risques et les charges.

Chapitre III : Opérations de la Banque

Section I : De l'émission, de la circulation et du retrait des billets et monnaies métalliques

Article 15 :Les billets et monnaies métalliques émis par la Banque ont seuls cours légal et pouvoir libératoire sur l'ensemble du territoire du Royaume.

Les billets portent la griffe du Gouverneur et celle du commissaire du gouvernement.

Article 16 :Le pouvoir libératoire des billets émis par la Banque est illimité.

Le pouvoir libératoire des monnaies métalliques émises par la Banque est limité au montant qui est fixé pour chaque type de monnaie par le texte réglementaire de mise en circulation visé à l'article 19 ci-dessous. Ces limites ne peuvent être opposées par la Banque, par les comptables publics, ainsi que par les banques établies au Maroc.

Article 17 :Aucune opposition ne peut être signifiée à la Banque, ni être recevable par celle-ci en raison de la perte, du vol ou de la destruction des billets et monnaies qu'elle a émis.

Article 18 :La Banque arrête :

- les dénominations, formats, vignettes, couleurs et toutes autres caractéristiques des billets ;
- les dénominations, types, natures, poids, dimensions, tolérances et toutes autres caractéristiques des monnaies métalliques.

Article 19 :La mise en circulation d'un type nouveau de billets ou de monnaies métalliques est arrêtée par la Banque et approuvée selon les formes fixées par voie réglementaire.

Article 20 :La Banque est seule compétente pour apprécier et entretenir la qualité des billets et monnaies métalliques en circulation.

Elle peut déléguer cette mission à des établissements spécialisés dans les conditions définies par elle.

Article 21 :Les billets et monnaies métalliques qui ne satisfont plus aux conditions de la circulation monétaire sont retirés de la circulation par la Banque.

Le remboursement d'un billet mutilé, altéré ou détérioré est accordé lorsqu'il présente la totalité de ses signes récapitulatifs. Dans les autres cas, son remboursement total ou partiel relève de la seule appréciation de la Banque. La contre-valeur des billets et monnaies retirés de la circulation et non remboursés est versée au Trésor.

La Banque apprécie également dans quelle mesure il convient d'échanger toute pièce de monnaie dont l'identification est devenue impossible par suite d'altération ou de mutilation.

La Banque retire de la circulation et annule, sans indemnité, les billets et monnaies métalliques falsifiés qui lui seraient présentés ou qui lui paraîtraient de nature à permettre des manoeuvres frauduleuses, ou à porter atteinte au prestige de la monnaie marocaine.

Article 22 : Le retrait, par voie d'échange, d'un type de billets ou de monnaies métalliques en circulation, ainsi que le délai et les modalités de l'échange sont fixés par voie réglementaire.

Section II : Des opérations sur or et devises étrangères

Article 23 :La Banque peut procéder à toute opération sur :

- l'or ;
- les billets de banque étrangers et généralement tout instrument de paiement libellé en monnaie étrangère et utilisé dans les transferts internationaux ;
- les avoirs en devises étrangères, en compte à vue et à terme ;
- les effets de commerce à ordre, libellés en devises étrangères, tirés du Maroc sur l'étranger et répondant aux conditions d'admissibilité fixées par la Banque ;
- les titres ou les valeurs émis ou garantis par des Etats étrangers, ainsi que ceux émis par des banques centrales ou des institutions internationales ;
- les titres ou les valeurs émis par des organismes financiers étrangers.

Article 24 :La Banque procède périodiquement à l'évaluation de ses avoirs en or et en devises. L'écart de cette évaluation est inscrit globalement au passif du bilan au "Compte d'évaluation des réserves de change".

Le solde créditeur de ce compte ne peut être ni porté aux produits de l'exercice, ni distribué ou affecté à un quelconque emploi.

Si à la clôture de l'exercice, le solde de ce compte est inférieur à un seuil minimum, il est procédé à la constitution d'une réserve pour perte de change prélevée sur le bénéfice net.

Le seuil minimum précité ainsi que les conditions de constitution et de restitution au Trésor de ladite réserve, sont fixés par convention entre l'Etat et la Banque.

Section III : Des opérations de politique monétaire

Article 25 :En vue d'injecter ou de retirer des liquidités du marché monétaire, la Banque peut notamment :

- effectuer auprès des intervenants sur le marché monétaire toutes opérations d'achat et de vente fermes, d'escompte et de pensions de titres. Ces opérations ne peuvent porter que sur des titres de créances négociables publics et privés libellés en monnaie nationale, à la condition que ces titres ne soient pas acquis directement des émetteurs ;
- consentir aux établissements de crédit agréés en qualité de banques, des avances garanties par des sûretés appropriées ;
- proposer auxdits établissements de placer auprès d'elle des liquidités sous forme de dépôts à terme ;
- procéder à des opérations de change tant au comptant qu'à terme ;
- émettre et racheter ses propres titres d'emprunt auprès des intervenants sur le marché monétaire. Cette émission n'est pas soumise aux dispositions législatives régissant l'appel public à l'épargne.

Au cas où la surliquidité revêt un caractère durable, la Banque peut exiger des établissements de crédit agréés en tant que Banques, de constituer auprès d'elle des réserves obligatoires sous forme de dépôts.

Article 26 :La Banque arrête les modalités des opérations visées à l'article 25 ci-dessus.

Article 27 :La Banque ne peut accorder des concours financiers à l'Etat, ni se porter garante d'engagements contractés par lui, que sous forme de facilité de caisse visée au 2^e alinéa ci-dessous.

La facilité de caisse est limitée à cinq pour cent des recettes fiscales réalisées au cours de l'année budgétaire écoulée. La durée totale d'utilisation de cette facilité ne peut excéder 120 jours, consécutifs ou non, au cours d'une année budgétaire. Les montants effectivement utilisés au titre de cette facilité sont rémunérés au taux de base de refinancement des banques auprès de la Banque.

La Banque peut suspendre l'utilisation de cette facilité lorsqu'elle estime que la situation du marché monétaire le justifie.

La Banque ne peut consentir des concours financiers, sous quelque forme que ce soit, à toute entreprise ou organisme public, ni se porter garante d'engagements contractés par eux. Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux établissements de crédit publics agréés en qualité de banques, pour leurs opérations de refinancement auprès de la Banque.

Section IV : Autres opérations

Article 28 : La Banque peut également :

- ouvrir et tenir des comptes à vue et tous autres comptes de dépôt ;
- recevoir en dépôt des valeurs mobilières, des métaux précieux et des monnaies et louer des compartiments de coffres-forts ;
- procéder à toutes opérations d'encaissement de valeurs ;
- effectuer toutes opérations de change, tant au comptant qu'à terme ;
- faire toutes opérations bancaires d'ordre et pour le compte de tiers, pour autant que la couverture desdites opérations soit fournie ou assurée à la satisfaction de la Banque ;
- obtenir et consentir des crédits, prêter ou emprunter à des banques étrangères, institutions ou organismes monétaires et financiers étrangers ou internationaux. A l'occasion de ces opérations, la Banque demande ou octroie les garanties qui lui paraissent appropriées.

Article 29 : La Banque peut procéder, tant pour son propre compte que pour le compte des tiers, à l'impression de billets de banque et à la frappe de pièces de monnaie ainsi qu'à la fabrication de documents sécurisés.

Article 30 : La Banque peut acquérir les propriétés immobilières nécessaires à ses services ou à son personnel. Elle peut vendre et échanger lesdites propriétés selon les besoins de son exploitation.

Elle peut aussi accepter, à titre de nantissement, d'hypothèque ou de dation en paiement, des immeubles ou d'autres biens pour couvrir ses créances en souffrance. Elle peut, aux mêmes fins, acquérir les immeubles et tous autres biens qui lui sont adjugés sur vente forcée. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1^{er} du présent article, les immeubles et les biens ainsi acquis doivent être aliénés.

Article 31 : La Banque peut prendre des participations dans des institutions financières publiques ayant leur siège social à l'étranger ainsi que dans des institutions financières marocaines autres que les établissements soumis à son contrôle.

Article 32 : La Banque peut procéder au placement de ses fonds propres sous forme de titres négociables.

Article 33 : L'actif immobilier net comptabilisé par la Banque en exécution des dispositions de l'article 30 ci-dessus, augmenté des investissements comptabilisés en exécution des dispositions de l'article 31 ci-dessus, ainsi que de toutes autres valeurs comptabilisées par la Banque en application des dispositions de l'article 32

ci-dessus ou en représentation de ses comptes de capital, de réserves, ne peut excéder le montant total desdits comptes.

Article 34 : La Banque ne peut effectuer des opérations autres que celles qui sont autorisées en vertu des articles 23 à 32 ci-dessus, sauf si :

- a) les opérations en cause sont nécessitées par l'exécution ou la liquidation d'opérations autorisées par la présente loi ;
- b) les opérations en cause sont entreprises au bénéfice exclusif de son personnel ;
- c) de l'avis du conseil de la Banque, l'extension ou l'amélioration des services bancaires exige qu'il soit dérogé en totalité ou en partie aux limitations imposées aux opérations de la Banque en vertu de la présente loi.

Article 35 : Le Gouvernement assure gratuitement la sécurité et la protection des établissements de la Banque. Il lui fournit gratuitement les escortes nécessaires à la sécurité des transports de fonds et de valeurs.

Chapitre IV : Administration et Direction

Article 36 : Les organes d'administration et de direction de la Banque sont :

- a) le conseil de la Banque dénommé "le Conseil"
- b) le Gouverneur ;
- c) le comité de direction.

Section I : Le conseil

Article 37 : I. - Le conseil détermine les objectifs quantitatifs de la politique monétaire. A cet effet, le conseil :

- fixe les taux d'intérêt des opérations de la Banque ;
- arrête le ratio, l'assiette de calcul et la rémunération des réserves visées à l'article 25 ci-dessus ;
- détermine les conditions d'émission des titres d'emprunt visés au 5^e tiret du 1^{er} alinéa de l'article 25 ci-dessus.

II. - Le conseil arrête les caractéristiques des billets et des monnaies métalliques émis par la Banque et décide de la mise en circulation et du retrait de ceux-ci selon les modalités prévues aux articles 19 et 22 ci-dessus.

III. - Le conseil est chargé de l'administration de la Banque conformément aux dispositions de la présente loi. A cet effet, le conseil :

- arrête les règlements d'ordre intérieur ainsi que les règlements d'opérations de la Banque ;
- arrête les règles générales de placement des réserves de change ;
- décide de l'emploi des fonds propres de la Banque en représentation de ses comptes de capital et de réserves ;
- statue sur l'acquisition, la vente et l'échange d'immeubles ;
- approuve le budget annuel des dépenses de la Banque et les modifications apportées à celui-ci en cours d'exercice ;
- statue sur l'établissement et la fermeture des succursales et agences de la Banque ;
- délibère, à l'initiative du Gouverneur, sur tous traités et conventions et les approuve ;

- désigne le commissaire aux comptes chargé de l'audit annuel des comptes de la Banque ;
- examine le rapport du commissaire aux comptes et statue en dernier ressort sur ses observations ;
- arrête le statut et le régime général de rémunération et des indemnités ainsi que les régimes de retraite et de prévoyance sociale du personnel de la Banque ;
- nomme les directeurs de la Banque sur proposition du Gouverneur ;
- délibère au sujet de toutes questions relatives à l'organisation et à la politique générale de la Banque.

IV. - Le conseil reçoit périodiquement et au moins une fois par mois, communication de la situation comptable de la Banque.

Le conseil est tenu informé périodiquement de la conduite de la politique monétaire et des opérations sur devises effectuées par la Banque.

Article 38 :Le conseil de la Banque est composé comme suit :

- le Gouverneur de la Banque, président ;
- le vice-gouverneur ou le directeur général de la Banque ;
- le directeur du Trésor et des finances extérieures au sein du ministère chargé des finances, qui ne prend pas part au vote des décisions relatives à la politique monétaire ;
- six membres désignés par le Premier ministre, dont trois sur proposition du Gouverneur, parmi les personnes connues pour leur compétence en matière monétaire, financière ou économique et n'exerçant aucun mandat électif, aucune fonction de responsabilité dans les établissements de crédit ou à caractère financier ou dans l'administration publique.

Ces membres sont nommés pour une période de six ans. Leur mandat est renouvelable. Tous les deux ans, deux membres sont sortants. Pour la première et la deuxième fois, l'ordre de sortie est tiré au sort.

Il ne peut être mis fin, avant terme, aux fonctions des membres visés au 4^e tiret du 1^{er} alinéa de cet article que s'ils deviennent incapables d'exercer celles-ci ou commettent une faute grave. Dans ces cas, le mandat du membre concerné prend fin sur demande motivée du conseil statuant à la majorité des membres autres que l'intéressé.

Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire, révoqué ou décédé achève le mandat de celui qu'il remplace.

Article 39 :Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre à l'initiative de son président et chaque fois que trois au moins de ses membres le demandent.

Un membre peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

Le conseil ne peut délibérer que si la majorité absolue de ses membres nommés sont présents ou représentés. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, la voix du président de la séance est prépondérante.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux, signés par le président de la séance et par au moins un membre du conseil. En cas d'empêchement du président de la séance, le procès-verbal est signé par au moins deux des membres ayant assisté à la séance.

Les copies et extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés soit par le Gouverneur ou le vice-gouverneur uniquement, ou par le directeur général conjointement avec un membre du conseil.

Le conseil peut déléguer les pouvoirs qui lui sont dévolus par la présente loi, soit au Gouverneur, soit à des comités restreints constitués parmi ses membres, en vue de l'exercice de missions particulières. Les dispositions du 3^e alinéa du présent article sont applicables aux délibérations de ces comités.

Des indemnités sont allouées aux six membres désignés du conseil. Elles sont fixées par le Gouverneur de la Banque après avis du commissaire du Gouvernement.

Section II : Le Gouverneur

Article 40 :Le Gouverneur de la Banque est nommé dans les conditions prévues par l'article 30 de la Constitution.

Il prête serment entre les mains de Sa Majesté le Roi. Sa rémunération est fixée par décret.

Article 41 :Sous réserve des attributions dévolues par la présente loi au conseil, le Gouverneur administre et dirige la Banque. A cet effet :

- il préside le conseil, le convoque et arrête l'ordre du jour de ses séances ;
- il tient le conseil informé périodiquement de la conduite de la politique monétaire et des opérations sur devises effectuées par la Banque ;
- il prépare le projet de rapport annuel sur la situation économique, monétaire et financière du pays et sur les activités de la Banque, prévu à l'article 57 ci-dessous qu'il soumet à l'examen et à l'approbation du conseil ;
- il propose au conseil la nomination des directeurs, recrute et nomme à tous autres grades et emplois. Il désigne des représentants de la Banque au sein des conseils d'autres institutions lorsqu'une telle représentation est prévue ;
- il arrête les attributions respectives des directions et départements de la Banque ;
- il arrête les conditions de passation des marchés de la Banque ;
- il prépare les projets de budget annuel des dépenses et des modifications apportées à celui-ci en cours d'exercice ;
- il organise les services de la Banque et définit leurs fonctions ;

- il fait procéder à toutes acquisitions, aliénations ou échanges immobiliers approuvés par le conseil ;

- il représente la Banque à l'égard des tiers. Il intente les actions en justice, les poursuit et les défend. Il prend toutes mesures d'exécution et toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles ;

- il veille à l'observation des dispositions de la présente loi et des règlements de la Banque ;

- il peut déléguer ses pouvoirs en vue d'actes déterminés.

Article 42 :Le Gouverneur exécute les délibérations du conseil et prend toutes les mesures nécessaires à cette fin et en assure le contrôle.

Article 43 :Le Gouverneur est assisté soit d'un vice-gouverneur, soit d'un directeur général.

Article 44 :Le vice-gouverneur remplace le Gouverneur en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Le vice-gouverneur exerce toutes fonctions qui lui sont dévolues par le Gouverneur.

Le vice-gouverneur est nommé et sa rémunération est fixée selon les modalités prévues à l'article 40 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement du Gouverneur et du vice-gouverneur, il sera procédé à la désignation, par décret, d'un membre du conseil, choisi par ce dernier parmi ses membres nommés par le Premier ministre, pour exercer les fonctions de Gouverneur.

Pour la désignation dudit membre, le conseil se réunit sous la présidence et sur convocation du membre le plus âgé.

Article 45 :Le directeur général exerce ses fonctions sous l'autorité du Gouverneur.

Il est nommé par décret pris sur proposition du Gouverneur, le conseil entendu.

Le décret de nomination fixe également sa rémunération.

Section III : Le comité de direction

Article 46 :Le comité de direction assiste le Gouverneur dans la direction des affaires de la Banque.

Le comité de direction est composé du Gouverneur, du vice-gouverneur ou du directeur général et de directeurs désignés par le Gouverneur.

Le Gouverneur arrête les attributions et les modalités de fonctionnement du comité de direction.

Section IV : Signature des actes

Article 47 :Tous les actes qui engagent la Banque, autres que ceux de gestion courante, et tous les pouvoirs et procurations sont signés par le Gouverneur ou par le vice-gouverneur agissant pour celui-ci, sous réserve des délégations spéciales données par le Gouverneur.

Les actes de gestion courante de la Banque sont revêtus de la signature d'une ou de deux personnes autorisées à cet effet par le Gouverneur.

Section V : Dispositions diverses

Article 48 :Le Gouverneur, le vice-gouverneur ou le directeur général et les directeurs de la Banque, ainsi que les membres de son conseil, ne contractent aucune obligation personnelle à raison des engagements de la Banque. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Le Gouverneur, le vice-gouverneur ou le directeur général et les directeurs de la Banque ne peuvent être membres des conseils d'aucune société commerciale ou à forme commerciale, ou exercer une fonction quelconque dans une entreprise commerciale, à l'exception d'institutions gérées par l'Etat ou placées sous son contrôle, ou dans lesquelles l'Etat détient une participation, ainsi que d'institutions publiques internationales.

Ils ne peuvent représenter des tiers vis-à-vis de la Banque ni s'engager vis-à-vis d'elle conjointement avec des tiers.

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa ci-dessus, les fonctions de Gouverneur, de vice-gouverneur ou de directeur général et de directeur de la Banque sont incompatibles avec l'exercice de fonctions gouvernementales.

Article 49 :Tous ceux qui, à titre quelconque, participent à la direction, à l'administration, au contrôle, à l'audit et à la gestion de la Banque sont tenus au secret professionnel.

Chapitre V : Contrôle de la Banque

Section I : Le commissaire du gouvernement

Article 50 :Sauf en ce qui concerne les opérations de la politique monétaire, le commissaire du gouvernement contrôle pour le compte de l'Etat et au nom du ministre chargé des finances, les activités de la Banque et veille au respect par celle-ci des dispositions législatives régissant lesdites activités et en particulier les dispositions des présents statuts.

Il assiste, avec voix consultative, aux séances du conseil et s'il le juge opportun aux délibérations des comités restreints émanant du conseil.

Il reçoit communication des procès-verbaux de ces séances et délibérations.

Il peut exiger communication de toutes pièces qu'il estime devoir consulter et faire toutes propositions ou suggestions qu'il estime utiles. Il peut exiger que toutes décisions, autres que celles relatives à la politique monétaire, fassent l'objet d'une seconde délibération avant leur exécution.

La répartition des bénéfices de la Banque n'est définitivement approuvée par le conseil qu'avec l'agrément du commissaire du gouvernement.

Article 51 : Le commissaire du gouvernement est nommé dans les conditions prévues à l'article 30 de la Constitution, parmi les hauts fonctionnaires du ministère chargé des finances. Il peut être assisté d'un commissaire suppléant désigné sur sa proposition par arrêté du ministre chargé des finances.

Le commissaire du gouvernement adresse, à la fin de chaque semestre, un rapport au ministre chargé des finances sur l'exercice de sa mission.

Section II : Contrôle du commissaire aux comptes

Article 52 : Les comptes de la Banque sont soumis à un audit annuel réalisé sous la responsabilité d'un commissaire aux comptes. Ce dernier certifie que les états de synthèse de la Banque donnent une image fidèle de son patrimoine, de sa situation financière et de ses résultats et apprécie son dispositif de contrôle interne.

Le rapport d'audit est communiqué aux membres du conseil et au commissaire du gouvernement, au plus tard cinq mois après la clôture de l'exercice.

Section III : Contrôle de gestion par la cour des comptes

Article 53 : La Banque produit annuellement à la cour des comptes ses propres comptes ainsi que ceux des organismes de prévoyance sociale de son personnel, dans les formes prévues par la législation en vigueur.

Elle communique à la juridiction susvisée les extraits des procès-verbaux du conseil relatifs à son budget et à son patrimoine, accompagnés de copies des rapports des auditeurs.

Chapitre VI : Dispositions comptables et rapport de gestion

Article 54 : La Banque tient sa comptabilité selon les lois et règlements régissant les obligations comptables des commerçants, sous réserve des adaptations nécessaires adoptées par son conseil, après avis du conseil national de la comptabilité et approbation selon les formes prévues par voie réglementaire.

Article 55 : L'exercice social de la Banque commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, la Banque établit le rapport de gestion et les états de synthèse. Le rapport de gestion doit contenir tous les éléments

d'information utiles aux membres du conseil pour leur permettre d'apprécier l'activité de la Banque au cours de l'exercice écoulé, les opérations réalisées, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus, la formation du résultat, la proposition d'affectation dudit résultat et la situation financière de la Banque.

Les états de synthèse comportent le bilan, le compte de produits et charges ainsi que l'état des informations complémentaires.

Le rapport de gestion et les états de synthèse sont présentés par le Gouverneur à l'approbation du conseil.

Article 56 :Le bénéfice net de la Banque, majoré ou diminué selon le cas, du report des résultats de l'exercice précédent, est affecté à concurrence de dix pour cent (10%) au moins à la constitution d'un fonds général de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne un montant égal à celui du capital de la Banque.

Sur proposition du Gouverneur, le conseil peut allouer une part des bénéfices au personnel de la Banque. Il peut également décider d'affecter une partie des bénéfices à la constitution de fonds de réserves spéciaux.

Le solde disponible du bénéfice net, après les prélèvements prévus aux deux alinéas précédents et par les conventions conclues entre l'Etat et la Banque, est acquis à l'Etat.

Le Gouverneur de la Banque adresse mensuellement au ministre chargé des finances un état comparatif de la situation de la Banque arrêtée à la fin de chaque mois.

Cet état est publié au *Bulletin* officiel sous une forme résumée.

Chapitre VII : Rapport annuel et communication

Article 57 :Un rapport annuel sur la situation économique, monétaire et financière du pays ainsi que sur les activités de la Banque est présenté à Sa Majesté le Roi avant le 30 juin qui suit la clôture de l'exercice en cause. Ce rapport est publié au *Bulletin officiel*.

Article 59 :Les décisions du conseil portant sur la politique monétaire sont rendues publiques selon les modalités qu'il définit.

Chapitre VIII : Exemptions Fiscales

Article 60 : Sont exonérées de tous impôts, taxes et droits, à l'exception des droits d'enregistrement, les opérations et activités de Bank Al-Maghrib se rapportant :

- à l'émission monétaire et à la fabrication des billets, monnaies et autres valeurs et documents sécurisés ;
- aux services rendus à l'Etat ;

- et, de manière générale, à toute activité à caractère non-lucratif se rapportant aux missions qui lui sont dévolues par les lois et règlements en vigueur notamment par la présente loi.

Chapitre IX : Dispositions diverses

Article 61 : Sous réserve des dispositions de la loi n° 15-97 portant code de recouvrement des créances publiques, promulguée par le dahir [n° 1-00-175](#) du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000) et à condition qu'il ne soit pas porté atteinte au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement et des instruments de la politique monétaire, prévus dans les articles 10 et 25 de la présente loi, les avoirs en comptes ouverts sur les livres de la Banque par les établissements de crédit agréés en qualité de banques sont insaisissables lorsque lesdits avoirs :

- sont constitués en application des dispositions du 3^e tiret du 1^{er} alinéa et de celles du 2^e alinéa de l'article 25 de la présente loi ;

- sont logés dans des comptes de règlement des soldes des opérations de compensation.

- Sont également insaisissables les avoirs en compte des sociétés de bourse, ouverts sur les livres de la Banque lorsque ces avoirs sont affectés à des paiements au titre d'un système de règlement et de livraison d'instruments financiers.

Chapitre X : Dispositions transitoires

Article 62 : Une convention conclue entre l'Etat et la Banque, trois mois au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente loi, précisera la rémunération, la durée et les modalités de remboursement de l'ensemble des concours consentis à l'Etat, tels qu'arrêtés à cette date.

Article 63 : La Banque est tenue de céder, dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, l'ensemble des participations qu'elle détient dans les établissements de crédit marocains et étrangers.

Article 64 : La Banque doit, dès l'entrée en vigueur de la présente loi, se retirer des organes d'administration et de surveillance et des autres instances des établissements de crédit marocains, soumis à son contrôle ou régis par des dispositions législatives spéciales, où elle est représentée.

Article 65 : Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment celles du dahir [n° 1-59-233](#) du 23 hija 1378 (30 juin 1959) portant création de Bank Al-Maghrib.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du "*Bulletin officiel*" n° 5397 du 21 moharrem 1427 (20 février 2006).

**LOI RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT
ET ORGANISMES ASSIMILES**

Dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 26 et 58,

A décidé ce qui suit :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, telle qu'adoptée par la Chambre des conseillers et la Chambre des représentants.

Fait à Ifrane, le 15 moharrem 1427 (14 février 2006).

Pour contreseing :

Le Premier ministre,

Driss Jettou.

*

**

Loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés

Titre premier : Champ d'application et cadre institutionnel

Chapitre premier : Champ d'application

Article premier : Sont considérés comme établissements de crédit les personnes morales qui exercent leur activité au Maroc, quels que soient le lieu de leur siège social, la nationalité des apporteurs de leur capital social ou de leur dotation ou celle de leurs dirigeants et qui effectuent, à titre de profession habituelle, une ou plusieurs des activités suivantes :

- la réception de fonds du public ;
- les opérations de crédit ;
- la mise à la disposition de la clientèle de tous moyens de paiement ou leur gestion.

Article 2 : Sont considérés comme fonds reçus du public les fonds qu'une personne recueille de tiers sous forme de dépôt ou autrement, avec le droit d'en disposer pour son propre compte, à charge pour elle de les restituer.

Sont assimilés aux fonds reçus du public :

- les fonds déposés en compte à vue, avec ou sans préavis, même si le solde du compte peut devenir débiteur ;
- les fonds déposés avec un terme ou devant être restitués après un préavis ;

- les fonds versés par un déposant avec stipulation d'une affectation spéciale, si l'entreprise qui a reçu le dépôt ne le conserve pas en l'état, à l'exception des fonds versés auprès des sociétés légalement habilitées à constituer et gérer un portefeuille de valeurs mobilières ;
- les fonds dont la réception donne lieu à la délivrance, par le dépositaire, d'un bon de caisse ou de tout billet portant intérêt ou non.

Toutefois, ne sont pas considérés comme fonds reçus du public :

- les sommes laissées en compte, dans une société, par les associés en nom, les commanditaires et les commandités, les associés, les gérants, les administrateurs, les membres du directoire ou du conseil de surveillance et les actionnaires, détenant 5% au moins du capital social ;
- les dépôts du personnel d'une entreprise lorsqu'ils ne dépassent pas 10% de ses capitaux propres ;
- les fonds provenant de concours d'établissements de crédit et des organismes assimilés visés aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 107 ci-dessous.

Article 3 : Constitue une opération de crédit tout acte, à titre onéreux, par lequel une personne :

- met ou s'oblige à mettre des fonds à la disposition d'une autre personne, à charge pour celle-ci de les rembourser ;
- ou prend, dans l'intérêt d'une autre personne, un engagement par signature sous forme d'aval, de cautionnement ou de toute autre garantie.

Sont assimilées à des opérations de crédit :

- les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat et assimilées ;
- les opérations d'affacturage ;
- les opérations de vente à réméré d'effets et de valeurs mobilières et les opérations de pension telles que prévues par la législation en vigueur.

Article 4 : Les opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat visées à l'article 3 ci-dessus concernent :

- les opérations de location de biens meubles qui, quelle que soit leur qualification, donnent au locataire la possibilité d'acquérir à une date fixée avec le propriétaire, tout ou partie des biens pris en location, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers ;
 - les opérations par lesquelles une entreprise donne en location des biens immeubles, achetés par elle ou construits pour son compte, lorsque ces opérations, quelle que soit leur qualification, permettent au locataire de devenir propriétaire de tout ou partie des biens pris en location, au plus tard à l'expiration du bail ;
- les opérations de location de fonds de commerce ou de l'un de ses éléments incorporels qui, quelle que soit leur qualification, donnent au locataire la possibilité d'acquérir, à une date fixée avec le propriétaire, le fonds de commerce ou l'un de ses éléments incorporels, moyennant un prix convenu tenant compte, au moins pour partie, des versements effectués à titre de loyers, à l'exclusion de toute opération de cession bail, à l'ancien propriétaire, dudit fonds ou de l'un de ses éléments.

La cession bail est l'acte par lequel une entreprise utilisatrice vend un bien à une personne qui le lui donne aussitôt en crédit-bail.

Article 5 : L'affacturage, visé à l'article 3 ci-dessus, est la convention par laquelle un établissement de crédit s'engage à recouvrer et à mobiliser des créances commerciales, soit en acquérant lesdites créances, soit en se portant mandataire du créancier avec, dans ce dernier cas, une garantie de bonne fin.

Article 6 : Sont considérés comme moyens de paiement tous les instruments qui, quel que soit le support ou le procédé technique utilisé, permettent à toute personne de transférer des fonds.

Article 7 : Les établissements de crédit peuvent aussi effectuer, sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière, les opérations connexes à leur activité, telles que :

- 1) les opérations de change ;
- 2) les opérations sur or, métaux précieux et pièces de monnaie ;
- 3) le placement, la souscription, l'achat, la gestion, la garde et la vente de valeurs mobilières, de titres de créances négociables ou de tout produit financier ,
- 4) la présentation au public des opérations d'assurance de personnes, d'assistance et d'assurance-crédit ;
- 5) l'intermédiation en matière de transfert de fonds ;
- 6) le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine ;
- 7) le conseil et l'assistance en matière de gestion financière, l'ingénierie financière et, d'une manière générale, tous les services destinés à faciliter la création et le développement des entreprises ;

8) les opérations de location simple de biens mobiliers ou immobiliers, pour les établissements qui effectuent, à titre habituel, des opérations de crédit-bail.

Article 8 : Les établissements de crédit peuvent prendre des participations dans des entreprises existantes ou en création, sous réserve du respect des limites fixées, par rapport à leurs fonds propres et au capital social ou aux droits de votes de la société émettrice, par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit visé à l'article 19 ci-dessous.

Article 9 : Les établissements de crédit peuvent être autorisés à effectuer des opérations autres que celles visées aux articles premier et 7 de la présente loi.

La liste de ces opérations est fixée par arrêté du ministre chargé des finances après avis du Comité des établissements de crédit.

Seules peuvent être autorisées, dans ce cadre, les opérations qui sont effectuées habituellement par les établissements de crédit sur les places financières internationales et dont l'exercice n'est pas de nature à empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence au détriment des entreprises qui les effectuent à titre principal.

Ces opérations doivent demeurer d'une importance limitée par rapport aux opérations visées à l'article premier ci-dessus.

Pour l'exercice de ces opérations, les établissements de crédit sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires particulières applicables aux activités concernées.

Article 10 : Les établissements de crédit comprennent deux catégories, les banques et les sociétés de financement.

Les banques et les sociétés de financement peuvent être classées par Bank

Al-Maghrib en sous-catégories, en fonction notamment des opérations qu'elles sont autorisées à effectuer et de leur taille.

Les modalités d'application des dispositions de la présente loi peuvent être fixées pour chaque catégorie ou sous-catégorie d'établissements de crédit.

Article 11 : Les banques peuvent exercer toutes les activités visées aux articles premier et 7 ci-dessus et sont seules habilitées à recevoir du public des fonds à vue ou d'un terme égal ou inférieur à deux ans.

Les sociétés de financement ne peuvent pratiquer, parmi les activités visées aux articles premier et 7 ci-dessus, que celles précisées dans les décisions d'agrément qui les concernent ou, éventuellement, dans les dispositions législatives ou réglementaires qui leur sont propres.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, les sociétés de financement peuvent être agréées, dans les formes et les conditions prévues à l'article 27 ci-dessous, à recevoir du public des fonds d'un terme supérieur à un an.

Article 12 : Il est interdit à toute personne non agréée en qualité d'établissement de crédit d'effectuer, à titre de profession habituelle, les opérations visées à l'article premier ci-dessus.

Toutefois, toute personne peut pratiquer les opérations suivantes :

- consentir à ses contractants, dans l'exercice de son activité professionnelle, des délais ou des avances de paiement, notamment sous forme de crédit commercial ;
- conclure des contrats de location de logements assortis d'une option d'achat ;
- procéder à des opérations de trésorerie avec des sociétés ayant avec elle, directement ou indirectement, des liens de capital conférant à l'une d'elles un pouvoir de contrôle effectif sur les autres ;
- émettre des valeurs mobilières ainsi que des titres de créances négociables sur un marché réglementé ;
- consentir des avances sur salaires ou des prêts à ses salariés pour des motifs d'ordre social ;
- émettre des bons et des cartes délivrées pour l'achat, auprès d'elle, de biens ou de services déterminés ;
- prendre ou mettre en pension des valeurs mobilières inscrites à la cote de la bourse des valeurs, des titres de créances négociables ou des valeurs émises par le Trésor.

Article 13 : Nonobstant les dispositions législatives qui leur sont applicables et sous réserve des conditions spécifiques qui seront édictées à cet effet par arrêtés du ministre chargé des finances, après avis du Comité des établissements de crédit :

- les services financiers de la poste qui sont constitués du service de la Caisse d'épargne nationale, du service des comptes courants et des chèques postaux et du service des mandats postaux sont soumis aux dispositions des articles 40, 48, 51, 53, 55, 57, 84, 112, 113, 115, 116, 118, 119 et 120 et à celles du titre VII de la présente loi ;
- la caisse de dépôt et de gestion et la caisse centrale de garantie sont soumises aux dispositions de l'article 40 et à celles des titres III, IV et VII de la présente loi ;
- les associations de micro-crédit régies par la loi n° 18-97 sont soumises aux dispositions du titre IV de la présente loi ;
- les banques off-shore, régies par la loi n° 58-90 relative aux places financières off-shore, sont soumises aux dispositions des articles 40, 45, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 55, 57 et 84 ainsi qu'à celles du chapitre II du titre IV de la présente loi.

Article 14 : Les dispositions des articles 47, 49, 50, 51, 53, 55 et 57 ainsi que celles du chapitre II du titre IV de la présente loi sont, dans les conditions fixées par circulaire du gouverneur de Bank

Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, applicables aux compagnies financières.

Sont considérées comme compagnies financières, au sens de la présente loi, les sociétés qui ont pour activité principale, au Maroc, de prendre et gérer des participations financières et qui, soit directement soit par l'intermédiaire de sociétés ayant le même objet, contrôlent plusieurs établissements effectuant des opérations à caractère financier dont un, au moins, est un établissement de crédit.

Article 15 : Sont agréées conformément aux dispositions de l'article 27 ci-après :

- les entreprises qui effectuent, à titre de profession habituelle, les opérations d'intermédiation en matière de transfert de fonds consistant en la réception ou l'envoi, par tous moyens, de fonds à l'intérieur du territoire marocain ou l'étranger ;
- les entreprises qui effectuent, à titre de profession habituelle, le conseil et l'assistance en matière de gestion de patrimoine à l'exclusion des sociétés légalement habilitées à constituer et à gérer un portefeuille de valeurs mobilières.

Ces entreprises sont soumises aux dispositions des titres III, IV et VII de la présente loi, sous réserve des conditions spécifiques qui seront édictées à cet effet par arrêtés du ministre chargé des finances, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 16 : Ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi :

- 1) Bank Al-Maghrib ;
- 2) la Trésorerie générale ;
- 3) les entreprises d'assurances et de réassurance régies par la loi n° 17-99 portant code des assurances et les organismes de prévoyance et de retraite ;
- 4) les organismes à but non lucratif qui, dans le cadre de leur mission et pour des raisons d'ordre social, accordent sur leurs ressources propres des prêts à des conditions préférentielles aux personnes qui peuvent en bénéficier en vertu des statuts de ces organismes ;
- 5) le Fonds Hassan II pour le développement économique et social régi par la loi n° 36-01 ;
- 6) les institutions financières internationales et les organismes publics de coopération étrangers autorisés par une convention conclue avec le gouvernement du Royaume du Maroc à exercer une ou plusieurs opérations visées à l'article premier ci-dessus.

Chapitre II : Cadre institutionnel

Article 17 : Les circulaires du gouverneur de Bank Al-Maghrib prises en application de la présente loi et des dispositions légales et réglementaires en vigueur sont homologuées par arrêtés du ministre chargé des finances et publiées au "*Bulletin officiel*".

Article 18 : Il est institué un conseil dénommé "Conseil national du crédit et de l'épargne" composé de représentants de l'administration, de représentants des organismes à caractère financier, de représentants des chambres professionnelles, de représentants des associations professionnelles et de personnes désignées par le Premier ministre en raison de leur compétence dans le domaine économique et financier.

La composition et les modalités de fonctionnement dudit Conseil sont fixées par décret.

Le Conseil national du crédit et de l'épargne débat de toute question intéressant le développement de l'épargne ainsi que de l'évolution de l'activité des établissements de crédit. Il formule des propositions au gouvernement dans les domaines qui entrent dans sa compétence.

Il peut constituer en son sein des groupes de travail pour mener toutes études qu'il juge utiles ou qui peuvent lui être confiées par le ministre chargé des finances ou le gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Il peut demander à Bank Al-Maghrib et aux administrations compétentes de lui fournir toute information utile à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil national du crédit et de l'épargne est présidé par le ministre chargé des finances.

Le secrétariat du Conseil est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 19 : Il est institué un comité dénommé "Comité des établissements de crédit" dont l'avis est requis par le gouverneur de Bank Al-Maghrib sur toute question, à caractère général ou individuel, ayant trait à l'activité des établissements de crédit et des autres organismes assimilés visés aux articles 13, 14 et 15 ci-dessus.

Le Comité mène également toutes études portant sur l'activité des établissements de crédit et notamment sur leurs rapports avec la clientèle et sur l'information du public.

Ces études peuvent donner lieu à des circulaires ou recommandations du gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Le Comité des établissements de crédit est présidé par le gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Il comprend en outre :

- un représentant de Bank Al-Maghrib, vice-président ;
- deux représentants du ministère chargé des finances, dont le directeur de la direction du Trésor et des finances extérieures ;
- deux représentants du Groupement professionnel des banques du Maroc, dont le président ;
- deux représentants de l'Association professionnelle des sociétés de financement, dont le président.

Lorsqu'il est saisi de questions à caractère individuel, telles que définies au paragraphe 2 de l'article 20 ci-après, sa composition est restreinte aux seuls représentants de Bank Al-Maghrib et du ministère chargé des finances.

Les modalités de fonctionnement du Comité des établissements de crédit sont fixées par décret.

Le secrétariat du Comité est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 20 : Sont soumises, pour avis, au Comité des établissements de crédit visé à l'article 19 ci-dessus notamment :

- 1 - les questions suivantes intéressant l'activité des établissements de crédit et revêtant un caractère général :
 - les modalités d'application des dispositions de l'article 8 ci-dessus relatives aux conditions de prises de participations, par les établissements de crédit, dans des entreprises existantes ou en création ;

- les opérations visées à l'article 9 ci-dessus, susceptibles d'être pratiquées par les établissements de crédit ;
- les mesures prises par le ministre chargé des finances en application des dispositions de l'article 15 ci-dessus ;
- les statuts des associations professionnelles et les modifications susceptibles de leur être apportées, visés à l'article 25 ci-dessous ;
- le montant du capital, ou de la dotation minimum, exigible des établissements de crédit, prévu par l'article 29 ci-dessous ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article 30 ci-dessous relatives aux fonds propres minimums des établissements de crédit ;
- les modalités et conditions d'ouverture au Maroc, par les établissements de crédit ayant leur siège social à l'étranger, de bureaux d'information, de liaison ou de représentation, prévues à l'article 34 ci-dessous ;
- les mesures d'application des dispositions des articles 40 et 120 ci-dessous relatives respectivement à la communication à Bank Al-Maghrib des documents et informations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt commun et aux conditions et modalités d'accès, du public, à ces informations ;
- les conditions de collecte de fonds du public et de distribution de crédits, visées à l'article 42 ci-dessous ;
- les mesures d'application des dispositions de l'article 45 ci-dessous relatives aux obligations comptables des établissements de crédit ;
- les conditions selon lesquelles les établissements de crédit doivent publier leurs états de synthèse, visées à l'article 49 ci-dessous ;
- les conditions selon lesquelles les compagnies financières doivent respecter les dispositions des articles 47, 49, 50 et 51 ci-dessous ;
- les mesures d'application des prescriptions des articles 50 et 51 ci-dessous relatives aux dispositions prudentielles ;
- les conditions dans lesquelles les entreprises visées à l'article 54 ci-dessous doivent communiquer à Bank Al-Maghrib leurs états de synthèse ;
- les modalités selon lesquelles les établissements de crédit doivent soumettre à Bank Al-Maghrib les changements affectant la composition de leurs instances dirigeantes ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article 70 ci-dessous relatives aux modalités d'approbation des commissaires aux comptes ;
- les conventions de coopération et d'échange d'informations avec les autorités de contrôle des établissements de crédit étrangères, visées à l'article 82 ci-dessous ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article 84 ci-dessous relatives au devoir de vigilance ;
- les modalités de financement, de gestion et d'intervention du Fonds collectif de garantie des dépôts, visées à l'article 111 ci-dessous ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article 116 ci-dessous relatives à la publication des conditions appliquées par les établissements de crédit à leurs opérations avec la clientèle ;
- les modalités d'application des dispositions de l'article 118 ci-dessous relatives à l'établissement des relevés de comptes.

Le gouverneur recueille l'avis du Comité des établissements de crédit, dans sa composition élargie, sur les questions visées à l'article 105 ci-dessous.

2 - Les questions suivantes intéressant l'activité des établissements de crédit et revêtant un caractère individuel :

- l'octroi d'agrément pour l'exercice de l'activité d'établissement de crédit ;
- la fusion de deux ou de plusieurs établissements de crédit ;
- l'absorption d'un ou plusieurs établissements de crédit par un autre établissement de crédit ;

- la création de filiales ou l'ouverture de succursales, ou de bureaux de représentation à l'étranger, par les établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc ;
- les changements qui affectent la nationalité, le contrôle d'un établissement de crédit ou la nature des opérations qu'il effectue à titre de profession habituelle.

Le Comité des établissements de crédit, dans sa composition restreinte, donne également son avis sur les mesures prises par le ministre chargé des finances en application des dispositions de l'article 13 ci-dessus.

Article 21 : Il est institué une commission, dénommée "Commission de discipline des établissements de crédit", chargée d'instruire les dossiers disciplinaires et de proposer, au gouverneur de Bank Al-Maghrib, les sanctions disciplinaires à prononcer en application des dispositions de l'article 133 de la présente loi.

Article 22 : La Commission de discipline des établissements de crédit, qui est présidée par le vice-gouverneur ou le directeur général ou un représentant de Bank Al-Maghrib, désigné par le gouverneur de cette institution, comprend en outre les membres suivants :

- un représentant de Bank Al-Maghrib ;
- deux représentants du ministère chargé des finances
- deux magistrats, nommés par le ministre chargé des finances, sur proposition du ministre chargé de la justice.

Le président de la Commission peut faire appel à toute personne dont la collaboration est jugée utile pour donner à la Commission un avis à propos de l'affaire dont elle est saisie. Cette personne ne prend pas part aux délibérations de la Commission.

Le secrétariat de la Commission est assuré par Bank Al-Maghrib.

Article 23 : La Commission élabore et adopte son règlement intérieur.

Elle se réunit sur convocation de son président et délibère valablement lorsque quatre au moins de ses membres sont présents.

Ses avis sont pris à la majorité des membres présents et, en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 24 : La Commission convoque, afin de l'entendre, le représentant légal de l'établissement concerné, qui peut se faire assister d'un défenseur de son choix, et ce après lui avoir signifié les griefs relevés à son encontre et communiqué tous les éléments du dossier.

La commission peut convoquer, à son initiative ou à la demande de l'intéressé, le représentant de l'association professionnelle concernée afin de l'entendre.

Article 25 : Les établissements de crédit agréés en tant que banques et les banques offshore sont tenus d'adhérer à l'association professionnelle dénommée "Groupement professionnel des banques du Maroc" régie par les dispositions du dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) relatif au droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété.

Les établissements de crédit agréés en tant que sociétés de financement et les entreprises agréées visées à l'article 15 ci-dessus sont tenus d'adhérer à l'association professionnelle dénommée "Association professionnelle des sociétés de financement" régie par les dispositions du dahir du 3 jourmada I 1378 (15 novembre 1958) relatif au droit d'association, tel qu'il a été modifié et complété.

Les statuts des deux associations précitées ainsi que toutes modifications y relatives sont approuvés par le ministre chargé des finances, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 26 : Les associations professionnelles des établissements de crédit étudient les questions intéressant l'exercice de la profession, notamment l'amélioration des techniques de banque et de crédit, l'introduction de nouvelles technologies, la création de services communs, la formation du personnel et les relations avec les représentants des employés.

Elles peuvent être consultées par le ministre chargé des finances ou le gouverneur de Bank Al-Maghrib sur toute question intéressant la profession. De même, elles peuvent leur soumettre des propositions dans ce domaine.

Les associations professionnelles des établissements de crédit servent d'intermédiaire, pour les questions concernant la profession, entre leurs membres, d'une part, et les pouvoirs publics ou tout autre organisme national ou étranger, d'autre part.

Elles doivent informer le ministre chargé des finances et le gouverneur de Bank Al-Maghrib de tout manquement, dont elles ont eu connaissance, dans l'application, par leurs membres, des dispositions de la présente loi et des textes pris pour leur application.

Elles sont habilitées à ester en justice lorsqu'elles estiment que les intérêts de la profession sont en jeu et notamment lorsqu'un ou plusieurs de leurs membres sont en cause.

Titre deuxième : Octroi de l'agrément, conditions d'exercice et retrait de l'agrément aux établissements de crédit

Chapitre premier : Agrément et conditions d'exercice

Article 27 : 1 - Toute personne morale considérée comme établissement de crédit au sens de l'article premier ci-dessus doit, avant d'exercer son activité au Maroc, avoir été préalablement agréée par le gouverneur de Bank Al-Maghrib après avis du Comité des établissements de crédit, soit en qualité de banque soit en qualité de société de financement.

2 - Les demandes d'agrément doivent être adressées à Bank Al-Maghrib qui s'assure :

- du respect par la personne morale postulante des dispositions des articles 28, 29, 30, 31 et 37 ci-après ;
- de l'adéquation des moyens humains, techniques et financiers de la personne morale postulante, compte tenu notamment de l'implantation projetée et du programme d'activité qu'elle envisage de mettre en oeuvre ;
- de l'expérience professionnelle et de l'honorabilité des fondateurs, des apporteurs du capital, des membres des organes d'administration, de direction et de gestion ;
- de la capacité du postulant à respecter les dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application ;
- que les liens de capital pouvant exister entre la personne morale postulante et d'autres personnes morales ne sont pas de nature à entraver le contrôle prudentiel.

3 - Dans le cadre de l'instruction de la demande, Bank Al-Maghrib est habilitée à réclamer tous documents et renseignements qu'elle juge nécessaires.

4 - La décision portant agrément ou, le cas échéant, refus dûment motivé, est notifiée par le gouverneur de Bank Al-Maghrib à l'entreprise requérante, dans un délai maximum de 4 mois à compter de la date de réception de l'ensemble des documents et renseignements requis.

L'agrément peut être limité à l'exercice de certaines opérations seulement lorsqu'il apparaît que les moyens humains, techniques ou financiers du requérant sont insuffisants au regard des opérations qu'il envisage d'effectuer.

Il peut également être subordonné au respect d'engagements financiers souscrits par le requérant.

5 - La décision portant agrément est publiée au "*Bulletin officiel*".

Ampliation en est communiquée au ministre chargé des finances et à l'association professionnelle concernée.

Article 28 : Les établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc ne peuvent être constitués que sous la forme de société anonyme à capital fixe, à l'exception de ceux que la loi a dotés d'un statut particulier.

Article 29 : Tout établissement de crédit ayant son siège social au Maroc doit justifier à son bilan d'un capital intégralement libéré ou, lorsqu'il s'agit d'un établissement public, d'une dotation totalement versée, dont le montant doit être égal au moins au capital minimum, tel que fixé, pour la catégorie ou la sous-catégorie dont il relève, par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Tout établissement de crédit ayant son siège social à l'étranger et autorisé à ouvrir une succursale au Maroc doit affecter à l'ensemble de ses opérations une dotation, effectivement employée au Maroc, d'un montant au moins égal au capital minimum visé ci-dessus.

Article 30 : L'actif de tout établissement de crédit doit, à tout moment, excéder effectivement, d'un montant au moins égal au capital minimum ou à la dotation minimum, le passif exigible, sans que les versements des actionnaires ou la dotation, selon le cas, puissent être compensés, directement ou indirectement, notamment par des prêts, avances ou souscription de titres de créance ou de capital, ayant pour objet la reprise du capital ou de la dotation.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 31 : Nul ne peut, à un titre quelconque, fonder, diriger, administrer, gérer ou liquider un établissement de crédit :

- 1) s'il a été condamné irrévocablement pour crime ou pour l'un des délits prévus et réprimés par les articles 334 à 391 et 505 à 574 du code pénal ;
- 2) s'il a été condamné irrévocablement pour infraction à la législation des changes ;
- 3) s'il a été condamné irrévocablement en vertu de la législation relative à la lutte contre le terrorisme ;
- 4) s'il a été frappé d'une déchéance commerciale en vertu des dispositions des articles 711 à 720 de la loi n° 15-95 formant code de commerce et qu'il n'a pas été réhabilité ;
- 5) s'il a été condamné irrévocablement pour l'une des infractions prévues aux articles 721 à 724 de la loi n° 15-95 formant code de commerce ;
- 6) s'il a fait l'objet d'une condamnation irrévocable en vertu des dispositions des articles 135 à 146 de la présente loi ;
- 7) s'il a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère et passée en force de chose jugée pour l'un des crimes ou délits ci-dessus énumérés ;
- 8) s'il a fait l'objet d'une radiation irrévocable, pour cause disciplinaire, d'une profession réglementée et qu'il n'a pas été réhabilité.

Article 32 : Lorsque la demande d'agrément émane d'un établissement de crédit ayant son siège à l'étranger, soit pour la création d'une filiale, soit pour l'ouverture d'une succursale au Maroc, cette

demande doit être accompagnée de l'avis de l'autorité du pays d'origine habilitée à délivrer un tel avis.

Bank Al-Maghrib s'assure, également, que les dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables aux établissements de crédit du pays d'origine ne sont pas de nature à entraver la surveillance de la filiale ou de la succursale dont la création est envisagée au Maroc.

Article 33 :La création de filiales ou l'ouverture de succursales ou bureaux de représentation, à l'étranger, par des établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc sont subordonnées à l'accord préalable du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 34 :Les établissements de crédit ayant leur siège social à l'étranger peuvent, dans les conditions et modalités fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, ouvrir au Maroc des bureaux ayant une activité d'information, de liaison ou de représentation.

Article 35 :Est subordonnée à l'octroi d'un nouvel agrément dans les formes et les conditions prévues à l'article 27 ci-dessus, toute opération portant sur :

- la fusion de deux ou de plusieurs établissements de crédit ;
- l'absorption d'un ou plusieurs établissements de crédit par un autre établissement.

Article 36 :Les changements qui affectent la nationalité, le contrôle d'un établissement de crédit ou la nature des opérations qu'il effectue habituellement, sont subordonnés à l'octroi d'un nouvel agrément demandé et délivré dans les formes et conditions prévues à l'article 27 ci-dessus.

Au sens du présent article, le contrôle d'un établissement de crédit résulte :

- de la détention, directe ou indirecte, d'une fraction du capital conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales ;
- ou du pouvoir de disposer de la majorité des droits de vote en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires ;
- ou de l'exercice, conjointement avec un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, du pouvoir d'administration, de direction ou de surveillance ;
- ou de l'exercice en vertu de dispositions législatives, statutaires ou contractuelles du pouvoir d'administration, de direction ou de surveillance ;
- ou du pouvoir de déterminer en fait, par les droits de vote, les décisions dans les assemblées générales.

Article 37 :Le président directeur général, le directeur général, les membres du directoire ainsi que toute personne ayant reçu délégation de pouvoir de direction, du président-directeur général, du conseil d'administration ou de surveillance d'un établissement de crédit recevant des fonds du public, ne peut cumuler ces fonctions avec des fonctions similaires dans toute autre entreprise, à l'exception :

- des sociétés de financement ne recevant pas des fonds du public ;
- des sociétés contrôlées par l'établissement de crédit considéré dont l'activité aurait pu être exercée par ce dernier dans le cadre normal de sa gestion, sous réserve du respect des dispositions législatives particulières applicables à cette activité.

Article 38 : Les établissements de crédit doivent notifier à Bank Al-Maghrib, selon les modalités fixées par elle :

- toute modification affectant leurs statuts ;
- le programme annuel d'extension de leur réseau au Maroc ou à l'étranger ;
- toute ouverture effective, fermeture ou transfert, au Maroc ou à l'étranger, d'agences, de guichets, ou de bureaux de représentation.

Bank Al-Maghrib peut limiter ou interdire aux établissements de crédit l'extension de leur réseau au Maroc ou à l'étranger en cas de non respect des dispositions des articles 50 et 51 de la présente loi.

Article 39 : Les établissements de crédit doivent faire état, dans leurs actes, documents et publications, quel qu'en soit le support :

- de leur dénomination sociale telle qu'elle figure dans la liste visée à l'article 41 ci-dessous ;
- de leur forme juridique ;
- du montant de leur capital social ou de leur dotation ;
- de l'adresse de leur siège social ou de leur principal établissement au Maroc ;
- du numéro de leur immatriculation au registre du commerce ;
- de la catégorie ou sous-catégorie à laquelle ils appartiennent ;
- et des références de la décision portant leur agrément.

Article 40 : Les établissements de crédit sont tenus de communiquer à Bank Al-Maghrib tous documents et informations nécessaires au bon fonctionnement des services d'intérêt commun visés à l'article 120 ci-dessous, dans les conditions fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 41 : Bank Al-Maghrib établit et tient à jour la liste des établissements de crédit agréés, des banques offshore et des organismes visés à l'article 15 ci-dessus. A sa diligence, la liste initiale et les modifications dont elle fait l'objet sont publiées au "*Bulletin officiel*".

Bank Al-Maghrib établit et tient à jour la liste des succursales, agences, guichets et bureaux de représentation des établissements de crédit exerçant leur activité au Maroc ainsi que celle des succursales, agences, guichets et bureaux de représentation ouverts à l'étranger par des établissements de crédit ayant leur siège social au Maroc.

Article 42 : En vue d'assurer le développement de l'économie, la défense de la monnaie, la protection des déposants et des emprunteurs, le ministre chargé des finances peut fixer par arrêtés, pour l'ensemble des établissements de crédit ou pour chaque catégorie ou sous-catégorie de ces établissements, les conditions de collecte de fonds du public et de distribution de crédits, après avis du Comité des établissements de crédit.

Chapitre II : Retrait d'agrément

Article 43 : Le retrait de l'agrément à un établissement de crédit est prononcé par le gouverneur de Bank Al-Maghrib :

- 1 - soit à la demande de l'établissement de crédit lui-même ;
- 2 - soit lorsque l'établissement de crédit :
 - * n'a pas fait usage de son agrément dans un délai de douze mois, à compter de la date de notification de la décision portant agrément ;
 - * n'exerce plus son activité depuis au moins six mois ;
 - * ne remplit plus les conditions au vu desquelles il a été agréé ;

3 - soit lorsque la situation de l'établissement de crédit est considérée comme irrémédiablement compromise ;

4 - soit à titre de sanction disciplinaire en application des dispositions de l'article 133 ci-dessous.

L'avis de la Commission de discipline des établissements de crédit est requis dans les cas prévus aux 2^e, 3^e et 4^e paragraphes ci-dessus.

Article 44 :La décision de retrait d'agrément est notifiée à l'établissement de crédit concerné et publiée au "*Bulletin officiel*". Elle entraîne la radiation de l'établissement concerné de la liste visée à l'article 41 ci-dessus.

Titre troisième : dispositions comptables et prudentielles

Chapitre premier : Dispositions comptables

Article 45 :Par dérogation aux dispositions de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants, les établissements de crédit sont astreints à tenir leur comptabilité dans les conditions fixées par circulaires du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis, respectivement du Comité des établissements de crédit et du Conseil national de la comptabilité.

Les avis du Conseil national de la comptabilité sont formulés dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de sa saisine.

Article 46 :Les établissements de crédit ayant leur siège social à l'étranger et agréés pour exercer leur activité au Maroc doivent tenir, au siège de leur principal établissement implanté au Maroc, une comptabilité des opérations traitées, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Article 47 :Les établissements de crédit doivent, à la clôture de chaque exercice social, établir sur base individuelle et consolidée ou sous-consolidée, les états de synthèse relatifs à cet exercice.

Les établissements de crédit sont tenus également de dresser ces documents à la fin du premier semestre de chaque exercice social.

Les états de synthèse sont transmis à Bank Al-Maghrib dans les conditions fixées par elle.

Article 48 :Les établissements de crédit sont astreints à la tenue de situations comptables et d'états annexes ainsi que de tout autre document permettant à Bank Al-Maghrib d'effectuer le contrôle qui lui est dévolu par la présente loi ou par toute autre législation en vigueur.

Ces documents sont établis et communiqués à Bank Al-Maghrib dans les conditions fixées par elle.

Article 49 :Les établissements de crédit doivent publier les états de synthèse cités à l'article 47 ci-dessus dans les conditions fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Bank Al-Maghrib s'assure que les publications susvisées sont régulièrement effectuées. Elle ordonne aux établissements concernés de procéder à des publications rectificatives dans le cas où des inexactitudes ou des omissions auraient été relevées dans les documents publiés.

Elle peut, à son initiative, publier les états de synthèse de ces établissements, après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit.

Chapitre II : Dispositions prudentielles

Article 50 : Afin de préserver leur liquidité et leur solvabilité ainsi que l'équilibre de leur situation financière, les établissements de crédit sont tenus de respecter, sur une base individuelle et/ou consolidée ou sous-consolidée, des règles prudentielles fixées par circulaires du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, consistant à maintenir des proportions, notamment :

- entre l'ensemble ou certains des éléments de l'actif et des engagements par signature reçus et l'ensemble ou certains des éléments du passif et des engagements par signature donnés ;
- entre les fonds propres et l'ensemble ou certains des risques encourus ;
- entre les fonds propres et l'ensemble ou certaines catégories de créances, de dettes et d'engagements par signature en devises ;
- entre les fonds propres et le total des risques encourus sur un même bénéficiaire ou un ensemble de bénéficiaires ayant entre eux des liens juridiques ou financiers qui en font un même groupe d'intérêt.

Article 51 : Les établissements de crédit sont tenus, dans les conditions fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, de se doter d'un système de contrôle interne approprié visant à identifier, mesurer et surveiller l'ensemble des risques qu'ils encourent et de mettre en place des dispositifs qui leur permettent de mesurer la rentabilité de leurs opérations.

Article 52 : Le gouverneur de Bank Al-Maghrib peut exiger d'un établissement de crédit présentant un profil de risque particulier de respecter des règles prudentielles plus contraignantes que celles prises en application des dispositions de l'article 50 ci-dessus.

Titre quatrième : contrôle des établissements de crédit

Chapitre premier : Contrôle par Bank Al-Maghrib

Article 53 : Bank Al-Maghrib est chargée de contrôler le respect, par les établissements de crédit, des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Elle vérifie l'adéquation de l'organisation administrative et comptable et du système de contrôle interne de ces établissements et veille à la qualité de leur situation financière.

Dans ce cadre, Bank Al-Maghrib est habilitée à effectuer, par ses agents ou par toute autre personne commissionnée à cet effet par le gouverneur, les contrôles sur place et sur documents des établissements susvisés.

Pour s'assurer de l'observation des règles prudentielles par ces établissements, les contrôles sur place peuvent être étendus à leurs filiales et aux personnes morales qui les contrôlent, au sens des dispositions de l'article 36 ci-dessus.

Les personnes visées à l'alinéa 3 ci-dessus ne peuvent voir leur responsabilité civile personnelle engagée à raison de l'exercice de leur mission.

Article 54 :Les entreprises ayant leur siège social au Maroc, autres que les établissements de crédit et les compagnies financières, qui contrôlent un établissement de crédit, sont tenues de communiquer à Bank Al-Maghrib, selon les modalités fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, leurs états de synthèse établis sur base individuelle, consolidée ou sous-consolidée accompagnés du rapport de leurs commissaires aux comptes.

Article 55 :Bank Al-Maghrib peut demander aux organismes soumis à son contrôle la communication de tous documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle en détermine la liste, le modèle et les délais de transmission.

Article 56 :Bank Al-Maghrib communique les résultats des contrôles ainsi que ses recommandations aux dirigeants de l'établissement concerné et à son organe d'administration ou de surveillance.

Dans le cas des banques offshore, les résultats des contrôles sont transmis au comité de suivi visé à l'article 23 de la loi n° 58-90 relative aux places financières offshore.

Dans le cas des associations de micro-crédit, les résultats des contrôles sont transmis au comité de suivi visé à l'article 14 de la loi n° 18-97 relative au micro-crédit.

Bank Al-Maghrib peut transmettre les résultats des contrôles aux commissaires aux comptes.

Article 57 :Le président-directeur général, le directeur général, les membres du directoire et toute personne occupant une fonction équivalente dans un établissement de crédit ou dans tout autre organisme soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib par la présente loi, sont tenus d'informer les membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de leur établissement, ainsi que le ministre chargé des finances et le gouverneur de Bank Al-Maghrib, de toute anomalie ou événement grave survenu dans l'activité ou la gestion dudit établissement et qui sont susceptibles d'en compromettre la situation ou de porter atteinte au renom de la profession.

Article 58 :Lorsqu'un établissement de crédit a manqué aux usages de la profession, Bank Al-Maghrib, après avoir mis ses dirigeants en demeure de présenter leurs explications, peut leur adresser une mise en garde.

Article 59 :Lorsque la gestion ou la situation financière d'un établissement de crédit n'offrent pas de garanties suffisantes sur le plan de la solvabilité, de la liquidité ou de la rentabilité, ou que son système de contrôle interne présente des lacunes graves, Bank Al-Maghrib lui adresse une injonction à l'effet d'y remédier dans un délai qu'elle fixe.

Bank Al-Maghrib peut, dans ce cas, exiger communication d'un plan de redressement, appuyé, si elle l'estime nécessaire, par un rapport établi par un expert indépendant, précisant notamment les dispositions prises, les mesures envisagées ainsi que le calendrier de leur mise en oeuvre.

Article 60 :Dans le cas où elle estime que les moyens de financement prévus dans le plan de redressement visé à l'article 59 ci-dessus sont insuffisants, Bank Al-Maghrib peut faire appel aux actionnaires ou aux sociétaires détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital et faisant partie des organes d'administration, de direction ou de gestion de l'établissement en cause, pour fournir à celui-ci le soutien financier qui lui est nécessaire.

Article 61 :Bank Al-Maghrib peut, sans faire application de l'injonction prévue à l'article 59 ci-dessus et de l'appel aux actionnaires ou sociétaires visé à l'article 60 ci-dessus, adresser directement un avertissement à l'établissement de crédit concerné à l'effet de se conformer, dans un délai qu'elle détermine, aux prescriptions de la présente loi et des textes pris pour leur application, d'améliorer ses méthodes de gestion, de renforcer sa situation financière ou redresser les anomalies constatées au niveau du système de contrôle interne.

Article 62 :Le gouverneur de Bank Al-Maghrib désigne après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit, un administrateur provisoire :

- lorsqu'il apparaît que le fonctionnement des organes de délibération ou de surveillance ou la gestion de l'établissement ne peuvent plus être assurés normalement ;
- lorsque les mesures envisagées dans le plan de redressement visé à l'article 59 ci-dessus sont jugées insuffisantes pour assurer la viabilité de l'établissement, que les actionnaires ou sociétaires aient répondu ou non à l'appel du gouverneur de Bank Al-Maghrib prévu à l'article 60 ci-dessus ;

- dans le cas prévu à l'article 133 ci-dessous.

Article 63 :A titre exceptionnel et temporaire, Bank Al-Maghrib peut accorder aux établissements de crédit des dérogations individuelles, dont elle détermine les conditions, aux règles qui sont fixées en application des dispositions de l'article 50 de la présente loi.

Article 64 :En cas d'inobservation des dispositions des articles 45, 50 et 51 ci-dessus et des textes pris pour leur application, Bank Al-Maghrib peut, soit à la place, soit en sus des sanctions disciplinaires prévues par la présente loi, interdire ou limiter la distribution, par un établissement de crédit, de dividendes aux actionnaires ou la rémunération des parts sociales aux sociétaires.

Article 65 : Bank Al-Maghrib peut, par décision dûment motivée, s'opposer à la nomination d'une personne au sein des organes d'administration, de direction ou de gestion d'un établissement de crédit, notamment lorsqu'elle estime que cette personne ne possède pas l'honorabilité et l'expérience nécessaire pour l'exercice de ses fonctions.

A cet effet, les établissements de crédit sont tenus de soumettre à Bank Al-Maghrib, selon les modalités fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, tout changement affectant la composition des instances susvisées.

Article 66 :Toute personne détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital social ou des droits de vote d'un établissement de crédit doit déclarer à Bank Al-Maghrib et à l'établissement concerné la part du capital ou des droits de vote qu'elle détient.

Cette déclaration doit être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle ce niveau de participation est atteint.

Article 67 :Sans préjudice des dispositions de l'article 36 ci-dessus, l'accord de Bank Al-Maghrib est requis lorsqu'une personne physique ou morale envisage de détenir ou de céder, directement ou indirectement, une participation dans le capital d'un établissement de crédit conférant au moins 10%, 20% ou 30% du capital social ou des droits de vote dans les assemblées générales.

Article 68 :Les personnes visées aux articles 66 et 67 ci-dessus sont tenues de communiquer à Bank Al-Maghrib toutes les informations que celle-ci peut leur demander dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Article 69 :Bank Al-Maghrib publie un rapport annuel sur le contrôle des établissements de crédit ainsi que sur l'activité et les résultats de ces établissements.

Chapitre II : Contrôle par les commissaires aux comptes

Article 70 :Les établissements de crédit sont tenus de désigner deux commissaires aux comptes, après approbation de Bank Al-Maghrib.

Les modalités d'approbation sont fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 71 :Par dérogation aux dispositions de l'article 70 ci-dessus et à celles de l'article 159 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, les sociétés de financement désignent un seul commissaire aux comptes, lorsque leur total du bilan est inférieur à un seuil fixé par Bank Al-Maghrib.

Article 72 :Les commissaires aux comptes ont pour mission :

- de contrôler les comptes conformément aux dispositions du titre VI de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes ;
- de s'assurer du respect des mesures prises en application des dispositions des articles 45, 50 et 51 de la présente loi ;
- de vérifier la sincérité des informations destinées au public et leur concordance avec les comptes.

Article 73 :Par dérogation aux dispositions de l'article 163 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes ayant effectué leur mission auprès d'un même établissement, durant deux mandats consécutifs de trois ans, ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de trois ans après le terme du dernier mandat et sous réserve de l'approbation de Bank Al-Maghrib.

Article 74 : Outre les dispositions relatives aux règles d'incompatibilité prévues par la loi n° 17-95 précitée et par la loi n° 15-89 réglementant la profession d'expert comptable et instituant un Ordre des experts comptables, les commissaires aux comptes doivent présenter toutes les garanties d'indépendance à l'égard de l'établissement contrôlé.

Lorsqu'il y a désignation de deux commissaires aux comptes, ceux-ci ne peuvent représenter ou appartenir à des cabinets ayant des liens entre eux.

Article 75 :Les commissaires aux comptes établissent des rapports dans lesquels ils rendent compte de leur mission telle que définie à l'article 72 ci-dessus.

Ces rapports sont communiqués à Bank Al-Maghrib et aux membres du conseil d'administration ou de surveillance de l'établissement de crédit concerné selon les modalités fixées par elle.

Article 76 :Les commissaires aux comptes sont tenus de signaler immédiatement à Bank Al-Maghrib, tout fait ou décision dont ils ont connaissance au cours de l'exercice de leur mission auprès d'un établissement de crédit qui constituent une violation des dispositions législatives ou réglementaires qui leur sont applicables et qui sont de nature notamment :

- à affecter la situation financière de l'établissement contrôlé ;
- à mettre en danger la continuité de l'exploitation ;
- à entraîner l'émission de réserves ou le refus de certification des comptes.

Article 77 : Bank Al-Maghrib peut demander aux commissaires aux comptes de lui fournir tous éclaircissements et explications à propos des conclusions et opinions exprimées dans leurs rapports et, le cas échéant, de mettre à sa disposition les documents de travail sur la base desquels ils ont formulé ces conclusions et opinions.

Bank Al-Maghrib peut mettre à la disposition des commissaires aux comptes les informations estimées nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 78 : Bank Al-Maghrib saisit les organes délibérants des établissements soumis à son contrôle à l'effet de mettre fin au mandat d'un commissaire aux comptes et procéder à son remplacement, lorsque ce dernier :

- ne respecte pas les dispositions du présent chapitre et celles des textes pris pour leur application ;
- a fait l'objet de mesures disciplinaires de la part de l'Ordre des experts comptables ou de sanctions pénales en application des dispositions de la loi n° 17-95 précitée,

Chapitre III : Secret professionnel et collaboration entre autorités de supervision

Article 79 : Toutes les personnes qui, à un titre quelconque, participent à l'administration, à la direction ou à la gestion d'un établissement de crédit, ou qui sont employées par celui-ci, les membres du Conseil national du crédit et de l'épargne, du Comité des établissements de crédit, de la Commission de discipline des établissements de crédit, de la Commission de coordination des organes de supervision du secteur financier prévue à l'article 81 ci-dessous, les personnes chargées, même exceptionnellement, de travaux se rapportant au contrôle des établissements soumis à la surveillance de Bank Al-Maghrib en vertu de la présente loi et, plus généralement, toute personne appelée, à un titre quelconque, à connaître ou à exploiter des informations se rapportant à ces établissements, sont strictement tenus au secret professionnel pour toutes les affaires dont ils ont à connaître, à quelque titre que ce soit, dans les termes et sous peine des sanctions prévues à l'article 446 du code pénal.

Article 80 : Outre les cas prévus par la loi, le secret professionnel ne peut être opposé à Bank Al-Maghrib et à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Article 81 : Il est institué une commission dénommée "Commission de coordination des organes de supervision du secteur financier", composée de Bank Al-Maghrib, de l'administration chargée du contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance et du Conseil déontologique des valeurs mobilières.

Cette commission est chargée notamment de coordonner les actions des instances précitées en matière de supervision des établissements soumis à leurs contrôles respectifs.

Les membres de cette commission peuvent procéder, entre eux, à tout échange de renseignements sur leurs activités de supervision ainsi que sur les établissements soumis à leur contrôle.

La commission peut, en outre, être saisie par le ministre chargé des finances de toute question d'intérêt commun.

La composition de la commission ainsi que les modalités de son fonctionnement sont fixées par décret.

Article 82 : Bank Al-Maghrib est habilitée à conclure avec les instances chargées, dans des Etats étrangers, d'une mission similaire à celle qui lui est confiée par la présente loi en matière de contrôle des établissements de crédit, des conventions bilatérales ayant pour objet :

- la définition des conditions dans lesquelles chacune des parties peut transmettre et recevoir les informations utiles à l'exercice de sa mission ;

- la réalisation des contrôles sur place des filiales bancaires ou des succursales des établissements de crédit implantées sur le territoire de chacune des parties.

La conclusion des conventions susvisées ne peut intervenir :

- si elle est de nature à porter atteinte à la souveraineté nationale, à la sécurité, aux intérêts essentiels du Royaume ou à l'ordre public marocain ;

- si l'organe étranger de surveillance des établissements de crédit n'est pas soumis à des conditions similaires à celles prévues par la législation marocaine en matière de respect du secret professionnel.

Les contrôles sur place susvisés portent sur l'observation des règles prudentielles ainsi que sur la qualité des risques afin de permettre un contrôle consolidé de la situation financière des groupes bancaires et financiers.

Toutefois ces contrôles ne peuvent :

- avoir lieu lorsqu'une action pénale est engagée à l'encontre de la filiale ou de la succursale installée au Maroc ;

- aboutir, le cas échéant, qu'à l'application, à l'encontre de la filiale ou de la succursale installée au Maroc, des sanctions prévues par la présente loi et des textes pris pour son application.

Les contrôles sur place précités doivent être effectués conjointement par les deux parties.

Bank Al-Maghrib tient informé le ministre chargé des finances de la conclusion de toute convention avec un organe étranger de supervision des établissements de crédit.

Article 83 : Les informations et documents échangés entre Bank Al-Maghrib et les commissaires aux comptes sont couverts par la règle du secret professionnel.

La responsabilité des commissaires aux comptes ne peut être engagée du fait de la communication d'informations à Bank Al-Maghrib.

Article 84 : Les établissements de crédit et les autres organismes soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib sont tenus à une obligation de vigilance concernant toute opération dont la cause économique ou le caractère licite n'est pas apparent.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie de circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Titre cinquième : administration provisoire et liquidation des établissements de crédit

Chapitre premier : Administration provisoire des établissements de crédit

Article 85 : Les établissements de crédit ne sont pas soumis aux procédures de prévention et de traitement des difficultés de l'entreprise prévues respectivement par les dispositions des titres I et II du livre V de la loi n° 15-95 formant Code de commerce.

Article 86 : L'administrateur provisoire est nommé par le gouverneur de Bank Al-Maghrib, dans les cas prévus à l'article 62 ci-dessus.

La décision de nomination de l'administrateur provisoire fixe la durée de son mandat ainsi que les conditions de sa rémunération, qui est à la charge de l'établissement de crédit considéré.

Cette décision est notifiée aux membres du conseil d'administration ou de surveillance de l'établissement de crédit concerné ainsi qu'au ministre chargé des finances.

Elle est publiée au "*Bulletin officiel*".

Article 87 : L'administrateur provisoire doit, dans le délai fixé par Bank Al-Maghrib, établir à l'attention de celle-ci un rapport dans lequel il précise la nature, l'origine et l'importance des difficultés de l'établissement ainsi que les mesures susceptibles d'assurer son redressement ou proposer sa cession totale ou partielle ou à défaut, sa liquidation, lorsque sa situation est considérée comme irrémédiablement compromise.

Article 88 : Lorsque Bank Al-Maghrib estime, au vu du rapport de l'administrateur provisoire, que l'établissement de crédit dispose de sérieuses possibilités de redressement, elle décide de la continuation de l'exploitation dudit établissement.

Elle en informe, par écrit, l'administrateur provisoire.

Article 89 : A compter de la date de nomination de l'administrateur provisoire, le fonctionnement des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement est suspendu et l'ensemble de leurs pouvoirs est transféré à l'administrateur provisoire.

L'administrateur provisoire est tenu, durant toute la durée de son mandat, au respect des obligations légales et conventionnelles incombant aux dirigeants de l'établissement.

Les actions, les parts sociales et les certificats d'investissement ou de droit de vote détenus par les membres des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement concerné ne peuvent, à compter de la date susvisée, être cédés à peine de nullité.

Les valeurs précitées sont virées à un compte spécial bloqué, ouvert par l'administrateur provisoire et tenu par l'établissement de crédit ou par un intermédiaire habilité, selon le cas.

L'administrateur provisoire fait mention de leur inaccessibilité sur les registres de l'établissement de crédit,

L'inaccessibilité des valeurs ci-dessus prend fin de plein droit à compter de la cessation de l'administration provisoire.

Article 90 :L'administrateur provisoire délivre aux membres des organes d'administration, de surveillance et de direction de l'établissement concerné détenant des actions, des parts sociales, des certificats d'investissement ou de droit de vote, un certificat leur permettant de participer aux assemblées générales de l'établissement de crédit.

Toutefois, lorsque les circonstances l'exigent, notamment en cas de défaillance ou de blocage au niveau des assemblées générales, Bank Al-Maghrib, sur proposition de l'administrateur provisoire, saisit le président du tribunal compétent pour qu'il désigne un mandataire de justice qui sera chargé, pour une durée qu'il fixe, de l'exercice des droits de vote attachés aux titres mentionnés au premier alinéa ci-dessus.

Article 91 :L'administrateur provisoire peut saisir le président du tribunal compétent à l'effet de prononcer la nullité de tout paiement ou transfert d'actif, constitution de garanties ou de sûretés, effectués dans les six mois précédant sa désignation au profit de toute personne physique ou morale, lorsqu'il est établi qu'une telle opération n'était pas liée à la conduite des opérations courantes de l'établissement ou qu'elle avait pour objet de soustraire un ou plusieurs éléments de son actif.

Article 92 :Lorsqu'elle estime que l'intérêt des déposants le justifie, Bank Al-Maghrib peut saisir le tribunal compétent, afin que soit ordonnée la cession des titres visés à l'article 89 ci-dessus.

Le prix de cession est fixé sur la base d'une évaluation effectuée par un expert choisi sur le tableau des experts comptables prévu par les dispositions de la loi n° 15-89 précitée réglementant la profession d'expert comptable et instituant un Ordre des experts comptables.

Article 93 :L'administrateur provisoire ne peut procéder à l'acquisition ou à l'aliénation de biens immeubles ou de titres de participation et emplois assimilés que sur autorisation préalable de Bank Al-Maghrib.

Article 94 :Nonobstant toute disposition légale ou toute clause contractuelle, aucune résiliation ou résolution des contrats en cours, conclus avec la clientèle ou avec des tiers, ne peut résulter du seul fait de la mise de l'établissement de crédit sous administration provisoire.

Article 95 :L'administrateur provisoire est tenu d'établir un rapport trimestriel à l'attention de Bank Al-Maghrib dans lequel il rend compte de l'évolution de la situation financière de l'établissement et de l'exécution des mesures de redressement telles que prévues dans le rapport visé à l'article 87 ci-dessus ainsi que les difficultés rencontrées et, le cas échéant, les nouvelles mesures à prendre à cet effet.

Article 96 :Lorsque la situation financière de l'établissement est redressée, l'assemblée générale des actionnaires ou des sociétaires est convoquée, à l'initiative de l'administrateur provisoire après accord de Bank Al-Maghrib, à l'effet de procéder à la désignation de nouveaux organes d'administration, de surveillance ou de direction.

Article 97 :La mission de l'administrateur provisoire prend fin à l'expiration de son mandat ou lorsque :

- les organes visés à l'article 96 ci-dessus sont désignés ;
- la situation de l'établissement de crédit est irrémédiablement compromise ;
- il ne peut, pour quelque raison que ce soit, assurer normalement l'exercice de ses fonctions ;
- il faillit à ses obligations telles que prévues par le présent chapitre.

Dans ces deux derniers cas, il est pourvu au remplacement de l'administrateur provisoire dans les formes prévues à l'article 86 ci-dessus.

Chapitre II : Liquidation des établissements de crédit

Article 98 : Toute action en justice à l'encontre d'un établissement de crédit de nature à entraîner le prononcé d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire, doit être portée par le président du tribunal saisi à la connaissance de Bank Al-Maghrib.

Article 99 : Entre en liquidation tout établissement de crédit dont l'agrément a été retiré :

1 - soit à la demande de l'établissement de crédit lui-même ;

2 - soit lorsque l'établissement de crédit :

* n'a pas fait usage de son agrément dans un délai de douze mois, à compter de la date de notification de la décision portant agrément ;

* n'exerce plus son activité depuis au moins six mois ;

* ne remplit plus les conditions au vu desquelles il a été agréé.

Dans ce cas, le ou les liquidateurs sont nommés par le gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Pendant le délai de liquidation, l'établissement en question demeure soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib prévu par les dispositions des articles 53 et 55 de la présente loi et ne peut effectuer que les opérations strictement nécessaires à sa liquidation.

Il ne peut faire état de sa qualité d'établissement de crédit qu'en précisant qu'il est en liquidation.

Article 100 : Lorsque le retrait d'agrément est prononcé suite à la situation irrémédiablement compromise de l'établissement de crédit ou à titre de sanction disciplinaire en application des dispositions de l'article 133 ci-dessous, le gouverneur de Bank Al-Maghrib saisit le président du tribunal compétent à l'effet de prononcer un jugement de liquidation judiciaire.

Toutefois et par dérogation aux dispositions de l'article 568 du Code de commerce, le ou les liquidateurs sont nommés par le gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Le liquidateur procède aux opérations de liquidation conformément aux dispositions du titre III du livre V de la loi n° 15-95 formant Code de commerce.

Article 101 : La décision du gouverneur de nomination du ou des liquidateurs fixe la durée de leur mandat, qui peut être renouvelé, ainsi que les conditions de leur rémunération, qui est à la charge de l'établissement de crédit concerné.

Elle est publiée au "*Bulletin officiel*".

Le ou les liquidateurs soumettent à Bank Al-Maghrib un rapport trimestriel sur les opérations de liquidation.

Article 102 : Par dérogation aux dispositions de l'article 686 de la loi n° 15-95 précitée, les déposants des établissements de crédit en liquidation sont dispensés des déclarations de créances prévues audit article.

Les modalités d'application des dispositions ci-dessus sont fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib.

Article 103 : A compter de la date de sa nomination, le liquidateur peut saisir le tribunal compétent à l'effet de prononcer la nullité de tout paiement ou transfert d'actif, constitution de garanties ou de sûretés effectués dans les six mois précédant sa désignation, au profit de toute personne physique ou morale, lorsqu'il est établi qu'une telle opération n'était pas liée à la conduite des opérations courantes de l'établissement ou qu'elle avait pour objet de soustraire un ou plusieurs éléments de son actif.

Article 104 : Nonobstant toutes dispositions législatives contraires, ne peuvent, en aucun cas, être annulés les paiements et les livraisons de valeurs effectués dans le cadre de systèmes de règlements interbancaires ou dans le cadre de systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers, jusqu'à l'expiration du jour où est publiée la décision de retrait d'agrément à l'encontre d'un établissement participant, directement ou indirectement, à de tels systèmes.

Titre sixième : protection de la clientèle des établissements de crédit

Chapitre premier : Fonds collectif de garantie des dépôts

Article 105 : Sans préjudice des systèmes ayant le même objet pouvant exister au niveau de certains établissements de crédit, il est institué un Fonds collectif de garantie des dépôts destiné, sur décision du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit à :

- indemniser les déposants des établissements de crédit en cas d'indisponibilité de leurs dépôts ou de tous autres fonds remboursables ;
- consentir, à titre préventif et exceptionnel, des concours remboursables à l'un de ses membres dont la situation laisse craindre à terme une indisponibilité des dépôts ou de tous autres fonds remboursables, à condition qu'il présente des mesures de redressement jugées acceptables par Bank Al-Maghrib.

Article 106 : Les établissements de crédit recevant des fonds du public sont tenus de contribuer au financement du Fonds collectif de garantie des dépôts par le versement d'une cotisation annuelle dont le taux ne peut dépasser 0,25% des dépôts et autres fonds remboursables.

Article 107 : La garantie du fonds couvre tous les dépôts et autres fonds remboursables collectés par l'établissement de crédit à l'exclusion de ceux reçus de la part :

- des autres établissements de crédit ;
- de ses filiales, de ses membres des organes d'administration, de surveillance et de direction, de ses actionnaires disposant d'au moins 5% des droits de vote ;
- des organismes qui fournissent les services financiers visés à l'article 7 ci-dessus ;
- des entités visées aux 1^{er}, 2^e et 4^e tirets de l'article 13 ci-dessus ;
- des organismes visés aux 1), 2), 3), 5) et 6) de l'article 16 ci-dessus.

Article 108 : L'indemnisation des déposants a lieu à concurrence d'un montant maximum par déposant, personne physique ou morale.

Le Fonds collectif de garantie des dépôts est subrogé dans les droits des déposants indemnisés, à concurrence des sommes qu'il leur a versées.

Article 109 : En cas de liquidation d'un établissement de crédit ayant bénéficié de concours remboursables du Fonds collectif de garantie des dépôts, ledit Fonds jouit d'un privilège sur le produit de la liquidation pour le recouvrement de sa créance qui prend rang immédiatement après

le privilège du Trésor prévu à l'article 109 de la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques.

Article 110 :La gestion du fonds est assurée par Bank Al-Maghrib.

Celle-ci établit et publie chaque année une situation comptable retraçant l'ensemble des opérations du fonds.

Article 111 :Les modalités de financement du fonds ainsi que celles relatives à sa gestion et à ses interventions sont fixées par circulaires du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Chapitre II : Relations entre les établissements de crédit et leur clientèle

Article 112 :Toute personne ne disposant pas d'un compte à vue et qui s'est vu refuser, par une ou plusieurs banques, l'ouverture d'un tel compte après l'avoir demandé par lettre recommandée avec accusé de réception, peut demander à Bank Al-Maghrib de désigner un établissement de crédit auprès duquel elle pourra se faire ouvrir un tel compte.

Lorsqu'elle estime que le refus n'est pas fondé, Bank Al-Maghrib désigne l'établissement de crédit auprès duquel le compte sera ouvert. Ce dernier peut limiter les services liés à l'ouverture du compte aux opérations de caisse.

Article 113 :Toute ouverture d'un compte à vue ou à terme ou d'un compte titres doit faire l'objet d'une convention écrite entre le client et son établissement de crédit. Cette convention, dont copie est remise au client, doit notamment préciser les conditions de fonctionnement et de clôture dudit compte.

Article 114 :Les établissements de crédit dépositaires de fonds et valeurs clôturent les comptes qu'ils tiennent lorsque les fonds et valeurs n'ont fait l'objet, de la part de leurs titulaires ou ayants droit, d'aucune opération ou réclamation depuis 10 ans.

Les établissements de crédit sont tenus d'adresser, dans un délai de six mois avant l'expiration de la période précitée, un avis recommandé au titulaire de tout compte, ou à ses ayants droit, susceptible d'être atteint par la prescription et dont l'avoir en capital et intérêts est supérieur ou égal à une somme déterminée par arrêté du ministre chargé des finances.

Ces fonds et valeurs sont versés ou déposés, par les établissements de crédit, à la Caisse de dépôt et de gestion qui les détiendra pour le compte de leurs titulaires ou ayants droit jusqu'à l'expiration d'un nouveau délai de 5 ans.

Passé ce délai, ces fonds et valeurs sont prescrits à l'égard de leurs titulaires ou ayants droit et acquis de droit et versés au profit du Trésor.

A titre transitoire, les établissements de crédit doivent, dans les six mois suivant la date de publication de la présente loi au "*Bulletin officiel*", adresser un avis recommandé aux titulaires ou ayants droit de fonds et valeurs non réclamés depuis plus de quinze ans.

Passé ce délai, les fonds et valeurs non réclamés sont prescrits à l'égard de leurs titulaires ou ayants droit et versés au profit du Trésor.

Article 115 :Les dispositions du dahir du 8 kaada 1331 (9 octobre 1913) fixant, en matière civile et commerciale, le taux légal des intérêts et le maximum des intérêts conventionnels, tel qu'il a été modifié, ne sont pas applicables aux opérations de dépôts et de crédits effectuées par les établissements de crédit.

Article 116 :Les conditions appliquées par les établissements de crédit à leurs opérations, notamment en matière de taux d'intérêt débiteurs et créditeurs, de commission et de régime de dates de valeur, doivent être portées à la connaissance du public dans les conditions fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit.

Article 117 :Toute fermeture, par un établissement de crédit, d'une agence doit être portée à la connaissance de la clientèle par tout moyen approprié, deux mois au moins avant la date de fermeture effective.

L'établissement de crédit concerné doit porter à la connaissance de la clientèle les références de l'agence à laquelle ses comptes seront transférés.

Il doit donner aux clients qui le souhaitent la possibilité de clôturer leurs comptes ou de transférer leurs fonds, sans frais, soit auprès de toute autre agence de son réseau, soit auprès d'un autre établissement de crédit.

Article 118:En matière judiciaire, les relevés de comptes, établis par les établissements de crédit selon les modalités fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, sont admis comme moyens de preuve entre eux et leurs clients, dans les contentieux les opposant, jusqu'à preuve du contraire.

Article 119 :Toute personne s'estimant lésée, du fait d'un manquement par un établissement de crédit aux prescriptions de la présente loi et des textes pris pour leur application, peut saisir Bank Al-Maghrib qui réservera à la demande la suite qu'elle juge appropriée.

A cette fin, Bank Al-Maghrib peut procéder à des contrôles sur place ou demander à l'établissement concerné de lui fournir, dans les délais fixés par ses soins, tous les documents et renseignements qu'elle estime nécessaires pour l'examen de ces demandes.

Article 120 :Bank Al-Maghrib peut, à son initiative ou à la demande des organisations professionnelles, créer et gérer tout service d'intérêt commun au profit des organismes assujettis à la présente loi, des entreprises ou des administrations.

Dans ce cadre, Bank Al-Maghrib organise et gère notamment des services de centralisation des risques et des incidents de paiement.

Elle peut déléguer la gestion desdits services dans les conditions définies par elle.

Le gouverneur de Bank Al-Maghrib détermine, par voie de circulaire, après avis du Comité des établissements de crédit, les conditions et modalités d'accès aux informations détenues par les services d'intérêt commun.

Chapitre III : Intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit

Article 121 :Est intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit toute personne qui, à titre de profession habituelle, met en rapport les parties intéressées à la conclusion de l'une des opérations prévues à l'article premier ci-dessus, sans se porter ducroire.

L'activité d'intermédiaire ne peut s'exercer qu'entre deux personnes dont l'une au moins est un établissement de crédit.

Article 122 :Les dispositions du présent chapitre ne visent pas le conseil et l'assistance en matière de gestion financière.

Article 123 :Les intermédiaires en opérations effectuées par les établissements de crédit exercent leur activité en vertu d'un mandat délivré par un établissement de crédit. Ce mandat mentionne la nature et les conditions des opérations que l'intermédiaire est habilité à accomplir.

Article 124 :L'exercice de la profession d'intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit est interdit à toute personne qui tombe sous le coup des dispositions de l'article 31 de la présente loi.

Article 125 :Tout intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit qui, même à titre occasionnel, se voit confier des fonds en tant que mandataire des parties, est tenu, à tout moment, de justifier d'une garantie financière spécialement affectée à la restitution de ces fonds.

Cette garantie ne peut résulter que d'un cautionnement donné par un établissement de crédit habilité à cet effet ou une entreprise d'assurances ou de réassurance, dûment agréée conformément à la législation en vigueur.

Article 126 :Les établissements de crédit sont tenus de communiquer à Bank Al-Maghrib, dans les conditions qu'elle fixe, la liste des intermédiaires qu'ils ont mandatés en vue d'effectuer l'activité, objet du présent chapitre.

Titre septième : sanctions disciplinaires et pénales

Chapitre premier : Sanctions disciplinaires

Article 127 :Sont passibles des sanctions disciplinaires prévues aux articles ci-après, les établissements de crédit et les autres organismes soumis au contrôle de Bank Al-Maghrib qui contreviennent aux dispositions de la présente loi et aux textes pris pour leur application, sans préjudice, le cas échéant, des sanctions pénales édictées par la présente loi ou des sanctions prévues par les législations particulières.

Article 128 :En cas de non respect des dispositions des articles 8, 38, 40, 42, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 55, 106, 116, 117 et 119 ci-dessus et des textes pris pour leur application, Bank Al-Maghrib est habilitée à appliquer à l'établissement concerné une sanction pécuniaire égale au plus au cinquième du capital minimum auquel il est assujetti, indépendamment de la mise en garde ou de l'avertissement prévus respectivement aux articles 58 et 61 de la présente loi.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables en cas de non respect, par les établissements de crédit, de la constitution de réserves obligatoires auprès de Bank Al-Maghrib, telle que prévue par la loi régissant cette institution.

Article 129 :Bank Al-Maghrib notifie à l'établissement de crédit la sanction pécuniaire qui lui est appliquée, les motifs qui la justifient et le délai dans lequel il sera fait application des dispositions de l'article 130 ci-dessous, délai qui ne peut être inférieur à huit jours courant à compter de la date d'envoi de la notification à l'établissement.

Article 130 :Les sommes correspondant aux sanctions pécuniaires sont prélevées directement sur les comptes des établissements de crédit disposant d'un compte auprès de Bank Al-Maghrib.

Les établissements de crédit qui ne disposent pas d'un tel compte s'acquittent desdites sommes aux guichets de Bank Al-Maghrib.

Dans le cas où le règlement des sommes précitées n'a pas été effectué dans le délai prévu à l'article 129 ci-dessus par les établissements de crédit ne disposant pas de compte auprès de Bank Al-Maghrib, le recouvrement en est assuré par la Trésorerie générale sur la base d'un ordre de recette émis par le ministre chargé des finances ou toute personne déléguée par lui à cet effet et ce, dans les conditions prévues par la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques.

Par dérogation aux dispositions des articles 36 et 41 de la loi n° 15-97 précitée, les poursuites en recouvrement débutent immédiatement par la notification du commandement.

Article 131 :Les sommes visées à l'article 130 ci-dessus sont versées par Bank Al-Maghrib à la fin de chaque exercice social au Trésor.

Article 132 :La liste détaillée des infractions visées à l'article 128 ci-dessus ainsi que les sanctions pécuniaires correspondantes sont fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib, après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit.

Article 133 :Lorsque la mise en garde ou l'avertissement prévus respectivement aux articles 58 et 61 ci-dessus sont demeurés sans effet, le gouverneur de Bank Al-Maghrib peut, après avis de la Commission de discipline des établissements de crédit :

- suspendre un ou plusieurs dirigeants ;
- interdire ou restreindre l'exercice de certaines opérations par l'établissement de crédit ;
- décider la nomination d'un administrateur provisoire ;
- prononcer le retrait d'agrément.

Article 134 :Bank Al-Maghrib peut publier, par tous moyens qu'elle juge appropriés, les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre des établissements de crédit.

Chapitre II : Sanctions pénales

Article 135 :Est punie d'un emprisonnement de 3 mois à un an et d'une amende de 5.000 à 100.000 dirhams, ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, agissant pour son compte ou pour le compte d'une personne morale :

- utilise indûment une dénomination commerciale, une raison sociale, une publicité et, de manière générale, toute expression faisant croire qu'elle est agréée en tant qu'établissement de crédit ou entretient sciemment dans l'esprit du public une confusion sur la régularité de l'exercice de son activité ;
- utilise tous procédés ayant pour objet de créer un doute dans l'esprit du public quant à la catégorie d'établissement de crédit au titre de laquelle elle a été agréée.

Article 136 : Est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 10.000 à 1.000.000 de dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui :

- effectuée, à titre de profession habituelle, les opérations visées à l'article premier ci-dessus sans avoir été dûment agréée en tant qu'établissement de crédit ;
- effectuée, à titre de profession habituelle, sans avoir été dûment agréée, l'une des activités visées aux alinéas 5, 6 et 7 de l'article 7 ci-dessus ;
- effectuée des opérations pour lesquelles cet établissement n'a pas été agréé.

Article 137 : Dans les cas prévus aux articles 135 et 136 ci-dessus, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement où a été commise l'infraction et la publication du jugement dans les journaux qu'il désigne, aux frais du condamné.

Article 138 : Quiconque contrevient aux interdictions prévues à l'article 31 de la présente loi est passible d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 139 : Quiconque enfreint les dispositions de l'article 37 de la présente loi est passible d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams.

Cette peine est également applicable :

- à tout actionnaire, personne physique ou morale, qui méconnaît les dispositions des articles 66, 67 et 68 de la présente loi ;
- aux dirigeants des personnes morales visées à l'article 54 ci-dessus qui refusent de communiquer à Bank Al-Maghrib les états de synthèse de leurs sociétés ;
- aux dirigeants d'un établissement de crédit qui méconnaissent les dispositions de l'article 57 ci-dessus.

En cas de récidive, le contrevenant est passible d'une amende de 20.000 à 1.000.000 de dirhams.

Article 140 : Sont passibles des peines édictées à l'article 139 ci-dessus, les dirigeants des compagnies financières qui ne procèdent pas à l'établissement ou à la publication des états de synthèse ou qui ne transmettent pas à Bank Al-Maghrib, les informations demandées en vertu des dispositions de l'article 55 ci-dessus.

Article 141 : Toute personne qui enfreint les dispositions édictées par l'article 121 ci-dessus est passible d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams.

En cas de récidive, le contrevenant est passible d'une amende de 20.000 à 1.000.000 de dirhams.

Article 142 : Toute personne qui, en tant que dirigeant d'une entreprise exerçant des activités d'intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit, enfreint les dispositions de l'article 124 de la présente loi est passible d'un emprisonnement de 3 mois à un an et d'une amende de 20.000 à 100.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 143 : Toute personne qui, en tant que dirigeant d'une entreprise exerçant des activités d'intermédiaire en opérations effectuées par les établissements de crédit, enfreint les dispositions de l'article 125 de la présente loi est passible d'un emprisonnement de 3 mois à un an et d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 144 : Tout représentant d'un établissement tenu, en vertu de la présente loi, de communiquer des documents ou renseignements à Bank Al-Maghrib, qui donne à celle-ci sciemment des informations inexactes, est passible d'une amende de 10.000 à 500.000 dirhams.

En cas de récidive, le contrevenant est puni d'une amende de 20.000 à 1.000.000 de dirhams et d'un emprisonnement de trois mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 145 : Est en état de récidive, pour l'application des articles 140, 143 et 144 ci-dessus et 147 ci-après, toute personne qui, après avoir fait l'objet d'une condamnation irrévocable pour une infraction antérieure, en commet une autre de même nature dans les douze mois qui suivent la date à laquelle la décision de condamnation est devenue irrévocable.

Article 146 : Les auteurs des infractions définies aux articles 135 à 145 ci-dessus, leurs co-auteurs ou complices peuvent être poursuivis sur plainte préalable ou constitution de partie civile de Bank Al-Maghrib, ou de l'association professionnelle concernée.

Article 147 : Les dispositions des articles 404 et 405 de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes s'appliquent aux commissaires aux comptes pour leur mission visée au chapitre II du titre quatrième de la présente loi.

Titre huitième : dispositions diverses et transitoires

Article 148 : Les établissements de crédit qui, à la date de publication de la présente loi, exercent leur activité en vertu d'un agrément du ministre chargé des finances, sont agréés de plein droit.

Article 149 : Sont abrogés :

- le dahir portant loi [n° 1-93-147](#) du 15 moharrem 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle ;
- les dispositions des articles 3, 22 et 25 de la loi n° 58-90 relative aux places financières off-shore, promulguée par le dahir [n° 1-91-131](#) du 21 chaabane 1412 (26 février 1992) ;
- les dispositions des articles 4, 14 (3^e alinéa) et 15 de la loi n° 18-97 relative au micro-crédit, promulguée par le dahir [n° 1-99-16](#) du 18 chaoual 1419 (5 février 1999).

Demeurent en vigueur tous les textes réglementaires pris en application du dahir portant loi [n° 1-93-147](#) précité, pour toutes les dispositions non contraires à la présente loi jusqu'à leur remplacement conformément aux dispositions de ladite loi.

Les références aux dispositions du dahir portant loi [n° 1-93-147](#) précité sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes de la présente loi.

Article 150 : Tout établissement de crédit se trouvant sous le régime de l'administration provisoire à la date de publication de la présente loi dispose d'un délai d'une année pour se mettre en conformité avec ses dispositions. A défaut, il est mis en liquidation conformément aux prescriptions du deuxième chapitre du titre V de ladite loi.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du "*Bulletin officiel*" n° 5397 du 21 moharrem 1427 (20 février 2006).

STATISTIQUES

SOMMAIRE

	Page
I. STATISTIQUES MONÉTAIRES	83
1. Avoirs de Bank Al-Maghrib.....	85
2. Engagements de Bank Al-Maghrib	86
3. Avoirs des banques	87
4. Engagements des banques	88
5. Agrégats de monnaie	89
6. Agrégats de placements liquides	90
7. Contreparties de M 3	91
8. Avoirs extérieurs nets	92
9. Créances sur l'État.....	93
10. Concours à l'économie	94
11. Agrégats de monnaie et de placements liquides (1982 - 2004).....	95
12. Contreparties de M 3 (1982 - 2004).....	96
13. Mouvements de fonds aux guichets de Bank Al-Maghrib	97
14. Mouvements des chambres de compensation.....	98
II. LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT	99
1. Évolution de la liquidité bancaire.....	101
2. Avances de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	104
3. Taux d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire	107
4. Taux du marché monétaire interbancaire	108
5. 1 Taux des dépôts chez les banques	109
5. 2 Taux des dépôts chez la Caisse d'épargne nationale	109
5. 3 Taux des bons du Trésor émis dans le public	109
5. 4 Taux créditeur moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an	110
5. 5 Taux moyen pondéré des bons du Trésor émis par adjudication	111
5. 6 Taux des bons et obligations émis sur le marché obligataire	111
5. 7 Taux d'intérêt offerts sur les titres de créances négociables	112
6. 1 Taux de base bancaires	113
6. 2 Taux débiteurs bancaires minimums et maximums	114
6. 3 Taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédit	115
7. Taux des concours de Bank Al-Maghrib à l'État	115
III. SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	117
1. Emplois et ressources des sociétés de crédit à la consommation	119
2. Emplois et ressources des sociétés de crédit-bail	120
IV. ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	121
1. Indicateurs d'activité des OPCVM	123
2. Emplois et ressources consolidés du "groupe C.D.G."	124
3. Évolution des dépôts à la Caisse d'épargne nationale.....	125
4. Bilan des entreprises d'assurance et de réassurance.....	126

V. MARCHÉ DES CAPITAUX	127
1. Prêts et emprunts sur le marché monétaire interbancaire	129
2. Encours des titres de créances négociables	130
3. Indicateurs boursiers	131
VI. FINANCES PUBLIQUES	133
1. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor.....	135
2. Recettes, dépenses et couverture du besoin de financement du Trésor par nature d'opérations	136
3. Encours de la dette publique directe.....	138
VII. INDICES DES PRIX	139
1. Indice des prix à la production : Industries manufacturières	141
2. Indice des prix à la production : Industries extractives.....	142
3. Indice des prix à la production : Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.....	143
4. Indice du coût de la vie (385 articles).....	144
VIII. PRODUCTION	145
1. Indice de la production : Mines et énergie.....	147
2. Indice de la production : Industries de transformation.....	148
3. Production minière	149
4. Production énergétique.....	149
5. Balance énergétique.....	149
6. Production de céréales et superficies cultivées	150
7. Production d'autres produits agricoles.....	150
8. Pêches maritimes.....	150
7. L'activité touristique.....	151
IX. COMMERCE EXTÉRIEUR.....	153
1. Balance commerciale.....	155
2. Importations par groupes de produits	156
3. Importations par principaux produits	157
4. Exportations par groupes de produits	160
5. Exportations par principaux produits	161
6. Répartition géographique des échanges.....	165
X. BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER	167
XI. COURS DE CHANGE	171
1. Cours de change des devises cotées par Bank Al-Maghrib.....	173
XII. COMPTES DE LA NATION	175
1. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix constants)	177
2. Produit intérieur brut par branches d'activité économique (prix courants).....	177
3. Compte de biens et services (prix courants)	178
4. Revenu national brut disponible et son affectation (prix courants).....	179
5. Compte de capital de la Nation (prix courants).....	179

I - STATISTIQUES MONÉTAIRES

I - 1 - AVOIRS DE BANK AL-MAGHRIB ⁽¹⁾

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs (2) (3)	Concours financiers à l'État				Comptes courants postaux	Opérations de crédit					Total (I+II)	Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	Emploi du capital et des réserves (3)	Divers	Total général
		Avances conventionnelles	Facilités de caisse	Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	Total		Avances			Effets en cours de recouvrement (II)	dont : Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte					
							Avances aux banques	Autres avances	Total (I)							
2000 Déc.	53 544	5 500	8 250	-	13 750	33	7 161	7 471	14 632	1 532	1 450	16 164	1 606	2 678	1 817	89 592
2001 Déc.	100 191	5 500	636	-	6 136	26	7	8 311	8 311	1 591	1 527	9 902	-	2 787	2 286	121 328
2002 Déc.	105 299	5 500	-	-	5 500	38	1	9 748	9 748	1 265	1 200	11 013	-	2 725	2 483	127 058
2003 Déc.	123 534	5 500	-	-	5 500	-	-	11 477	11 477	1 189	1 116	12 666	-	2 646	2 056	146 402
2004 Déc.	137 188	5 500	-	769	6 269	-	3	11 302	11 305	1 047	961	12 352	-	2 959	4 389	163 157
2005 Janv.	142 616	5 500	-	-	5 500	-	-	11 295	11 295	1 784	1 666	13 079	-	2 963	1 214	165 372
Fév.	143 977	5 500	-	-	5 500	-	-	11 320	11 320	664	554	11 984	-	2 970	1 207	165 638
Mars	145 620	5 500	-	-	5 500	-	-	11 027	11 027	1 314	1 100	12 341	-	2 992	675	167 128
Avril	143 356	5 500	-	-	5 500	-	-	11 012	11 012	939	832	11 951	-	3 007	689	164 503
Mai	139 340	5 500	-	-	5 500	-	-	7 724	7 724	1 551	1 416	9 275	-	3 016	467	157 598
Juin	136 062	5 500	-	-	5 500	-	3 000	7 686	10 686	1 494	1 307	12 180	-	3 038	631	157 411
Juil.	137 839	5 500	-	-	5 500	-	4 500	7 703	12 203	795	694	12 998	-	3 036	605	159 978
Août	144 179	5 500	-	564	6 064	-	1 000	7 662	8 662	1 225	1 043	9 887	-	3 059	771	163 960
Sept.	147 204	5 500	-	-	5 500	-	-	7 680	7 680	1 295	1 139	8 975	-	3 076	921	165 676
Oct.	146 754	5 500	-	-	5 500	-	-	7 652	7 652	645	567	8 297	-	3 079	952	164 582
Nov.	146 264	5 500	-	-	5 500	-	-	7 681	7 681	660	511	8 341	-	3 100	1 222	164 427
Déc.	152 641	5 500	-	-	5 500	-	-	7 697	7 697	897	802	8 594	-	3 009	1 074	170 818
2006 Janv.	155 563	5 500	-	-	5 500	-	-	7 674	7 674	1 292	1 214	8 966	-	3 012	1 076	174 117
Fév.	156 908	5 500	-	-	5 500	-	-	7 733	7 733	773	692	8 506	-	3 257	1 071	175 242
Mars	158 362	5 500	-	-	5 500	-	-	7 650	7 650	2 339	2 270	9 989	-	2 600	495	176 946

(1) A partir de décembre 2004, la situation comptable de Bank Al-Maghrib est élaborée sur la base du nouveau plan comptable.

(2) Avoirs en or, droits de tirage spéciaux, devises convertibles et accords de paiement.

(3) A partir de décembre 2004, la souscription au Fonds Monétaire Arabe a été exclue des avoirs extérieurs et reclassée dans l'emploi du capital et des réserves.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 2 - ENGAGEMENTS DE BANK AL-MAGHRIB ⁽¹⁾

(en millions de dirhams)

Date	Billets et monnaies en circulation	Engagements en devises			Dépôts et autres engagements				Allocations de droits de tirage spéciaux	Capital et réserves	Divers	Total général	
		Engagements envers l'étranger ⁽²⁾	Compte de dépôt en devises des banques	Total	dont :								
					Compte courant du Trésor ⁽³⁾	Comptes des banques	Comptes de reprise de liquidités	Autres comptes					
2000 Déc.	61 444	893	2 162	3 055	15 629	1	13 766	-	1 789	434	5 021	4 009	89 592
2001 Déc.	69 595	927	3 257	4 184	33 116	10 001	16 535	4 000	2 569	434	5 166	8 833	121 328
2002 Déc.	73 171	809	142	951	36 596	10 517	22 828	-	3 245	434	5 324	10 582	127 058
2003 Déc.	78 505	1 183	-	1 183	49 914	12 996	30 500	5 200	1 194	434	5 369	10 997	146 402
2004 Déc.	83 289	1 787	-	1 787	60 976	14 679	38 975	5 654	1 664	434	5 325	11 346	163 157
2005 Janv.	86 495	1 818	-	1 818	59 925	24 339	34 226	-	1 356	434	5 325	11 375	165 372
Fév.	85 014	1 747	-	1 747	61 870	24 220	35 674	-	1 972	434	5 325	11 248	165 638
Mars	84 451	1 807	-	1 807	64 914	23 021	37 031	2 000	2 857	434	5 415	10 107	167 128
Avril	84 902	1 906	-	1 906	62 106	21 986	36 538	-	3 578	434	5 415	9 740	164 503
Mai	85 030	2 003	-	2 003	58 503	22 149	33 841	-	2 508	434	5 415	6 213	157 598
Juin	85 678	2 094	-	2 094	57 232	19 342	35 981	-	1 857	434	5 416	6 557	157 411
Juil.	89 428	2 189	-	2 189	55 787	15 757	38 202	-	1 824	434	5 416	6 724	159 978
Août	92 183	2 108	-	2 108	56 801	13 440	40 324	1 300	1 691	434	5 416	7 018	163 960
Sept.	90 446	2 388	-	2 388	59 845	15 581	41 277	-	2 954	434	5 416	7 147	165 676
Oct.	91 601	2 345	-	2 345	58 361	16 440	39 050	-	2 804	434	5 416	6 425	164 582
Nov.	91 468	2 509	-	2 509	58 082	15 143	40 114	-	2 821	434	5 416	6 518	164 427
Déc.	93 505	2 414	-	2 414	61 495	12 990	45 079	1 000	2 362	1 133	5 416	6 855	170 818
													-
2006 Janv.	96 412	3 439	-	3 439	61 525	16 294	38 558	4 000	2 536	1 123	5 416	6 202	174 117
Fév.	95 254	2 832	-	2 832	64 141	18 714	41 490	-	3 933	1 131	5 416	6 468	175 242
Mars	95 646	2 324	-	2 324	66 886	18 409	36 842	7 020	4 610	1 118	5 416	5 556	176 946

(1) A partir de décembre 2004, la situation comptable de Bank Al-Maghrib est élaborée sur la base du nouveau plan comptable.

(2) Engagements en devises convertibles, comptes des organismes internationaux et accords de paiement.

(3) Y compris le compte courant du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 3 - AVOIRS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Valeurs en caisse et avoirs liquides				Avoirs auprès des banques et prêts aux banques	Correspondants étrangers et assimilés	Portefeuille de bons du Trésor et fonds d'État	Crédits à l'économie	Portefeuille de titres de placement autres que les fonds d'État				Portefeuille de titres de participation et emplois assimilés	Immobilisations	Excédent des emplois divers sur les ressources diverses	Total	
	dont :								dont :								
	Billets étrangers et chèques en devises	Dépôts en dirhams auprès de Bank Al-Maghrib	Dépôts auprès du Trésor et du Service des chèques postaux						Certificats de dépôts acquis par les banques	Titres émis par les entreprises non bancaires	Bons et obligations souscrits par les banques ⁽¹⁾	Bons des sociétés de financement détenus par les banques					
2000 Déc.	19 658	(582)	(13 467)	(96)	5 326	5 774	61 633	199 138	8 543	(1 751)	(977)	(5 377)	(438)	10 605	10 273	-	320 950
2001 Déc.	29 070	(761)	(20 528)	(843)	3 241	5 805	72 318	207 013	10 782	(1 809)	(621)	(7 339)	(1 013)	12 019	10 854	-	351 102
2002 Déc.	29 777	(498)	(23 330)	(1 744)	3 776	8 532	75 179	214 284	11 167	(1 447)	(1 525)	(7 530)	(665)	13 413	11 384	-	367 512
2003 Déc.	40 448	(345)	(35 826)	(657)	3 495	8 368	76 466	231 270	10 964	(295)	(2 372)	(7 408)	(889)	14 902	11 532	-	397 445
2004 Déc.	49 207	(326)	(44 707)	(263)	3 114	12 066	71 770	247 290	12 213	(267)	(3 021)	(7 795)	(1 130)	15 905	12 575	-	424 140
2005 Janv.	38 853	(396)	(34 020)	(239)	7 882	15 396	73 698	253 021	12 437	(267)	(3 214)	(7 860)	(1 096)	15 862	12 378	-	429 527
Fév.	39 234	(342)	(34 618)	(226)	4 247	13 972	72 492	253 035	12 173	(454)	(2 746)	(7 894)	(1 079)	15 409	12 241	-	422 803
Mars	43 775	(306)	(39 279)	(191)	4 146	13 942	69 692	255 063	12 152	(454)	(2 758)	(7 888)	(1 052)	15 316	11 953	-	426 039
Avril	41 120	(278)	(36 491)	(248)	3 321	13 987	69 888	265 935	12 180	(500)	(2 657)	(7 968)	(1 055)	15 342	12 047	-	433 820
Mai	39 998	(268)	(35 247)	(252)	8 133	17 292	70 845	269 849	12 241	(498)	(2 660)	(8 007)	(1 076)	15 302	12 228	-	445 888
Juin	40 656	(260)	(35 976)	(279)	10 165	19 791	71 223	275 731	11 936	(1 863)	(951)	(8 028)	(1 094)	15 368	12 375	-	457 245
Juil.	42 074	(558)	(37 067)	(244)	6 603	18 476	70 738	280 103	11 914	(1 680)	(1 129)	(8 017)	(1 088)	15 290	12 509	-	457 707
Août	47 324	(542)	(41 401)	(272)	5 785	17 005	71 678	280 452	11 871	(1 116)	(1 637)	(8 073)	(1 045)	14 990	12 594	-	461 699
Sept.	46 759	(301)	(41 564)	(441)	6 115	17 684	71 590	284 940	12 373	(677)	(2 378)	(8 206)	(1 112)	14 680	12 487	-	466 628
Oct.	43 861	(422)	(38 566)	(335)	7 424	15 594	71 733	285 840	14 662	(760)	(4 413)	(8 309)	(1 180)	14 564	12 538	-	466 216
Nov.	46 389	(326)	(40 510)	(394)	5 051	16 357	73 583	284 178	13 486	(848)	(2 971)	(8 183)	(1 484)	13 691	12 816	-	465 551
Déc.	50 983	(403)	(45 389)	(301)	6 507	19 810	75 090	279 818	13 467	(719)	(3 004)	(8 233)	(1 511)	13 981	13 032	-	472 688
2006 Janv.	49 322	(467)	(43 112)	(343)	6 938	18 872	74 570	279 155	15 028	(1 360)	(4 067)	(8 167)	(1 434)	13 990	12 601	-	470 476
Fév.	46 464	(361)	(40 793)	(389)	12 703	18 006	75 104	276 673	9 733	(1 371)	(3 794)	(3 140)	(1 428)	13 442	12 747	-	464 872
Mars	48 648	(321)	(43 244)	(513)	8 580	17 859	72 095	279 161	10 804	(1 689)	(4 740)	(3 104)	(1 271)	13 859	12 779	-	463 785

(1) Il s'agit des bons et obligations de la B.N.D.E. , du C.I.H. de la C.N.C.A. et du F.E.C.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 4 - ENGAGEMENTS DES BANQUES

(en millions de dirhams)

Date	Comptes créditeurs à vue en dirhams de la clientèle				Total	Comptes sur carnets	Comptes à terme et bons à échéance fixe	Certificats de dépôts	dont: Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers	Comptes créditeurs à vue et à terme en devises de la clientèle	Engagements des banques auprès des autres banques	Emprunts nets auprès des organismes financiers	Correspondants étrangers et assimilés	Emprunts obligataires en dirhams	Emprunts extérieurs à long terme	Recours auprès de Bank Al-Maghrib	Provisions	Fonds propres	Excédent des ressources diverses sur les emplois divers	Total
	Comptes de chèques (1)	dont : (Comptes des M.R.E.) (2)	Comptes courants	Autres dépôts																
2000 Déc.	72 166	(26 619)	31 140	9 827	113 133	29 032	75 392	5 642	(889)	431	10 107	2 380	3 891	11 808	13 083	7 161	17 316	29 480	2 094	320 950
2001 Déc.	85 607	(32 819)	37 181	10 445	133 233	33 005	83 318	4 967	(976)	641	10 547	2 329	3 240	10 212	12 035	7	22 037	32 574	2 957	351 102
2002 Déc.	98 105	(36 911)	39 936	9 878	147 919	35 785	82 528	3 532	(809)	527	11 422	3 836	2 213	8 240	11 659	1	24 468	32 730	2 652	367 512
2003 Déc.	109 515	(40 252)	46 039	10 900	166 454	39 647	87 145	2 204	(215)	881	12 633	1 558	2 722	6 702	10 814	0	29 235	32 482	4 968	397 445
2004 Déc.	123 594	(45 730)	49 823	12 366	185 783	43 569	87 642	1 191	(99)	595	12 668	3 347	2 757	5 431	6 130	3	33 572	33 923	7 529	424 140
2005 Janv.	124 706	(46 401)	49 778	12 095	186 579	44 182	87 271	1 191	(99)	725	17 244	983	2 985	5 417	6 118	0	33 671	31 692	11 469	429 527
Fév.	125 260	(46 129)	48 894	11 065	185 219	44 593	87 738	1 191	(99)	831	13 556	- 842	2 772	5 379	6 369	0	34 129	31 618	10 250	422 803
Mars	126 570	(46 799)	49 111	13 308	188 989	44 945	86 832	1 187	(99)	971	13 905	- 87	3 292	5 250	6 046	0	34 845	31 719	8 145	426 039
Avril	128 434	(47 368)	49 844	13 287	191 565	45 243	89 057	1 412	(236)	773	12 759	1 760	3 081	4 970	6 038	0	34 953	31 748	10 461	433 820
Mai	129 359	(47 773)	51 677	13 682	194 718	45 404	92 518	1 412	(236)	791	17 492	1 889	3 949	4 902	5 837	0	34 830	32 707	9 439	445 888
Juin	129 157	(48 883)	57 070	14 117	200 344	45 608	92 261	1 410	(236)	729	19 619	3 525	3 421	4 827	5 591	3 000	34 810	33 592	8 508	457 245
Juil.	135 488	(50 145)	54 308	12 322	202 118	45 784	90 350	1 410	(236)	827	16 206	7 276	3 569	4 780	5 571	4 500	35 091	33 622	6 603	457 707
Août	138 485	(49 685)	55 318	11 842	205 645	46 286	90 001	1 410	(236)	732	16 906	11 162	3 012	4 685	4 544	1 000	35 198	34 038	7 080	461 699
Sept.	139 274	(50 323)	58 321	13 385	210 980	46 885	91 868	1 409	(236)	749	16 652	8 805	3 129	4 622	4 697	0	36 106	34 068	6 658	466 628
Oct.	141 159	(49 982)	54 307	12 113	207 579	47 522	95 219	1 409	(236)	791	17 697	6 747	3 009	4 532	4 704	0	36 033	34 105	6 869	466 216
Nov.	143 114	(50 649)	54 646	13 064	210 824	48 035	96 530	1 409	(236)	605	14 670	4 082	2 927	4 476	4 521	0	35 163	34 244	8 065	465 551
Déc.	145 766	(51 108)	58 182	11 590	215 538	48 575	98 768	1 493	(326)	688	16 290	2 498	3 853	4 355	4 405	0	34 838	35 863	5 524	472 688
2006 Janv.	146 468	(51 578)	57 284	11 480	215 232	49 219	98 154	1 493	(326)	754	15 020	1 167	3 983	4 355	4 357	0	35 302	35 882	5 558	470 476
Fév.	147 266	(51 605)	54 854	12 810	214 930	49 744	99 958	1 473	(326)	667	14 622	-2 617	3 352	3 817	4 424	0	31 241	37 982	5 279	464 872
Mars	148 411	(52 155)	59 572	12 074	220 057	49 994	100 000	2 042	(436)	740	13 107	-5 579	3 119	3 695	4 217	0	30 722	37 939	3 732	463 785

(1) A partir de janvier 2000, les comptes de chèques et les comptes courants sont regroupés dans un compte intitulé "comptes de chèques et comptes courants".

(2) M.R.E. : Marocains résidant à l'étranger.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 5 - AGRÉGATS DE MONNAIE

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat M 3												
	Agrégat M 2												M 3 = M 2 + Placements à terme
	Agrégat M 1						M 1 = monnaie fiduciaire + monnaie scripturale	Placements à vue			M 2 = M 1 + Placements à vue	Placements à terme ⁽¹⁾	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale				Total		Comptes sur carnets auprès des banques	Comptes sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale	Total			
Comptes créditeurs à vue auprès de Bank Al- Maghrib		Comptes créditeurs à vue auprès des banques	Comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux	Comptes créditeurs à vue auprès de la Trésorerie générale									
2000 Déc.	58 169	1 789	113 133	2 486	5 686	123 094	181 263	29 032	6 208	35 240	216 503	76 281	292 784
2001 Déc.	66 025	2 569	133 233	2 599	5 686	144 087	210 112	33 005	6 576	39 581	249 693	84 294	333 987
2002 Déc.	69 556	3 245	147 919	2 672	5 686	159 522	229 078	35 785	7 312	43 097	272 175	83 337	355 512
2003 Déc.	74 890	1 194	166 454	2 913	5 686	176 247	251 137	39 647	8 196	47 843	298 980	87 360	386 340
2004 Déc.	79 715	1 664	185 783	2 923	5 686	196 056	275 771	43 569	9 349	52 918	328 689	87 741	416 430
2005 Janv.	82 291	1 356	186 579	2 883	5 686	196 504	278 795	44 182	9 405	53 587	332 382	87 370	419 752
Fév.	81 229	1 972	185 219	2 972	5 686	195 849	277 078	44 593	9 520	54 113	331 191	87 837	419 028
Mars	80 673	2 857	188 989	3 028	5 686	200 560	281 233	44 945	9 833	54 778	336 011	86 931	422 942
Avril	81 239	3 578	191 565	3 055	5 686	203 884	285 123	45 243	9 899	55 142	340 265	89 293	429 558
Mai	81 225	2 508	194 718	3 126	5 686	206 038	287 263	45 404	9 978	55 382	342 645	92 754	435 399
Juin	81 906	1 857	200 344	3 365	5 686	211 252	293 158	45 608	10 050	55 658	348 816	92 497	441 313
Juil.	85 710	1 824	202 118	3 535	5 686	213 163	298 873	45 784	10 090	55 874	354 747	90 586	445 333
Août	87 835	1 691	205 645	3 505	5 686	216 527	304 362	46 286	10 181	56 467	360 829	90 237	451 066
Sept.	86 603	2 954	210 980	3 577	5 686	223 197	309 800	46 885	10 267	57 152	366 952	92 104	459 056
Oct.	87 721	2 804	207 579	3 735	5 686	219 804	307 525	47 522	10 370	57 892	365 417	95 455	460 872
Nov.	86 989	2 821	210 824	3 679	5 686	223 010	309 999	48 035	10 483	58 518	368 517	96 766	465 283
Déc.	89 304	2 362	215 538	3 626	5 686	227 212	316 516	48 575	10 572	59 147	375 663	99 094	474 757
2006 Janv.	91 801	2 536	215 232	3 579	5 686	227 033	318 834	49 219	10 653	59 872	378 706	98 480	477 186
Fév.	90 764	3 933	214 930	3 660	5 686	228 209	318 973	49 744	10 944	60 688	379 661	100 284	479 945
Mars	91 343	4 610	220 057	3 656	5 686	234 009	325 352	49 994	11 042	61 036	386 388	100 436	486 824

(1) Comptes à terme et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôts souscrits par les particuliers et les entreprises non financières.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 6 - AGRÉGATS DE PLACEMENTS LIQUIDES (*)

(en millions de dirhams)

Date	Agrégat PL 1					Agrégat PL 2		Agrégat PL 3		Agrégat PL 4		Total Agrégats PL
	Bons du Trésor à 6 mois	Bons du Trésor négociables (1)	Billets de Trésorerie	Bons émis par les sociétés de financement	Total	Titres émis par les OPCVM monétaires(2)	Total	Titres émis par les OPCVM obligations court, moyen et long terme	Total	Titres émis par les OPCVM actions et les OPCVM diversifiés		
2000 Déc.	3 988	7 307	-	125	11 420	12 722	12 722	3 214	3 214	-	-	27 356
2001 Déc.	9 407	4 238	-	261	13 906	17 111	17 111	1 936	1 936	-	-	32 953
2002 Déc.	2 554	5 873	4	408	8 839	29 696	29 696	1 247	1 247	-	-	39 782
2003 Déc.	2 998	4 374	-	721	8 093	26 423	26 423	1 752	1 752	-	-	36 268
2004 Déc.	1 398	2 883	-	719	5 000	11 478	11 478	22 110	22 110	2 408	2 408	40 996
2005 Janv.	1 398	2 240	-	729	4 367	11 362	11 362	23 909	23 909	2 513	2 513	42 151
Fév.	1 398	3 242	-	726	5 366	11 075	11 075	23 996	23 996	2 363	2 363	42 800
Mars	1 398	3 510	-	715	5 623	11 354	11 354	23 146	23 146	2 377	2 377	42 500
Avril	1 398	2 247	-	715	4 360	13 677	13 677	22 314	22 314	2 395	2 395	42 746
Mai	1 398	2 230	51	715	4 394	11 157	11 157	23 631	23 631	2 464	2 464	41 646
Juin	1 398	2 507	51	714	4 670	8 928	8 928	20 873	20 873	2 258	2 258	36 729
Juil.	1 398	3 756	51	662	5 867	10 133	10 133	22 387	22 387	2 506	2 506	40 893
Août	1 398	2 704	51	658	4 811	11 830	11 830	24 738	24 738	2 440	2 440	43 819
Sept.	1 398	2 235	51	702	4 386	11 377	11 377	21 978	21 978	2 618	2 618	40 359
Oct.	1 398	2 188	65	701	4 352	10 981	10 981	23 128	23 128	2 423	2 423	40 884
Nov.	1 398	3 070	65	701	5 234	11 416	11 416	23 461	23 461	2 961	2 961	43 072
Déc.	943	3 830	65	701	5 539	9 369	9 369	23 065	23 065	3 069	3 069	41 042
2006 Janv.	943	3 628	65	695	5 331	10 479	10 479	23 680	23 680	3 733	3 733	43 223
Fév.	943	3 467	65	695	5 170	10 502	10 502	27 632	27 632	4 084	4 084	47 388
Mars	943	3 467	65	685	5 160	10 502	10 502	27 632	27 632	4 084	4 084	47 378

(*) Souscriptions des entreprises non financières et des particuliers. Les agrégats PL sont classés par ordre de proximité décroissante avec la monnaie.

(1) Encours des emprunts nationaux, des bons de privatisation et des bons du Trésor émis par adjudications .

(2) D'après l'article 4 de l'arrêté du ministre des finances et de la privatisation n° 2062-04 du 6/12/2004, les "OPCVM monétaires" sont ceux dont la totalité de l'actif, hors titres "d'OPCVM monétaires" et liquidités, est en permanence investi en titres de créances. De plus, au moins 50% de l'actif susvisé est en permanence investi en titres de créances créances de durée initiale ou résiduelle inférieure à un an.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 7 - CONTREPARTIES DE M 3

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)										Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽⁴⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)	
				Crédit intérieur global							Ressources à caractère non monétaire (à déduire)						
	Créances sur l'État				Concours à l'économie			Total (A+B+C)									
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)		de Bank Al-Maghrib	des banques ⁽³⁾		Total (B)	Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)				
2000 Déc.	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001 Déc.	99 264	2 685	101 949	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 875	240 981	342 930	-8 943	333 987
2002 Déc.	104 490	6 290	110 780	-4 584	76 923	8 358	80 697	9 747	216 474	226 221	7 312	314 230	60 011	254 219	364 999	-9 487	355 512
2003 Déc.	122 351	5 110	127 461	-7 185	77 123	8 599	78 537	11 477	234 531	246 008	8 196	332 741	58 774	273 967	401 428	-15 088	386 340
2004 Déc.	135 401	9 040	144 441	-7 977	72 033	8 609	72 665	11 302	251 441	262 743	9 349	344 757	57 114	287 643	432 084	-15 654	416 430
2005 Janv.	140 798	12 082	152 880	-17 987	73 937	8 569	64 519	11 295	257 331	268 626	9 405	342 550	52 828	289 722	442 602	-22 850	419 752
Fév.	142 230	10 711	152 941	-18 717	72 718	8 658	62 659	11 320	256 860	268 180	9 520	340 359	51 996	288 363	441 304	-22 276	419 028
Mars	143 813	9 985	153 798	-17 067	69 883	8 714	61 530	11 027	258 873	269 900	9 833	341 263	53 561	287 702	441 500	-18 558	422 942
Avril	141 450	10 411	151 861	-16 212	70 136	8 741	62 665	11 012	269 647	280 659	9 899	353 223	55 164	298 059	449 920	-20 362	429 558
Mai	137 337	12 820	150 157	-15 791	71 097	8 812	64 118	7 724	273 585	281 309	9 978	355 405	55 712	299 693	449 850	-14 451	435 399
Juin	133 968	15 901	149 869	-13 093	71 502	9 051	67 460	7 686	277 776	285 462	10 050	362 972	56 291	306 681	456 550	-15 237	441 313
Juil.	135 650	14 638	150 288	-10 121	70 982	9 221	70 082	7 703	282 320	290 023	10 090	370 195	60 415	309 780	460 068	-14 735	445 333
Août	142 071	13 803	155 874	-6 881	71 950	9 191	74 260	7 662	283 134	290 796	10 181	375 237	64 458	310 779	466 653	-15 587	451 066
Sept.	144 816	14 107	158 923	-9 539	72 031	9 263	71 755	7 680	288 430	296 110	10 267	378 132	63 967	314 165	473 088	-14 032	459 056
Oct.	144 409	12 216	156 625	-10 939	72 068	9 421	70 550	7 652	291 433	299 085	10 370	380 005	61 769	318 236	474 861	-13 989	460 872
Nov.	143 755	13 151	156 906	-9 733	73 977	9 365	73 609	7 681	288 633	296 314	10 483	380 406	58 620	321 786	478 692	-13 409	465 283
Déc.	150 227	15 672	165 899	-7 289	75 391	9 312	77 414	7 697	284 333	292 030	10 572	380 016	57 801	322 215	488 114	-13 357	474 757
2006 Janv.	152 124	14 602	166 726	-10 181	74 913	9 265	73 997	7 674	284 656	292 330	10 653	376 980	56 683	320 297	487 023	-9 837	477 186
Fév.	154 076	14 348	168 424	-13 123	75 493	9 346	71 716	7 733	281 895	289 628	10 944	372 288	50 593	321 695	490 119	-10 174	479 945
Mars	156 038	14 321	170 359	-11 240	72 608	9 342	70 710	7 650	285 172	292 822	11 042	374 574	47 089	327 485	497 844	-11 020	486 824

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'Etat et les concours à l'économie.

(3) Y compris les crédits accordés aux établissements publics.

(4) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 8 - AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib											Avoirs extérieurs nets des banques			Total des avoirs extérieurs nets	
	Avoirs extérieurs bruts							Engagements extérieurs				Total (I-II)	Avoirs extérieurs bruts (2)	Engagements extérieurs (3)		Total
	Or	Devises convertibles	D.T.S.	F.M.I. - Tranche de réserve	Souscription au capital du F.M.A. (1)	devises inconvertibles	Total (I)	Comptes des organismes internationaux	Autres engagements	Total (II)						
2000 Déc.	1 955	48 742	1 268	1 294	285	-	53 544	194	699	893	52 651	6 356	4 322	2 034	54 685	
2001 Déc.	1 957	95 214	1 426	1 294	300	-	100 191	194	733	927	99 264	6 566	3 881	2 685	101 949	
2002 Déc.	1 960	100 516	1 244	1 294	285	-	105 299	202	607	809	104 490	9 030	2 740	6 290	110 780	
2003 Déc.	1 960	119 029	983	1 294	268	-	123 534	200	983	1 183	122 351	8 713	3 603	5 110	127 461	
2004 Déc.	1 960	132 946	988	1 294	-	-	137 188	192	1 595	1 787	135 401	12 392	3 352	9 040	144 441	
2005 Janv.	1 960	138 414	948	1 294	-	-	142 616	192	1 626	1 818	140 798	15 792	3 710	12 082	152 880	
Fév.	1 960	139 779	944	1 294	-	-	143 977	192	1 555	1 747	142 230	14 314	3 603	10 711	152 941	
Mars	1 960	141 422	944	1 294	-	-	145 620	192	1 615	1 807	143 813	14 248	4 263	9 985	153 798	
Avril	2 590	138 589	883	1 294	-	-	143 356	192	1 714	1 906	141 450	14 265	3 854	10 411	151 861	
Mai	2 590	134 563	893	1 294	-	-	139 340	192	1 811	2 003	137 337	17 560	4 740	12 820	150 157	
Juin	2 590	131 281	897	1 294	-	-	136 062	196	1 898	2 094	133 968	20 051	4 150	15 901	149 869	
Juil.	2 590	133 120	835	1 294	-	-	137 839	196	1 993	2 189	135 650	19 034	4 396	14 638	150 288	
Août	2 590	139 459	836	1 294	-	-	144 179	192	1 916	2 108	142 071	17 547	3 744	13 803	155 874	
Sept.	2 590	142 528	792	1 294	-	-	147 204	192	2 196	2 388	144 816	17 985	3 878	14 107	158 923	
Oct.	2 590	142 147	723	1 294	-	-	146 754	192	2 153	2 345	144 409	16 016	3 800	12 216	156 625	
Nov.	2 590	141 653	727	1 294	-	-	146 264	192	2 317	2 509	143 755	16 683	3 532	13 151	156 906	
Déc.	2 590	148 002	728	1 321	-	-	152 641	197	2 217	2 414	150 227	20 213	4 541	15 672	165 899	
2006 Janv.	2 590	150 995	665	1 313	-	-	155 563	197	3 242	3 439	152 124	19 339	4 737	14 602	166 726	
Fév.	2 590	152 325	674	1 319	-	-	156 908	193	2 639	2 832	154 076	18 367	4 019	14 348	168 424	
Mars	2 590	153 847	616	1 309	-	-	158 362	193	2 131	2 324	156 038	18 180	3 859	14 321	170 359	

(1) A partir de décembre 2004, la souscription au Fonds Monétaire Arabe a été exclue des avoirs extérieurs et reclassée dans l'emploi du capital et des réserves.

(2) Il s'agit des avoirs en devises des banques et de leurs dépôts en devises chez leurs correspondants étrangers.

Les dépôts des banques en devises auprès de Bank Al-Maghrib, qui constituent des créances sur un établissement résident, sont exclus de leurs avoirs extérieurs.

(3) Il s'agit essentiellement des comptes créditeurs des correspondants étrangers auprès des banques et des dépôts en devises de leur clientèle.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 9 - CRÉANCES SUR L'ÉTAT

(en millions de dirhams)

Date	Créances de Bank Al-Maghrib									Portefeuille d'effets publics	Dépôts des banques auprès du Trésor	Total (II)	Total des entreprises non financières et des particuliers (3) (III)	Total des créances sur l'État (I+II+III)	
	Créances propres de Bank Al-Maghrib							Total des créances propres de Bank Al-Maghrib	Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire						Total (I)
	Avances à l'État (1)	Traites douanières et obligations cautionnées	Chèques présentés par le Trésor et pris à l'escompte	Dépôts de Bank Al-Maghrib auprès du Service des chèques postaux	Total brut	Avoirs liquides détenus par les comptables publics (2) (à déduire)									
2000 Déc.	13 750	-	1 450	33	15 233	806	14 427	1 606	16 033	61 633	96	61 729	8 172	85 934	
2001 Déc.	6 136	-	1 527	26	7 689	10 806	-3 117	-	-3 117	72 318	843	73 161	8 285	78 329	
2002 Déc.	5 500	-	1 200	38	6 738	11 322	-4 584	-	-4 584	75 179	1 744	76 923	8 358	80 697	
2003 Déc.	5 500	-	1 116	-	6 616	13 801	-7 185	-	-7 185	76 466	657	77 123	8 599	78 537	
2004 Déc.	5 500	769	961	-	7 230	15 207	-7 977	-	-7 977	71 770	263	72 033	8 609	72 665	
2005 Janv.	5 500	-	1 666	-	7 166	25 153	-17 987	-	-17 987	73 698	239	73 937	8 569	64 519	
Fév.	5 500	-	554	-	6 054	24 771	-18 717	-	-18 717	72 492	226	72 718	8 658	62 659	
Mars	5 500	-	1 100	-	6 600	23 667	-17 067	-	-17 067	69 692	191	69 883	8 714	61 530	
Avril	5 500	-	832	-	6 332	22 544	-16 212	-	-16 212	69 888	248	70 136	8 741	62 665	
Mai	5 500	-	1 416	-	6 916	22 707	-15 791	-	-15 791	70 845	252	71 097	8 812	64 118	
Juin	5 500	-	1 307	-	6 807	19 900	-13 093	-	-13 093	71 223	279	71 502	9 051	67 460	
Juil.	5 500	-	694	-	6 194	16 315	-10 121	-	-10 121	70 738	244	70 982	9 221	70 082	
Août	5 500	564	1 043	-	7 107	13 988	-6 881	-	-6 881	71 678	272	71 950	9 191	74 260	
Sept.	5 500	-	1 139	-	6 639	16 178	-9 539	-	-9 539	71 590	441	72 031	9 263	71 755	
Oct.	5 500	-	567	-	6 067	17 006	-10 939	-	-10 939	71 733	335	72 068	9 421	70 550	
Nov.	5 500	-	511	-	6 011	15 744	-9 733	-	-9 733	73 583	394	73 977	9 365	73 609	
Déc.	5 500	-	802	-	6 302	13 591	-7 289	-	-7 289	75 090	301	75 391	9 312	77 414	
2006 Janv.	5 500	-	1 214	-	6 714	16 895	-10 181	-	-10 181	74 570	343	74 913	9 265	73 997	
Fév.	5 500	-	692	-	6 192	19 315	-13 123	-	-13 123	75 104	389	75 493	9 346	71 716	
Mars	5 500	-	2 270	-	7 770	19 010	-11 240	-	-11 240	72 095	513	72 608	9 342	70 710	

(1) Avances conventionnelles et facilités de caisse.

(2) Billets et monnaies détenus par les comptables publics et compte créancier du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib.

(3) Contrepartie des comptes créditeurs à vue auprès du Service des chèques postaux et de la Trésorerie Générale du Royaume.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 10 - CONCOURS À L'ECONOMIE (*)

(en millions de dirhams)

Date	Concours à l'économie														
	Concours des banques													Crédits de Bank Al-Maghrib	Total
	Crédits accordés aux entreprises et aux particuliers							Concours aux sociétés de financement			Portefeuille de titres de placement des banques	Total			
	Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	Crédits à l'équipement	Crédits immobiliers	Crédits à la consommation	Créances diverses sur la clientèle	Créances en souffrance	Total	Crédits	Bons des sociétés de financement détenus par les banques	Total					
2000 Déc.	75 590	45 227	27 023	8 003	4 283	30 927	191 053	8 085	438	8 523	977	200 553	7 471	208 024	
2001 Déc.	72 440	45 371	30 699	8 283	3 396	35 699	195 888	11 125	1 013	12 138	621	208 647	8 304	216 951	
2002 Déc.	69 720	42 116	35 155	8 378	5 679	38 021	199 069	15 215	665	15 880	1 525	216 474	9 747	226 221	
2003 Déc.	68 848	47 789	39 472	9 492	6 143	43 224	214 968	16 302	889	17 191	2 372	234 531	11 477	246 008	
2004 Déc.	71 107	47 270	45 571	9 861	5 644	48 070	227 523	19 767	1 130	20 897	3 021	251 441	11 302	262 743	
2005 Janv.	70 573	51 819	45 813	10 080	5 459	48 868	232 612	20 409	1 096	21 505	3 214	257 331	11 295	268 626	
Fév.	70 740	51 535	46 467	10 008	5 167	49 028	232 945	20 090	1 079	21 169	2 746	256 860	11 320	268 180	
Mars	71 572	51 673	48 657	10 098	5 422	47 419	234 841	20 222	1 052	21 274	2 758	258 873	11 027	269 900	
Avril	80 624	51 470	48 152	10 149	5 700	48 904	244 999	20 936	1 055	21 991	2 657	269 647	11 012	280 659	
Mai	81 377	52 098	49 081	10 288	6 224	48 756	247 824	22 025	1 076	23 101	2 660	273 585	7 724	281 309	
Juin	84 369	53 876	50 187	10 597	6 101	48 953	254 083	21 648	1 094	22 742	951	277 776	7 686	285 462	
Juil.	85 842	54 391	51 606	10 742	6 015	48 554	257 150	22 953	1 088	24 041	1 129	282 320	7 703	290 023	
Août	83 756	55 099	53 181	10 728	5 943	48 407	257 114	23 338	1 045	24 383	1 637	283 134	7 662	290 796	
Sept.	86 418	55 660	54 516	10 880	5 781	48 229	261 484	23 456	1 112	24 568	2 378	288 430	7 680	296 110	
Oct.	87 940	54 589	55 169	10 829	5 435	48 377	262 339	23 501	1 180	24 681	4 413	291 433	7 652	299 085	
Nov.	87 454	53 903	55 917	10 715	4 931	48 417	261 337	22 841	1 484	24 325	2 971	288 633	7 681	296 314	
Déc.	83 542	53 854	56 902	10 723	7 121	45 291	257 433	22 385	1 511	23 896	3 004	284 333	7 697	292 030	
2006 Janv.	83 293	53 863	57 213	10 776	7 131	45 334	257 610	21 545	1 434	22 979	4 067	284 656	7 674	292 330	
Fév.	84 424	53 559	58 775	10 698	6 623	39 127	253 206	23 467	1 428	24 895	3 794	281 895	7 733	289 628	
Mars	85 393	53 437	59 907	10 852	7 170	38 540	255 299	23 862	1 271	25 133	4 740	285 172	7 650	292 822	

(*) La répartition des concours à l'économie est issue de la nouvelle situation comptable des banques élaborée depuis janvier 2000, date d'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 11 - AGRÉGATS DE MONNAIE ET DE PLACEMENTS LIQUIDES (1983 -2005) ^(*)

(en millions de dirhams)

Encours à fin décembre	Agrégat M 3							Agrégats de placements liquides				
	Agrégat M 2						M 3 = M 2 + Placements à terme ⁽²⁾	PL 1 ⁽³⁾	PL 2 ⁽⁴⁾	PL 3 ⁽⁵⁾	PL 4 ⁽⁵⁾	Total
	Agrégat M 1			Placements à vue ⁽¹⁾	M 2 = M 1 + Placements à vue	M 3 = M 2 + Placements à terme						
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale	Total									
1983	13 635	20 345	33 980	2 259	36 239	10 227	46 466	351	-	-	-	351
1984	14 770	22 305	37 075	2 744	39 819	11 373	51 192	359	-	-	-	359
1985	16 194	26 570	42 764	3 136	45 900	14 416	60 316	2 641	-	-	-	2 641
1986	18 694	31 361	50 055	4 160	54 215	15 851	70 066	6 229	-	-	-	6 229
1987	20 003	34 718	54 721	5 891	60 612	16 485	77 097	9 612	-	-	-	9 612
1988	21 913	40 335	62 248	7 573	69 821	18 867	88 688	10 308	-	-	-	10 308
1989	24 814	44 460	69 274	9 317	78 591	21 441	100 032	13 485	-	-	-	13 485
1990	29 543	53 115	82 658	11 491	94 149	24 883	119 032	15 739	-	-	-	15 739
1991	34 269	60 352	94 621	14 051	108 672	31 190	139 862	14 504	-	-	-	14 504
1992	35 744	64 939	100 683	14 913	115 596	37 467	153 063	15 564	-	-	-	15 564
1993	37 202	68 576	105 778	15 959	121 737	43 986	165 723	16 837	-	-	-	16 837
1994	41 021	76 163	117 184	18 685	135 869	47 464	183 333	21 849	-	-	-	21 849
1995	43 154	81 329	124 483	21 279	145 762	52 494	198 256	22 910	-	8	-	22 918
1996	46 447	84 346	130 793	23 466	154 259	57 283	211 542	23 158	220	1 696	-	25 074
1997	48 662	92 198	140 860	25 983	166 843	64 121	230 964	19 821	2 708	3 057	-	25 586
1998	50 644	99 628	150 272	29 523	179 795	65 114	244 909	18 488	9 154	6 590	-	34 232
1999	56 713	110 815	167 528	33 069	200 597	69 389	269 986	15 298	18 630	5 423	-	39 351
2000	58 169	123 094	181 263	35 240	216 503	76 281	292 784	11 420	12 722	3 214	-	27 356
2001	66 025	144 087	210 112	39 581	249 693	84 294	333 987	13 906	17 111	1 936	-	32 953
2002	69 556	159 522	229 078	43 097	272 175	83 337	355 512	8 839	29 696	1 247	-	39 782
2003	74 890	176 247	251 137	47 843	298 980	87 360	386 340	8 093	26 423	1 752	-	36 268
2004	79 715	196 056	275 771	52 918	328 689	87 741	416 430	5 000	11 478	22 110	2 408	40 996
2005	89 304	227 212	316 516	59 147	375 663	99 094	474 757	5 539	9 369	23 065	3 069	41 042

(*) Avoirs des personnes physiques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(1) Comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets auprès de la Caisse d'épargne nationale.

(2) Comptes et bons à échéance fixe auprès des banques et certificats de dépôt.

(3) Bons du Trésor à 6 mois émis dans le public et titres de créances négociables (bons du Trésor, bons de sociétés de financement et billets de trésorerie).

(4) Actifs émis par les OPCVM obligations .

(5) Actifs émis par les OPCVM actions et diversifiés.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 12 - CONTREPARTIES DE M 3 (1983 - 2005)

(en millions de dirhams)

Date	Avoirs extérieurs nets (I)			Crédit intérieur à caractère monétaire (II)										Total des contreparties de M 3 (I+II)	Solde des éléments divers ⁽³⁾	Agrégat M3 (Pour mémoire)	
	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total	Crédit intérieur global													
				Créances sur l'Etat				Concours à l'économie			Contrepartie des avoirs en comptes auprès de la C.E.N. ⁽²⁾ (C)	Total (A+B+C)	Ressources à caractère non monétaire (à déduire)				
				de Bank Al-Maghrib	des banques	des entreprises non financières et des particuliers ⁽¹⁾	Total (A)	de Bank Al-Maghrib	des banques	Total (B)							
1983	- 56	35	- 21	10 924	12 423	1 715	25 062	1 034	30 169	31 203	626	56 891	9 094	47 797	47 776	-1 310	46 466
1984	300	70	370	10 857	13 107	1 926	25 890	1 675	34 557	36 232	719	62 841	10 523	52 318	52 688	-1 496	51 192
1985	972	137	1 109	10 048	17 888	2 028	29 964	3 079	39 311	42 390	780	73 134	12 219	60 915	62 024	-1 708	60 316
1986	1 705	- 18	1 687	9 558	25 138	2 301	36 997	5 184	43 184	48 368	897	86 262	15 285	70 977	72 664	-2 598	70 066
1987	2 985	228	3 213	8 799	28 277	2 925	40 001	5 835	46 588	52 423	1 053	93 477	17 750	75 727	78 940	-1 843	77 097
1988	4 292	254	4 546	10 078	32 690	4 347	47 115	6 033	52 411	58 444	1 236	106 795	21 011	85 784	90 330	-1 642	88 688
1989	3 951	137	4 088	10 614	37 701	4 988	53 303	6 699	59 418	66 117	1 428	120 848	22 703	98 145	102 233	-2 201	100 032
1990	16 600	612	17 212	11 517	34 575	5 208	51 300	6 814	71 000	77 814	1 663	130 777	27 483	103 294	120 506	-1 474	119 032
1991	24 435	637	25 072	12 116	35 346	6 274	53 736	6 845	87 850	94 695	1 917	150 348	32 144	118 204	143 276	-3 414	139 862
1992	31 504	590	32 094	9 924	41 427	6 151	57 502	7 001	99 079	106 080	2 150	165 732	40 301	125 431	157 525	-4 462	153 063
1993	36 900	735	37 635	9 936	46 295	6 532	62 763	7 045	104 747	111 792	2 342	176 897	45 480	131 417	169 052	-3 329	165 723
1994	40 753	299	41 052	8 185	54 747	6 783	69 715	7 307	114 796	122 103	2 754	194 572	48 072	146 500	187 552	-4 219	183 333
1995	32 348	426	32 774	18 490	52 908	6 789	78 187	7 619	128 982	136 601	3 292	218 080	49 854	168 226	201 000	-2 744	198 256
1996	35 214	166	35 380	18 758	54 847	8 032	81 637	7 386	142 056	149 442	3 866	234 945	54 172	180 773	216 153	-4 610	211 543
1997	40 355	294	40 649	19 680	58 616	8 073	86 369	7 395	152 029	159 424	4 553	250 346	53 144	197 202	237 851	-6 887	230 964
1998	42 710	316	43 026	19 244	58 614	6 652	84 510	7 390	168 495	175 885	5 330	265 725	54 721	211 004	254 030	-9 121	244 909
1999	58 884	207	59 091	13 405	54 917	7 711	76 033	7 192	185 905	193 097	5 721	274 851	58 611	216 240	275 331	-5 345	269 986
2000	52 651	2 034	54 685	16 033	61 729	8 172	85 934	7 471	200 553	208 024	6 208	300 166	58 534	241 632	296 317	-3 533	292 784
2001	99 264	2 685	101 949	-3 117	73 161	8 285	78 329	8 304	208 647	216 951	6 576	301 856	60 875	240 981	342 930	-8 943	333 987
2002	104 490	6 290	110 780	-4 584	76 923	8 358	80 697	9 747	216 474	226 221	7 312	314 230	60 011	254 219	364 999	-9 487	355 512
2003	122 351	5 110	127 461	-7 185	77 123	8 599	78 537	11 477	234 531	246 008	8 196	332 741	58 774	273 967	401 428	-15 088	386 340
2004	135 401	9 040	144 441	-7 977	72 033	8 609	72 665	11 302	251 441	262 743	9 349	344 757	57 114	287 643	432 084	-15 654	416 430
2005	150 227	15 672	165 899	-7 289	75 391	9 312	77 414	7 697	284 333	292 030	10 572	380 016	57 801	322 215	488 114	-13 357	474 757

(1) Contrepartie des dépôts auprès de la Trésorerie générale et du Service des chèques postaux recensés dans la monnaie scripturale.

(2) Les ressources collectées par la Caisse d'épargne nationale sont déposées auprès de la C.D.G.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une répartition entre les créances sur l'État et les concours à l'économie.

(3) Excédent des autres éléments du passif du système bancaire sur les éléments de son actif.

Source : Bank Al-Maghrib.

I - 13 - MOUVEMENTS DE FONDS AUX GUICHETS DE BANK AL-MAGHRIB

(en millions de dirhams)

	2004			2005			2006		
	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes	Sorties	Entrées	Sorties ou entrées (-) nettes
Janvier	10 011	5 182	4 829	8 899	5 692	3 207	10 780	7 874	2 906
Février	4 179	7 550	-3 371	5 670	7 151	-1 481	6 488	7 645	-1 157
Mars	6 279	7 246	- 967	5 873	7 444	-1 571			
Avril	7 124	6 612	512	7 009	6 558	451			
Mai	5 793	6 507	- 714	7 204	7 056	148			
Juin	6 736	6 025	711	7 006	6 357	649			
Juillet	9 771	5 487	4 284	9 653	6 104	3 549			
Août	9 112	7 023	2 089	10 771	8 016	2 755			
Septembre	6 037	8 667	-2 630	6 993	8 728	-1 735			
Octobre	6 679	6 778	- 99	7 771	6 616	1 155			
Novembre	6 665	6 614	51	7 339	7 472	- 133			
Décembre	7 763	7 425	338	8 941	6 904	2 037			
Total	86 149	81 116	5 033	93 129	84 098	9 031			

Source : Bank Al-Maghrib.

**I - 14- MOUVEMENTS DES CHAMBRES DE COMPENSATION
ET DU SYSTEME INTERBANCAIRE MAROCAIN
DE TELECOMPENSATION (SIMT)**

(en millions de dirhams)

	Chèques (1)	Effets (1)	Virements	Total
Année 2000	421 060	52 611	318 634	792 305
" 2001	428 089	56 758	363 438	848 285
" 2002	443 012	59 486	368 619	871 117
" 2003	450 287	62 512	420 616	933 415
2004 Janvier	39 072	4 571	42 157	85 800
Février	31 530	4 796	46 431	82 757
Mars	42 150	6 620	40 312	89 082
Avril	42 397	5 595	39 531	87 523
Mai	39 869	5 559	37 010	82 438
Juin	42 613	5 729	41 533	89 875
Juillet	44 141	4 937	39 883	88 961
Août	43 156	6 568	48 200	97 924
Septembre	44 569	6 160	41 776	92 505
Octobre	40 479	5 262	40 910	86 651
Novembre	39 159	6 693	42 628	88 480
Décembre	51 137	6 383	66 432	123 952
2005 Janvier	42 249	5 534	49 124	96 907
Février	40 783	5 737	40 586	87 106
Mars	49 701	6 378	44 898	100 977
Avril	46 383	5 392	45 940	97 715
Mai	54 192	7 164	55 838	117 194
Juin	50 978	6 171	50 625	107 774
Juillet	51 519	5 341	53 607	110 467
Août	47 674	7 263	57 736	112 673
Septembre	49 358	7 001	57 342	113 701
Octobre	44 292	6 347	58 534	109 173
Novembre	42 501	6 498	52 094	101 093
Décembre	52 022	6 201	69 690	127 913

(1) Valeurs échangées déduction faite des rejets.

Source : Bank Al-Maghrib.

II- LIQUIDITÉ BANCAIRE ET TAUX D'INTÉRÊT

II - 1 - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB (*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾												Interventions de Bank Al-Maghrیب sur le marché monétaire								
	Monnaie "Banque centrale"							Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrیب	Swap de change	Concours de Bank Al-Maghrیب au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrیب	Autres facteurs	Total	Appels d'offres	Avances à 5 jours	Avances à 24 heures	Open market ⁽³⁾	Facilité de dépôt ⁽⁴⁾	Reprises de liquidités ⁽⁴⁾	Swap de change	Total ⁽⁵⁾
	Billets et monnaies	Comptes		Comptes de dépôt en devises des banques	Autres	Sous- total	Total														
		banques	Trésor ⁽²⁾																		
1998 Déc.	+418			-685	-56	-323	+253			-1 456	+365	+340	-821	+434	-11	+398					+821
1999 Déc.	-1 185			-438	-160	-1 783	-103			-513	-160	+565	-1 994	-	+265	+6	-588		+2 311		+1 994
2000 Déc.	-551			+636	-2 586	-55	-2 556	+2 869		-228	+31	-819	-703	-161	+234	-	+630		-		+703
2001 Déc.	-1 633	+386	-2 803	-4 050	-157	-133	-4 340	+3 650		-604	+151	-324	-1 467	-	+33	-14	-		+1 448		+1 467
2002 Déc.	-126	-4 069	+96	-4 099	+162	-98	-4 035	+1 179		-118	+257	-684	-3 401	-	-	+1	-		+3 400		+3 401
2003																					
Jan.	-60	-2 814	+998	-1 876	+60	-241	-2 057	-182		+574	+761	-263	-1 167	+70	+100	-3	-		+1 000		+1 167
Fév.	-2 210	+358	+1 542	-310	+85	-1 105	-1 330	-994		+235	-27	+447	-1 669	+835	+835	-1	-		-		+1 669
Mars	+1 436	+194	+771	+2 401	-	+377	+2 778	+397		-618	-17	-703	+1 837	-905	-935	+3	-		-		-1 837
Avril	-95	-124	-1 863	-2 082	-	-273	-2 355	-444		-250	-4	+49	-3 004	+2 443	+563	-2	-		-		+3 004
Mai	+80	-171	-379	-470	-	+1 694	+1 224	+104		+224	-1	-570	+981	-924	-56	-1	-		-		-981
Juin	-73	-3	-1 020	-1 096	-	+448	-648	+1 128		-279	+10	+840	+1 051	-544	-507	-	-		-		-1 051
Juillet	-2 802	-408	-4 279	-7 489	-	-329	-7 818	+6 677		+53	+1 207	-340	-221	-57	+275	+3	-		-		+221
Août	-3 797	-1 496	-4 463	-9 756	-	+480	-9 276	+9 942		+129	+1 017	-622	+1 190	-918	-275	+3	-		-		-1 190
Sept.	+1 214	-3 584	-941	-3 311	-	+160	-3 151	+3 568		-235	-487	+334	+29	+300	-	-4	-		-325		-29
Oct.	+1 076	-50	+2 295	+3 321	-	+44	+3 365	-927	+420	+242	-13	-157	+2 930	-300	-	+5	-		-2 215	-420	-2 930
Nov.	-48	-632	+2 214	+1 534	-	-80	+1 454	-542	+580	-251	+4	+54	+1 299	-	-	-6	-		-713	-580	-1 299
Déc.	+488	-279	-506	-297	-	-187	-484	+532	-223	+42	-9	+2	-140	-	-	+2	-		-85	+223	+140

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

(3) Achats (+) et cessions (-) de bons du Trésor sur le marché secondaire.

(4) Le signe (-) correspond à une ponction de liquidités et le signe (+) à une remise de liquidités.

(5) Le signe (+) correspond à une injection de monnaie centrale par Bank Al-Maghrیب et le signe (-) à une ponction.

Source : Bank Al-Maghrیب

II - 1 (suite) - ÉVOLUTION DES FACTEURS DE LA LIQUIDITÉ BANCAIRE ET DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB ^(*)

(en millions de dirhams)

	Facteurs de la liquidité bancaire ⁽¹⁾												Interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire ⁽³⁾								
	Monnaie "Banque centrale"							Avoirs nets de change de Bank Al-Maghrib	Swap de change	Concours de Bank Al-Maghrib au Trésor	Créances diverses de Bank Al-Maghrib	Autres facteurs	Total	Facilités à l'initiative de Bank Al-Maghrib				Facilités à l'initiative des banques		Total	
	Billets et monnaies	Comptes			Comptes de dépôt en devises des banques	Autres	Sous-total							Avances à 7 jours sur appels d'offres ⁽⁴⁾	Reprises de liquidités à 7 jours ⁽⁴⁾	Open market ⁽⁴⁾	Swap de change ⁽⁴⁾	Avances à 24 heures	Facilité de dépôt à 24 heures		
		banques	Trésor ⁽²⁾	Total																	
2005																					
Jan.	-3 128	+4 317	-8 409	-7 220	0	+2 086	-5 134	+7 390	-181	+1 159	-2 079	+1 155	0	+180	0	0	0	0	-1 335	-1 155	
Fév.	+477	-5 390	-3 533	-8 446	0	-467	-8 913	+1 311	-341	+15	-96	-8 024	+1 088	+601	0	0	+200	+6 135	+8 024		
Mars	+759	+2 645	+86	+3 490	0	-223	+3 267	+1 911	+63	+10	-185	+5 066	-1 088	-1 500	0	0	-200	-2 278	-5 066		
Avril	-210	-1 202	+1 284	-128	0	-459	-587	+863	+725	-965	+583	+619	0	+960	0	0	0	-1 579	-619		
Mai	+75	+359	+2 495	+2 929	0	-60	+2 869	-3 736	-635	-3 355	+4 304	-553	0	+290	0	0	0	+263	+553		
Juin	-546	-783	-1 941	-3 270	0	+520	-2 750	-6 565	-92	+3	+208	-9 196	+1 500	+250	0	0	+3 690	+3 756	+9 196		
Juillet	-2 273	-2 571	+5 187	+343	0	+201	+544	+205	+306	+104	-749	+410	+1 700	0	0	0	-2 110	0	-410		
Août	-4 239	+1 398	+2 729	-112	0	+89	-23	+5 277	-293	0	-11	4 950	-2 950	0	0	0	-1 580	-420	-4 950		
Sept.	+701	-2 356	-1 474	-3 129	0	-555	-3 684	+4 926	+160	+188	-524	+1 066	-250	0	0	0	0	-816	-1 066		
Oct.	+252	+957	-284	+925	0	-995	-70	+612	-231	+67	+674	+1 052	0	0	0	0	0	-1 052	-1 052		
Nov.	-1 331	-1 557	+343	-2 545	0	+469	-2 076	-915	0	+404	-300	+284	-2 603	0	0	0	+316	+2 288	+2 604		
Déc.	+224	-1 291	+881	-186	0	+262	+76	+2 294	0	-181	+308	-325	+2 172	0	0	0	-316	-1 856	-2 172		
2006																					
Jan.	-5 030	+3 208	+1 587	-235	0	+174	-61	+4 520	0	+147	+184	+274	+5 064	0	0	0	0	0	-5 064	-5 064	
Fév.	+1 389	-910	-3 575	-3 096	0	-1 202	-4 298	+2 326	0	-209	-16	-248	-2 445	0	0	0	0	0	+2 445	+2 445	
Mars	+261	-934	+623	-50	0	-491	-541	+2 306	0	+231	-181	+12	+1 827	0	0	0	0	0	-1 827	-1 827	

(*) Les montants correspondent aux variations des encours mensuels moyens eux-mêmes calculés à partir des encours hebdomadaires.

(1) Le signe (+) signifie un effet expansif et le signe (-) un impact restrictif sur la liquidité bancaire.

(2) Y compris le solde créditeur du Fonds Hassan II pour le développement économique et social.

(3) Le signe (+) correspond à une injection de liquidités et le signe (-) à un retrait de liquidités.

(4) A travers ces mécanismes, Bank Al-Maghrib vise à maintenir le taux interbancaire à un niveau proche du taux directeur.

Source : Bank Al-Maghrib

II - 2 - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2004 (moyenne quotidienne de la semaine)	Avances à 7 jours sur appels d'offres	Mécanismes de réglage fin de la liquidité			Facilité à l'initiative des banques		Avances à 24 heures		Total
		Open Market	Swap de change	Reprises de liquidités	Avances à 5 jours	Facilité de dépôts à 24 heures	A l'initiative des banques	Pour couverture des soldes débiteurs	
1er au 7 janvier	-	-	-500	-3 857	-	-79	-	1	-4 435
8 au 14 janvier	-	-	-500	-1 250	-	-429	-	0	-2 179
15 au 21 janvier	-	-	-500	-200	-	-1 009	-	1	-1 708
22 au 28 janvier	-	-	-500	-300	-	0	-	3	-797
29 janvier au 4 février	-	-	-500	-300	-	0	-	3	-797
5 au 11 février	-	-	-500	-1 100	-	-271	-	7	-1 864
12 au 18 février	-	-	-500	-1 300	-	-586	-	1	-2 385
19 au 25 février	-	-	-500	-750	-	-1 204	-	5	-2 449
26 février au 3 mars.....	-	-	-371	-400	-	-543	-	0	-1 314
4 au 10 mars.....	-	-	-200	-800	-	-3 239	-	7	-4 232
11 au 17 mars.....	-	-	-200	-1 120	-	-3 157	-	0	-4 477
18 au 24 mars.....	-	-	-200	-400	-	-1 939	-	0	-2 539
25 au 31 mars.....	-	-	-200	-250	-	-2 386	-	1	-2 835
1er au 7 avril	-	-	-200	-250	-	-4 201	-	1	-4 650
8 au 14 avril	-	-	-200	-1 950	-	-2 211	-	0	-4 361
15 au 21 avril	-	-	-1 500	-475	-	-2 545	-	0	-4 520
22 au 28 avril	-	-	-1 500	-356	-	-586	-	0	-2 442
29 avril au 5 mai.....	-	-	-1 500	-300	-	-1 854	-	1	-3 653
6 au 12 mai	-	-	-1 500	-420	-	-2 593	-	2	-4 511
13 au 19 mai	-	-	-1 500	-420	-	-4 021	-	3	-5 938
20 au 26 mai	-	-	-1 500	-460	-	-3 668	-	1	-5 627
27 mai au 2 juin.....	-	-	-1 443	-220	-	-4 057	-	2	-5 718
3 au 9 juin.....	-	-	-1 300	-340	-	-2 183	-	0	-3 823
10 au 16 juin.....	-	-	-1 300	-250	-	-836	-	2	-2 384
17 au 23 juin.....	-	-	-1 300	-290	-	-408	-	6	-1 992
24 au 30 juin	-	-	-1 300	-400	-	-233	-	1	-1 932
1er au 7 juillet.....	-	-	-1 300	-400	-	-3 950	-	1	-5 649
8 au 14 juillet.....	-	-	-1 300	-415	-	-1 679	-	2	-3 392
15 au 21 juillet.....	-	-	-	-415	-	-2 881	-	1	-3 295
22 au 28 juillet.....	-	-	-	-280	-	0	-	1	-279
29 juillet au 4 août.....	-	-	-	-210	-	0	-	3	-207
5 au 11 août.....	-	-	-	-330	-	-5 536	-	1	-5 865
12 au 18 août.....	-	-	-	0	-	-5 183	-	16	-5 167
19 au 25 août.....	-	-	-	-320	-	-3 990	-	2	-4 308
26 août au 1er septembre.....	-	-	-	-180	-	-3 624	-	5	-3 799
2 au 8 septembre.....	-	-	-	-406	-	-4 367	-	2	-4 771
9 au 15 septembre.....	-	-	-	-506	-	-6 311	-	2	-6 815
16 au 22 septembre.....	-	-	-	-598	-	-5 374	-	2	-5 970
23 au 29 septembre.....	-	-	-	-596	-	-4 861	-	1	-5 456
30 septembre au 6 octobre.....	-	-	-	-636	-	-4 759	-	3	-5 392
7 au 13 octobre.....	-	-	-	-700	-	-2 979	-	2	-3 677
14 au 20 octobre.....	-	-	-	-684	-	-3 344	-	5	-4 023
21 au 27 octobre.....	-	-	-	-720	-	-2 201	-	2	-2 919
28 octobre au 3 novembre.....	-	-	-	-700	-	-3 911	-	2	-4 609
4 au 10 novembre.....	-	-	-	-700	-	-1 223	-	2	-1 921
11 au 17 novembre.....	-	-	-	-700	238	-271	-	2	-731
18 au 24 novembre.....	-	-	-	-100	725	-853	-	9	-219
25 novembre au 1 ^{er} décembre.....	-	-	-	-500	-	-1 986	-	2	-2 484
2 au 8 décembre.....	-	-	-	-800	-	-3 039	-	1	-3 838
9 au 15 décembre.....	-	-	-	-800	-	-8 803	-	1	-9 602
16 au 22 décembre.....	-	-	-	-800	-	-7 642	-	9	-8 433
23 au 29 décembre.....	-	-	-	-663	-	-159	-	0	-822
30 décembre 2004 au 5 janv. 2005.....	-	-	-	-844	-	-4 013	-	2	-4 855

Source : Bank Al-Maghrif.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2005 (moyenne quotidienne de la semaine)	Facilités à l'initiative de Bank Al-Maghrib				Facilités à l'initiative des banques		Total
	Avances à 7 jours sur appels d'offres	Reprises de liquidités à 7 jours	Open Market	Swap de change	Avances à 24 heures	Facilité de dépôts à 24 heures	
30 déc. 04 au 05 janvier 2005 ...	-	-844	-	-	-	-3 759	-4 603
6 au 12 janvier	-	-800	-	-	3	-9 525	-10 322
13 au 19 janvier	-	-804	-	-	-	-8 399	-9 203
20 au 26 janvier	-	-800	-	-	-	-3 541	-4 341
27 janvier au 2 février	-	-	-	-	-	-	0
3 au 9 février	-	-	-	-	457	-	457
10 au 16 février	2 143	-	-	-	171	-	2 314
17 au 23 février	1 850	-	-	-	-	- 279	1 571
24 février au 2 mars.....	-	-	-	-	-	-	0
3 au 9 mars.....	-	-1 500	-	-	-	- 100	-1 600
10 au 16 mars.....	-	-1 500	-	-	-	-2 043	-3 543
17 au 23 mars.....	-	-2 000	-	-	-	-2 240	-4 240
24 au 30 mars.....	-	-1 000	-	-	-	-1 714	-2 714
31 mars au 6 avril	-	-1 000	-	-	-	-2 314	-3 314
7 au 13 avril	-	-700	-	-	-	-2 995	-3 695
14 au 20 avril	-	-500	-	-	-	-8 125	-8 625
21 au 27 avril	-	-500	-	-	-	-2 294	-2 794
28 avril au 4 mai.....	-	-	-	-	-	- 858	- 858
5 au 11 mai	-	-	-	-	-	-6 904	-6 904
12 au 18 mai	-	-500	-	-	-	-7 540	-8 040
19 au 25 mai	-	-500	-	-	-	-2 371	-2 871
26 mai au 1er juin.....	-	-	-	-	-	-	0
2 au 8 juin.....	-	-	-	-	2 730	-	2 730
9 au 15 juin.....	1 000	-	-	-	6 947	-	7 947
16 au 22 juin.....	2 500	-	-	-	3 674	-	6 174
23 au 29 juin	2 500	-	-	-	1 744	-	4 244
30 juin au 6 juillet.....	3 000	-	-	-	-	- 143	2 857
7 au 13 juillet.....	2 500	-	-	-	2 073	-	4 573
15 au 20 juillet.....	3 000	-	-	-	1 711	-	4 711
21 au 27 juillet.....	3 000	-	-	-	1 953	-	4 953
28 juillet au 3 août.....	4 500	-	-	-	-	-	4 500
4 au 10 août.....	-	-	-	-	-	-	0
11 au 17 août.....	-	-	-	-	-	-	0
18 au 24 août.....	-	-	-	-	-	-	0
25 au 31 août	1 000	-	-	-	53	- 186	867
1 ^{er} au 7 septembre.....	-	-	-	-	-	- 370	- 370
8 au 14 septembre.....	-	-	-	-	-	- 629	- 629
15 au 21 septembre.....	-	-	-	-	-	-5 113	-5 113
22 au 28 septembre.....	-	-	-	-	-	- 257	- 257
29 septembre au 5 octobre.....	-	-	-	-	-	- 357	- 357
6 au 12 octobre.....	-	-	-	-	-	-2 831	-2 831
13 au 19 octobre.....	-	-	-	-	-	-5 593	-5 593
20 au 26 octobre.....	-	-	-	-	-	-2 167	-2 167
27 octobre au 2 novembre.....	-	-	-	-	-	- 429	- 429
3 au 9 novembre.....	-	-	-	-	2	-	2
10 au 16 novembre.....	-	-	-	-	560	-	560
17 au 23 novembre.....	-	-	-	-	714	-	714
24 au 30 novembre.....	-	-	-	-	-	-	0
1 ^{er} au 7 décembre.....	-	-	-	-	-	- 714	- 714
8 au 14 décembre.....	-	-	-	-	-	- 971	- 971
15 au 21 décembre.....	-	-	-	-	-	-6 723	-6 723
22 au 28 décembre.....	-	-	-	-	-	-	0
29 déc. 05 au 4 janv. 2006.....	-	-	-	-	-	-3 133	-3 133

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 2 (suite) - AVANCES DE BANK AL-MAGHRIB SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(en millions de dirhams)

Année 2006 (moyenne quotidienne de la semaine)	Facilités à l'initiative de Bank Al-Maghrib				Facilités à l'initiative des banques		Total
	Avances à 7 jours sur appels d'offres	Reprises de liquidités à 7 jours	Open Market	Swap de change	Avances à 24 heures	Facilité de dépôts à 24 heures	
29 déc. 05 au 4 janv. 2006.....	-	-	-	-	-	-3 133	-3 133
5 au 11 janvier	-	-	-	-	-	-11 366	-11 366
12 au 18 janvier	-	-	-	-	-	-6 920	-6 920
19 au 25 janvier	-	-	-	-	-	-6 051	-6 051
26 janvier au 1er février	-	-	-	-	-	-1 714	-1 714
2 au 8 février	-	-	-	-	-	-6 429	-6 429
9 au 15 février	-	-	-	-	-	-5 943	-5 943
16 au 22 février	-	-	-	-	-	-4 157	-4 157
23 février au 1er mars.....	-	-	-	-	-	- 929	- 929
2 au 8 mars.....	-	-	-	-	-	-4 000	-4 000
9 au 15 mars.....	-	-	-	-	-	-7 156	-7 156
16 au 22 mars.....	-	-	-	-	-	-7 960	-7 960
23 au 29 mars.....	-	-	-	-	-	-2 017	-2 017
30 mars au 5 avril.....	-	-	-	-	-	-5 970	-5 970
6 au 12 avril.....	-	-	-	-	-	-4 940	-4 940
13 au 19 avril.....	-	-	-	-	-	-3 423	-3 423

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 3 - TAUX DES INTERVENTIONS DE BANK AL-MAGHRIB
SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
2003												
- 7 jours (appels d'offres)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
- 5 jours	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25
- Reprises de liquidités	-	-	-	-	-	-	-	-	3,25 ⁽¹⁾	3,25	3,25	3,25
2004												
- 7 jours (appels d'offres)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
- Swap de change												
- Reprises de liquidités (appels d'offres)	3,00	2,94	2,66	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
- 5 jours (à l'initiative des banques)	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25
- Facilité de dépôt à 24 heures	2,25 ⁽²⁾	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25
- 24 heures (à l'initiative des banques)	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25
- 24 heures (couverture des soldes débiteurs)	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25	10,25
2005												
- 7 jours (appels d'offres)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25
- Reprises de liquidités à 7 jours (appels d'offres)	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50
- 24 heures (à l'initiative des banques)	4,25 ⁽³⁾	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25	4,25
- Facilité de dépôt à 24 heures	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25
2006												
- 7 jours (appels d'offres)	3,25	3,25	3,25	3,25								
- Reprises de liquidités à 7 jours (appels d'offres)	2,50	2,50	2,50	2,50								
- 24 heures (à l'initiative des banques)	4,25	4,25	4,25	4,25								
- Facilité de dépôt à 24 heures	2,25	2,25	2,25	2,25								

(1) A compter du 22 septembre 2003, Bank Al-Maghrib a procédé à des opérations de reprises de liquidités sous forme d'emprunts à 24 heures.

(2) A compter du 7 janvier 2004, Bank Al-Maghrib a décidé d'instituer la facilité de dépôt à 24 heures à taux fixe, à l'initiative des banques.

(3) A compter de janvier 2005, Bank Al-Maghrib a procédé au remplacement des avances à 5 jours par les avances à 24 heures à l'initiative des banques.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 4 - TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE INTERBANCAIRE

(taux annuels en pourcentage)

Années	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2001												
- Taux de fin de mois	6,12	5,28	4,86	5,16	4,63	2,69	5,80	3,87	3,03	2,88	3,53	2,78
- Taux moyen	5,64	6,01	5,50	4,84	4,75	3,86	3,95	5,11	3,46	3,49	3,47	3,23
2002												
- Taux de fin de mois	2,82	3,17	1,94	3,03	3,15	2,46	3,59	2,65	3,64	2,46	3,14	3,29
- Taux moyen	2,96	3,13	3,21	3,60	2,98	2,84	2,83	2,77	3,09	2,77	2,72	2,94
2003												
- Taux de fin de mois	2,96	3,55	2,88	3,55	3,34	3,26	3,35	2,01	3,14	2,86	2,62	3,04
- Taux moyen	3,36	3,39	2,97	3,81	3,59	3,24	3,51	2,80	2,81	3,02	2,98	3,15
2004												
- Taux de fin de mois	2,97	2,69	2,25	2,27	2,25	2,32	2,39	2,30	2,25	2,29	2,30	2,27
- Taux moyen	2,72	2,74	2,29	2,28	2,26	2,36	2,31	2,39	2,27	2,29	2,43	2,32
2005												
- Taux de fin de mois	2,52	2,35	2,30	2,49	2,45	3,21	3,49	2,25	2,27	2,41	2,96	2,26
- Taux moyen	2,34	2,98	2,33	2,33	2,32	4,31	3,76	2,76	2,26	2,27	3,29	2,40
2006												
- Taux de fin de mois	2,68	2,83	2,30	2,77								
- Taux moyen	2,36	2,48	2,29	2,49								

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.1 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LES BANQUES

(taux annuels en pourcentage)

	Janvier - Juin 2002	Juillet- Déc. 2002	Janvier - Juin 2003	Juillet- Déc. 2003	Janvier - Juin 2004	Juillet- Déc. 2004	Janvier - Juin 2005	Juillet- Déc. 2005	Janvier - Juin 2006
Dépôts chez les banques									
- Comptes à vue ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Comptes sur carnets ⁽²⁾	3,95	3,42	2,15	2,95	2,49	2,35	2,27	2,28	2,57
- Autres comptes ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Non rémunérés.

(2) Taux minimum de rémunération. À compter de janvier 2005, il est égal au taux moyen pondéré des bons du Trésor à 52 semaines émis par adjudication, au cours du semestre précédent, diminué de 50 points de base.

(3) Taux libre.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.2 - TAUX DES DÉPÔTS CHEZ LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(taux annuels en pourcentage)

	Janvier - Juin 2002	Juillet- Déc. 2002	Janvier - Juin 2003	Juillet- Déc. 2003	Janvier - Juin 2004	Juillet- Déc. 2004	Janvier - Juin 2005	Juillet- Déc. 2005	Janvier - Juin 2006
Livrets de la Caisse d'épargne nationale ⁽¹⁾	3,70	3,50	2,65	2,36	2,30	2,10	1,55	1,50	1,45

(1) À partir de janvier 1998, le taux de rémunération des dépôts en comptes sur livrets de la Caisse d'épargne nationale est égal au taux moyen des bons du Trésor à 5 ans, émis par adjudication au cours du semestre précédent, minoré de 250 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 5.3 - TAUX DES BONS DU TRÉSOR A 6 MOIS ⁽¹⁾

(taux annuels en pourcentage)

Années	Bons à 6 mois ⁽²⁾
2003 1 ^{er} trimestre	2,90
2 ^{ème} trimestre	3,50
3 ^{ème} trimestre	3,90
4 ^{ème} trimestre	3,90
2004 1 ^{er} trimestre	3,70
2 ^{ème} trimestre	3,70
3 ^{ème} trimestre	3,00
4 ^{ème} trimestre	2,70
2005 1 ^{er} trimestre	2,60
2 ^{ème} trimestre	2,60
3 ^{ème} trimestre	2,60
4 ^{ème} trimestre	2,90
2006 1 ^{er} trimestre	2,90
2 ^{ème} trimestre	2,90

(1) Émission permanente.

(2) À compter de juillet 2002, le taux de rémunération des bons à 6 mois est égal au taux moyen des bons du Trésor à 26 semaines, émis par adjudication au cours du trimestre précédent, majoré de 25 points de base.

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5. 4 - TAUX CRÉDITEUR MOYEN PONDÉRÉ DES DÉPÔTS
À 6 MOIS ET 1 AN**
(taux annuels en pourcentage)

Années	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois	Taux moyen pondéré des dépôts à 1 an	Taux moyen pondéré des dépôts à 6 mois et 1 an
2004			
Janvier	3,34	4,04	3,71
Février	3,29	3,63	3,47
Mars	3,42	3,68	3,53
Avril	3,25	3,76	3,52
Mai	3,16	3,61	3,41
Juin	3,16	3,53	3,33
Juillet.....	3,09	3,47	3,31
Août	3,20	3,53	3,43
Septembre.....	3,21	3,52	3,40
Octobre.....	3,27	3,48	3,37
Novembre	3,29	3,53	3,40
Décembre	3,29	3,48	3,38
2005			
Janvier	3,16	3,50	3,34
Février	3,12	3,50	3,33
Mars	3,17	3,51	3,35
Avril	3,14	3,50	3,35
Mai	3,31	3,58	3,46
Juin	3,37	3,51	3,42
Juillet.....	3,30	3,47	3,39
Août	3,16	3,56	3,47
Septembre.....	3,24	3,50	3,42
Octobre.....	3,19	3,50	3,38
Novembre	3,31	3,54	3,43
Décembre	3,29	3,61	3,48
2006			
Janvier	3,19	3,61	3,64
Février	3,25	3,57	3,43
Mars	3,23	3,59	3,43

Source : Bank Al-Maghrib.

**II - 5.5 - TAUX MOYEN PONDÉRÉ DES BONS DU TRÉSOR
ÉMIS PAR ADJUDICATION**
(taux annuels en pourcentage)

Années		Bons à 13 semaines	Bons à 26 semaines	Bons à 52 semaines	Bons à 2 ans	Bons à 5 ans	Bons à 10 ans	Bons à 15 ans	Bons à 20 ans
2001	Décembre.....	-	-	4,64	5,30	6,18	6,74	7,13	-
2002	Décembre.....	2,46	2,61	2,74	3,77	4,84	5,89	6,48	-
2003	Décembre.....	3,35	3,50	3,79	4,04	5,00	-	5,89	-
2004	Janvier	-	3,20	3,56	-	4,81	-	5,86	-
	Février	3,04	3,15	3,38	3,75	4,58	5,22	5,82	-
	Mars	2,95	3,04	3,22	3,68	4,53	5,21	5,82	-
	Avril	-	2,79	3,00	3,60	4,48	5,20	5,80	6,10
	Mai.....	-	-	2,93	3,51	4,36	5,17	5,77	-
	Juin	2,40	2,50	2,75	-	4,21	5,07	5,69	-
	Juillet	2,37	-	2,63	3,10	4,09	4,97	5,59	6,07
	Août.....	2,42	2,45	2,80	3,09	4,01	4,95	5,57	6,08
	Septembre.....	2,36	2,40	2,76	-	3,95	4,91	5,55	-
	Octobre.....	2,27	2,35	2,62	3,00	4,00	4,89	5,52	6,08
	Novembre.....	2,28	2,34	2,75	3,00	4,00	4,89	5,51	6,08
	Décembre.....	-	-	2,75	-	4,04	4,89	5,51	6,10
2005	Janvier	2,34	2,40	2,86	3,05	4,04	4,92	5,51	6,10
	Février	-	-	2,78	-	4,04	4,89	5,49	6,08
	Mars	-	-	-	-	4,00	4,82	5,41	-
	Avril	-	-	2,69	-	-	4,76	5,34	6,00
	Mai.....	-	-	2,66	3,04	3,95	4,75	5,32	6,00
	Juin	-	-	-	-	3,98	4,74	5,29	5,98
	Juillet	-	-	-	-	3,98	4,74	5,30	-
	Août.....	2,55	2,68	3,07	-	3,93	4,77	5,33	-
	Septembre.....	-	-	3,08	-	3,95	4,76	5,35	6,00
	Octobre.....	-	-	3,03	-	3,91	4,73	5,32	5,97
	Novembre.....	-	-	2,98	-	3,95	4,73	5,27	5,93
	Décembre.....	-	-	-	3,31	3,95	4,74	5,28	-
2006	Janvier	-	-	-	-	3,94	4,65	5,20	5,76
	Février	2,65	-	3,03	-	3,90	4,47	-	-
	Mars	-	-	3,09	3,29	3,88	4,40	-	-

**II - 5.6 - TAUX DES BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS
SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE ⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Bons et obligations émis par certains établissements financiers et non financiers	2002	2003	2004	2005				2006
				1er trim.	2ème trim.	3ème trim.	4ème trim.	1er trim.
à 3 ans	4,75-7,50	-	5,15	-	-	-	-	-
à 5 ans	6,35	4,50 ⁽³⁾ -5,90	4,60-5,54	-	-	4,92	-	-
à 7 ans	-	-	5,46	4,54	5,55	-	-	-
à 8 ans	-	-	-	-	-	-	-	-
à 10 ans.....	-	-	-	-	-	-	-	5,45
à 15 ans.....	6,95	6,10-6,20 ⁽²⁾	5,32 ⁽²⁾ -6,95	-	-	-	-	-
à 25 ans.....	-	-	-	-	-	-	4,16	-

(1) Taux des dernières émissions.

(2) Obligations garanties par l'Etat.

(3) Obligations subordonnées

Source : Bank Al-Maghrib.

II- 5. 7 - TAUX D'INTÉRÊT OFFERTS SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(taux annuels en pourcentage)

	2004	2005												2006		
		Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv	Fév.	Mars
Certificats de dépôt																
A 10 jours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 6 mois à 12 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 12 mois à 18 mois non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,55	-	-	3,55
De 18 mois à 2 ans non inclus.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 2 ans à 3 ans non inclus.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	-	-	-	-	3,85	-	-	-	-	-	-	-	4,10	-	-	4,00
De 5 ans à 7 ans non inclus.....	-	-	-	-	4,60	-	-	-	-	-	-	-	4,60	-	-	4,45
A 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons de sociétés de financement																
De plus de 2 ans à 3 ans non inclus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,41	-
De 3 ans à 5 ans non inclus	3,79-5,80	3,90-4,50	4,45-4,65	4,06-4,71	4,80	-	4,23	-	-	4,30-4,74	4,80	4,40	-	4,13	4,48	-
De 5 ans à 7 ans non inclus	5,30-6,03	5,20	5,15	-	-	-	-	-	-	4,85	-	-	-	-	-	-
A 7 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets de trésorerie																
De plus de 10 jours à 3 mois non inclus	2,75-3,50	-	-	3,30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
De 3 mois à 6 mois non inclus	2,85-3,60	2,95	3,05-3,25	3,25-3,35	-	-	3,00	-	3,15	3,30-3,37	3,15	3,40	3,30-3,40	3,55-3,60	3,28-3,50	3,35-3,60
De 6 mois à 1 an non inclus	3,15-3,50	3,10	3,07-3,30	3,25	2,75-3,45	3,55	-	-	3,60	3,30-3,55	3,00-3,75	3,55	-	3,70	-	3,30-3,75
A 1 an	-	-	-	-	-	3,10	-	3,50	-	3,90	3,45	-	-	-	-	3,75

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 6. 1- TAUX DE BASE BANCAIRES

	Mi-février - Avril 1996	Mai 1996 - Septembre 1997	Octobre 1997 - Avril 1998	Mai 1998 - Novembre 1999	À partir de décembre 1999
Taux de base bancaires					
- Crédits à l'exportation	8,75	8,50	8,00	7,50	7,50 - 7,00 ⁽²⁾
- Crédits à court terme	9,75	9,75	9,25	8,00 - 7,75 ⁽¹⁾	8,00 - 7,25 ⁽²⁾
- Crédits à moyen terme	10,50	10,00	9,50	8,25	8,25 - 7,25 ⁽²⁾⁽³⁾
- Crédits à long terme	11,25	10,75	10,25	9,00	9,00 - 8,25 ⁽²⁾⁽³⁾

(1) En juin 1999, une banque de la place a réduit de 0,25 point le taux de base des crédits à court terme.

(2) En décembre 1999, une banque de la place a réduit de 0,5 point ses taux de base, tandis qu'une banque a abaissé de 50 points de base les taux des crédits à moyen et long termes.

(3) En avril 2002, une banque de la place a ramené le taux des crédits à moyen terme à 7,25% et celui des crédits à long terme à 8,25%.

II - 6.2 - TAUX DÉBITEURS BANCAIRES MINIMUMS ET MAXIMUMS

(taux annuels en pourcentage)

Année 2001	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00	7,50	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25	7,50	13,25
- Crédits à long terme	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25	8,50	13,25
Année 2002	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	13,25	7,00	12,75
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,50	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00	7,00	12,00
- Autres crédits à moyen terme	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,25	7,25	13,00
- Crédits à long terme	8,00	13,25	8,00	12,00	8,00	12,00	8,00	12,00
Année 2003	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,00	12,75	7,00	12,75	7,00	12,75	7,00	12,00
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,00	12,00	7,00	12,00	7,00	11,50	7,00	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,00	12,50	7,00	12,50	7,00	12,00	7,25	12,00
- Crédits à long terme	8,00	12,00	8,00	12,00	8,00	12,00	7,50	12,50
Année 2004	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,00	11,50	7,00	11,50	7,00	11,50	7,00	11,50
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,00	11,00	7,00	11,00	7,00	11,00	7,00	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,25	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00
- Crédits à long terme	7,50	12,50	7,50	12,50	7,50	12,50	7,50	12,50
Année 2005	1er trimestre		2e trimestre		3e trimestre		4e trimestre	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
- Crédits à l'exportation	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00	7,00	10,00
- Autres crédits à court terme	7,00	11,50	7,00	11,50	7,00	11,50	7,00	11,50
- Crédits à moyen terme (PME/PMI)	7,00	11,00	7,00	11,00	7,00	11,00	7,00	11,00
- Autres crédits à moyen terme	7,25	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00	7,25	12,00
- Crédits à long terme	7,50	12,50	7,50	12,50	7,50	12,50	7,50	12,50

**II - 6.3 - TAUX MAXIMUM DES INTÉRÊTS CONVENTIONNELS
DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT⁽¹⁾**
(taux annuels en pourcentage)

Périodes Taux	Oct. 2000 - Mars 2001	Avril - Septembre 2001	Oct. 2001 - Mars 2002	Avril - Septembre 2002	Oct. 2002 - Mars 2003	Avril - Septembre 2003	Oct. 2003 - Mars 2004	Avril - Septembre 2004	Oct. 2004 - Mars 2005	Avril - Septembre 2005	Oct. 2005 - Mars 2006	Avril - Septembre 2006
Taux moyen des banques	9,03	9,09	9,13	8,87	8,60	8,48	8,08	8,09	7,88	7,83	7,60	7,56
Taux moyen des sociétés de financement	14,96	14,21	13,36	13,14	13,23	12,89	12,76	12,72	12,35	12,10	11,86	11,40
TMP ^(*) de l'ensemble des établissements de crédit	9,66	9,66	9,65	9,46	9,19	9,13	8,76	8,72	8,48	8,38	8,15	8,04
Taux maximum des intérêts conventionnels	15,46	15,46	15,44	15,14	14,70	14,61	14,02	13,95	13,57	13,41	13,04	12,90

(*) Taux moyen pondéré (T.M.P).

(1) TMP des établissements de crédit multiplié par 1,60 (au lieu de 1,70 auparavant).

Source : Bank Al-Maghrib.

II - 7 - TAUX DES CONCOURS DE BANK AL-MAGHRIB À L'ÉTAT
(taux annuels en pourcentage)

	Mars 2003	Juin 2003	Sept. 2003	Déc. 2003	Mars 2004	Juin 2004	Sept. 2004	Déc. 2004	Mars 2005	Juin 2005	Sept. 2005	Déc. 2005	Mars. 2006
Concours à l'État													
Avance conventionnelle.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances sur traites douanières et sur obligations cautionnées ⁽²⁾	3,25 ⁽³⁾	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25

(1) Concours gratuits.

(2) Ce taux a été aligné sur le taux des avances à 7 jours sur appels d'offres à partir du 7 septembre 1999.

(3) A partir du 26 décembre 2002.

Source : Bank Al-Maghrib.

III- SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

**III - 1 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

(en millions de dirhams)

	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	Décembre 2004
EMPLOIS					
Immobilisations	304	327	343	438	567
Crédits	17 934	18 727	19 909	21 570	23 322
Débiteurs divers et comptes de régularisation	411	386	476	434	501
Avoirs liquides	381	394	361	321	757
Total	19 030	19 834	21 089	22 763	25 147
RESSOURCES					
Fonds propres et assimilés	2 537	2 774	2 860	2 972	3 080
Provisions	2 379	2 354	2 864	3 661	4 029
Dettes de financement	6 602	8 702	9 958	11 130	11 785
Créditeurs divers et comptes de régularisation	1 417	817	1 007	1 324	1 726
Comptes de trésorerie	6 095	5 187	4 400	3 676	4 527
Total	19 030	19 834	21 089	22 763	25 147

Source : Bank Al-Maghrib.

**III - 2 - EMPLOIS ET RESSOURCES DES SOCIÉTÉS
DE CRÉDIT-BAIL**

(en millions de dirhams)

	Décembre 2000	Décembre 2001	Décembre 2002	Décembre 2003	Décembre 2004
EMPLOIS					
Immobilisations	54	59	60	82	87
Crédits	9 209	10 916	12 496	13 750	15 454
Débiteurs divers et comptes de régularisation	71	196	131	148	184
Avoirs liquides	29	21	227	88	87
Total	9 363	11 192	12 914	14 068	15 812
RESSOURCES					
Fonds propres et assimilés	1 237	1 244	1 267	1 216	1 269
Provisions	690	850	1 095	1 253	1 398
Dettes de financement	5 777	6 972	8 116	8 775	10 825
Créditeurs divers et comptes de régularisation	594	704	1 003	1 245	1 075
Comptes de trésorerie	1 065	1 422	1 433	1 579	1 245
Total	9 363	11 192	12 914	14 068	15 812

Source : Bank Al-Maghrib.

IV- ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

IV - 1 - INDICATEURS D'ACTIVITÉ DES OPCVM

123

Situation au	Nombre d'OPCVM				Actif net (en millions de dirhams)				Nombre de parts et actions en circulation (PAC)				Indices de performance			
	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Total	Actions	Obligations	Diversifiés	Moyenne
27/12/2002	42	84	34	160	2 791,5	64 305,8	2 416,0	69 513,3	2 979 281	43 001 733	2 884 851	48 865 865	108,83	157,65	140,18	155,08
26/12/2003	44	90	35	169	2 430,8	61 903,7	3 411,9	67 746,4	2 590 084	40 852 493	2 628 378	46 070 955	139,73	164,13	160,52	163,07
26/03/2004	45	93	35	173	3 499,9	69 034,1	3 617,0	76 151,0	3 211 964	46 210 046	2 573 484	51 995 494	158,51	166,92	172,85	166,82
02/07/2004	45	95	34	174	3 561,2	71 902,6	3 417,8	78 881,6	3 199 110	48 731 168	2 295 723	54 226 001	160,05	169,64	175,63	169,47
01/10/2004	45	98	34	177	3 680,2	76 805,0	3 540,7	84 025,9	3 333 575	50 782 071	2 379 267	56 494 913	161,12	171,88	177,87	171,66
31/12/2004	45	102	34	181	3 733,2	73 853,5	3 450,7	81 037,4	3 418 243	52 912 958	2 325 138	58 656 339	156,23	173,22	177,69	172,63
04/02/2005	45	103	34	182	3 941,9	74 107,1	3 476,5	81 525,5	3 804 555	52 021 962	2 326 535	58 153 052	157,18	173,98	178,81	173,38
04/03/2005	45	103	34	182	3 756,7	75 605,8	3 340,0	82 702,5	3 660 613	52 102 367	2 308 037	58 071 017	151,33	174,60	175,80	173,59
01/04/2005	45	103	34	182	3 692,9	75 891,7	3 335,0	82 919,6	3 618 469	52 103 861	2 320 205	58 042 535	149,46	175,43	174,94	174,25
29/04/2005	45	102	35	182	3 795,6	79 366,5	3 676,5	86 838,6	3 620 841	50 978 979	2 597 148	57 196 968	153,69	176,08	177,32	175,15
03/06/2005	45	102	35	182	4 024,2	80 398,7	3 747,0	88 169,9	3 477 937	51 888 010	2 578 387	57 944 334	161,92	176,79	181,47	176,31
01/07/2005	45	103	35	183	4 078,7	71 828,1	3 826,5	79 733,3	3 395 739	47 850 114	2 601 251	53 847 104	163,78	177,02	183,74	176,68
29/07/2005	45	103	35	183	4 305,1	72 865,1	3 924,4	81 094,6	3 401 237	49 010 480	2 595 898	55 007 615	181,38	178,04	193,73	178,98
02/09/2005	45	103	35	183	4 419,7	77 362,3	4 003,6	85 785,6	3 376 976	50 911 464	2 587 744	56 876 184	190,61	178,44	197,98	179,98
30/09/2005	45	103	35	183	4 166,4	74 744,3	3 927,7	82 838,4	3 242 052	50 467 036	2 526 623	56 235 711	186,64	178,89	195,98	180,09
28/10/2005	45	103	35	183	4 260,4	78 761,0	3 995,9	87 017,3	3 245 258	53 086 476	2 530 835	58 862 569	207,38	181,02	208,02	182,85
25/11/2005	45	103	35	183	4 493,9	80 244,5	4 114,6	88 853,0	3 282 312	53 824 158	2 537 115	59 643 585	218,22	181,67	213,35	184,30
30/12/2005	45	105	35	185	4 567,2	77 838,1	4 069,4	86 474,7	3 678 627	53 670 280	2 524 254	59 873 161	217,25	184,57	211,73	184,17
03/02/2006	45	107	35	187	5 857,3	82 120,9	4 592,5	92 570,7	4 496 226	53 788 728	2 563 579	60 848 533	242,84	-	223,95	-
03/03/2006	46	107	34	187	6 307,3	86 087,7	4 742,6	97 137,6	4 732 230	55 784 507	2 624 358	63 141 095	256,16	-	231,35	-
31/03/2006	46	107	34	187	6 711,8	87 922,3	4 806,8	99 440,9	4 819 019	66 420 868	2 600 141	73 840 028	268,88	-	235,85	-

Source : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

IV - 2 -EMPLOIS ET RESSOURCES CONSOLIDÉS DU "GROUPE C.D.G."(*)

(en millions de dirhams)

	2000		2001		2002		2003		2004		2005
	Juin	Déc.	Juin								
EMPLOIS											
.Avoirs liquides	175	2	112	5	46	366	2	85	1 530	18	0
.Créances sur les banques	1 528	1 401	1 252	1 446	1 434	1 259	809	1 736	27	1 918	47
(dont: certificats de dépôts)	(1 012)	(982)	(875)	(846)	(1 005)	(238)	(436)	(110)	(15)	(30)	(26)
.Créances sur le Trésor	33 345	34 514	37 669	38 308	40 301	42 408	49 746	50 421	58 918	57 674	62 217
.Crédits à l'économie	709	565	599	777	1 430	2 443	2 694	4 839	6 431	7 024	5 927
.Titres de placement et de participation	13 610	13 446	13 727	13 098	15 022	16 368	17 747	16 773	18 518	18 222	18 891
.Titres de participation	1 990	2 344	2 719	2 893	4 297	5 614	5 867	5 586	5 726	5 538	6 432
.Titres de placement	11 620	11 102	11 008	10 205	10 725	10 754	11 880	11 187	12 792	12 684	12 459
(dont: bons des sociétés de financement)	(476)	(182)	(206)	(169)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(85)	(76)
.Emplois divers	5 025	6 269	7 373	6 365	7 083	8 896	10 693	10 339	10 368	10 778	9 558
TOTAL	54 392	56 197	60 732	59 999	65 316	71 740	81 691	84 193	95 792	95 634	96 640
RESSOURCES											
.Dépôts à la C.D.G.	27 702	27 877	29 377	29 240	30 910	33 097	34 519	35 144	40 518	39 281	40 159
.Dépôts de la C.N.S.S.	13 287	13 537	13 542	14 017	14 017	14 674	14 491	15 108	15 429	15 725	16 526
.Dépôts de la C.E.N.	5 636	5 906	6 009	6 212	6 416	6 808	7 113	7 378	7 878	8 384	8 771
.Fonds du travail	2 453	2 578	2 590	2 722	2 819	2 850	2 867	3 043	2 940	2 993	3 035
.Cautionnements et consignations	1 295	1 395	1 696	1 636	1 657	1 668	1 703	1 751	1 794	1 873	1 905
. Autres dépôts ⁽¹⁾	5 031	4 461	5 540	4 653	6 001	7 097	8 345	7 864	12 477	10 306	9 922
.Fonds et réserves techniques de la C.N.R.A. et du R.C.A.R.	17 936	19 370	19 370	20 135	21 213	21 385	26 606	26 606	34 458	34 698	39 326
.Fonds propres et provisions	3 688	5 704	5 240	5 787	5 910	6 156	6 434	7 275	8 042	7 823	7 801
.Fonds propres ⁽²⁾	2 797	3 053	3 059	3 199	3 206	3 335	3 717	3 885	4 298	4 510	5 042
.Provisions	891	2 651	2 181	2 588	2 704	2 821	2 717	3 390	3 744	3 313	2 759
.Ressources diverses	5 066	3 246	6 745	4 837	7 283	11 102	14 132	15 168	12 774	13 832	9 354
TOTAL	54 392	56 197	60 732	59 999	65 316	71 740	81 691	84 193	95 792	95 634	96 640

(*) Caisse de dépôt et de gestion (CDG), Caisse nationale de retraites et d'assurances (CNRA) et Régime collectif d'allocation et de retraite (RCAR).

(1) Déposants divers, dépôts des notaires, secrétaires greffiers, Fonds de garantie automobile, dépôts des filiales et autres dépôts et comptes bloqués

(2) Capital , dotations et réserves.

Source : BANK AL-MAGHRIB

IV - 3 - ÉVOLUTION DES DÉPÔTS À LA CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE

(en millions de dirhams)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1995	2 787	2 804	3 044	3 058	3 076	3 097	3 122	3 145	3 174	3 219	3 254	3 292
1996	3 333	3 363	3 601	3 609	3 629	3 640	3 669	3 697	3 730	3 780	3 820	3 866
1997	3 905	3 927	4 214	4 245	4 257	4 285	4 315	4 342	4 395	4 467	4 509	4 553
1998	4 611	4 990	5 004	5 057	5 095	5 109	5 135	5 165	5 208	5 271	5 297	5 330
1999	5 369	5 402	5 662	5 627	5 617	5 609	5 615	5 634	5 654	5 687	5 707	5 721
2000	5 777	6 082	6 084	6 071	6 102	6 097	6 099	6 115	6 139	6 177	6 185	6 208
2001	6 245	6 238	6 272	6 281	6 413	6 391	6 383	6 374	6 415	6 470	6 499	6 576
2002	6 642	6 681	6 723	6 760	6 779	6 789	6 812	6 830	6 890	7 197	7 236	7 312
2003	7 377	7 431	7 488	7 555	7 550	7 810	7 835	7 874	7 941	8 015	8 059	8 196
2004	8 236	8 392	8 691	8 779	8 842	8 901	8 945	9 023	9 120	9 211	9 246	9 349
2005	9 405	9 520	9 833	9 899	9 978	10 050	10 090	10 181	10 267	10 370	10 483	10 572
2006	10 653	10 944	11 042									

Source : Barid Al-Maghrib.

IV - 4 - BILAN DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

(en millions de dirhams)

ACTIF	2001	2002	2003	2004	PASSIF	2001	2002	2003	2004
ACTIF IMMOBILISÉ	49 364,54	52 991,51	57 439,47	60 493,76	FINANCEMENT PERMANENT	58 715,24	63 954,44	68 141,21	71 532,05
- Immobilisations en non-valeurs	123,89	121,61	72,40	137,09	- Capitaux propres et assimilés	10 434,66	9 004,31	10 000,68	10 374,15
- Immobilisations incorporelles	505,58	520,07	510,88	1 498,60	. Capital social ou fonds d'établissement	4 502,95	4 601,16	4 850,62	4 502,47
- Immobilisations corporelles	502,87	464,26	438,56	476,52	. Réserves	-	-	-	-
- Immobilisations financières (autres que placements)	3 404,56	4 079,23	4 381,27	4 161,55	. Report à nouveau	-	-	-	-
- Placements affectés aux opérations d'assurance	44 827,64	47 806,34	52 036,37	54 220,00	. Résultat net de l'exercice	926,70	- 337,02	2 233,97	1 615,71
. Placements immobiliers	2 756,31	2 994,72	2 862,03	3 194,94	. Autres capitaux propres et assimilés	29,59	13,03	41,37	30,17
. Obligations et bons	13 177,29	14 960,32	15 923,25	15 686,98	- Dettes de financement	603,58	1 429,62	1 117,43	774,30
. Actions et parts sociales	25 918,83	27 068,59	30 842,01	33 038,62	- Prov.durables pour risques et charges	214,98	269,38	373,22	610,41
. Titres de créances négociables	-	-	-	-	- Provisions techniques brutes	47 432,42	53 238,10	56 608,50	59 743,02
. Prêts et effets assimilés	434,58	506,94	486,08	588,04	. Provisions mathématiques vie	19 799,05	22 581,61	24 469,22	25 975,17
. Autres placements	2 540,63	2 275,77	1 923,01	1 711,42	. Provisions pour sinistres à payer	23 330,91	26 122,67	27 543,80	28 694,07
					. Autres provisions techniques	4 302,46	4 533,82	4 595,48	5 073,78
ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)	15 504,78	17 979,49	18 756,61	17 678,94	PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	6 481,03	7 587,56	8 599,57	7 058,74
- Part des cessionnaires dans les provisions techniques	6 293,11	8 213,06	8 432,31	8 525,63	- Dettes pour espèces remises par les cessionnaires	1 631,15	1 951,56	2 153,08	2 253,78
- Créances de l'actif circulant	8 569,02	8 986,01	9 540,99	8 791,07	- Dettes du passif circulant	4 843,54	5 631,59	6 440,42	4 794,60
- Titres et valeurs de placements (non affectés aux op. d'assurance)	638,45	777,70	781,92	360,64	- Autres prov. pour risques et charges	6,00	4,14	5,80	9,95
TRÉSORERIE-ACTIF	1 106,71	1 052,43	808,32	1 002,43	TRÉSORERIE- PASSIF	779,75	481,41	263,62	584,34
TOTAL ACTIF	65 976,03	72 023,42	77 004,40	79 175,13	TOTAL PASSIF	65 976,03	72 023,42	77 004,40	79 175,13

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

V - MARCHÉ DES CAPITAUX

**V - 1 - PRÊTS ET EMPRUNTS SUR LE MARCHÉ
MONÉTAIRE INTERBANCAIRE**

(en millions de dirhams)

Date	Volume moyen des transactions	Encours (fin de mois)
1997	Décembre	2 449
1998	Décembre	2 945
1999	Décembre	3 269
2000	Décembre	2 788
2001	Décembre	2 692
2002	Décembre	2 071
2003	Décembre	3 263
2004	Janvier	1 583
	Février	1 729
	Mars	556
	Avril	554
	Mai	682
	Juin	677
	Juillet	1 067
	Août	1 438
	Septembre	1 971
	Octobre	1 795
	Novembre	2 475
	Décembre	1 361
2005	Janvier	1 700
	Février	3 303
	Mars	2 596
	Avril	1 688
	Mai	1 278
	Juin	1 520
	Juillet	1 927
	Août	1 116
	Septembre	1 424
	Octobre	1 603
	Novembre	1 393
	Décembre	1 270
2006	Janvier	1 166
	Février	2 124
	Mars	2 146

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 2 - ENCOURS DES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES

(en millions de dirhams)

Date	Bons du Trésor			Autres titres de créances négociables				
	Bons du Trésor émis par adjudication	Emprunts nationaux	Total des bons du Trésor	Certificats de dépôt	Bons des sociétés de financement	Billets de trésorerie	Total des autres titres de créances négociables	
1997	Décembre	58 276	12.814*	71 090	3 011	1 854	70	4 935
1998	Décembre	72 270	12 291	84 561	4 808	3 140	80	8 028
1999	Décembre	94 572	9 618	104 190	5 813	4 596	20	10 429
2000	Décembre	116 359	6 965	123 324	5 596	4 959	-	10 555
2001	Décembre	143 075	4 924	147 999	4 864	5 959	25	10 848
2002	Décembre	169 917	3 852	173 769	3 430	7 013	1 058	11 501
2003	Décembre	197 100	730	197 830	1 465	6 716	60	8 241
2004	Janvier	198 470	730	199 200	1 465	6 766	79	8 310
	Février	203 742	730	204 472	1 465	6 786	444	8 695
	Mars	202 896	730	203 626	1 465	6 854	464	8 783
	Avril	203 249	730	203 979	1 465	6 888	1 523	9 876
	Mai	203 337	0	203 337	1 465	6 792	2 185	10 442
	Juin	203 826	0	203 826	1 465	6 517	2 195	10 177
	Juillet	203 229	0	203 229	1 464	6 677	2 720	10 861
	Août	213 419	0	213 419	1 014	6 549	2 818	10 381
	Septembre	211 154	0	211 154	946	6 439	2 835	10 220
	Octobre	211 454	0	211 454	946	6 488	2 844	10 278
	Novembre	214 235	0	214 235	1 179	6 095	2 368	9 642
	Décembre	214 825	0	214 825	1 179	5 583	2 711	9 473
2005	Janvier	220 895	0	220 895	1 179	5 503	2 748	9 430
	Février	222 314	0	222 314	1 179	5 554	2 769	9 502
	Mars	219 930	0	219 930	1 175	5 429	2 388	8 992
	Avril	220 790	0	220 790	1 400	5 294	1 851	8 545
	Mai	225 315	0	225 315	1 400	5 167	1 825	8 392
	Juin	228 382	0	228 382	1 398	5 151	1 743	8 292
	Juillet	230 407	0	230 407	1 398	4 863	1 783	8 044
	Août	231 227	0	231 227	1 398	4 814	1 780	7 992
	Septembre	238 012	0	238 012	1 397	5 049	1 995	8 441
	Octobre	246 497	0	246 497	1 397	5 029	3 006	9 432
	Novembre	247 648	0	247 648	1 397	5 202	3 017	9 616
	Décembre	251 518	0	251 518	1 482	5 021	2 979	9 482
2006	Janvier	258 780	0	258 780	1 482	5 137	3 000	9 619
	Février	264 302	0	264 302	1 482	5 058	2 985	9 525
	Mars	262 524	0	262 524	2 051	5 008	2 981	10 040

(*) Y compris le montant émis, de l'ordre de 2,2 milliards, ayant pour date de jouissance janvier 1998.

Source : Bank Al-Maghrib.

V - 3 - INDICATEURS BOURSIERS

(en millions de dirhams)

Date	Chiffre d'affaires	Capitalisation	Indice
1997 Décembre	4 046,5	118 666	667,52
1998 Décembre	6 428,2	145 147	803,68
1999 Décembre	12 038,7	138 051	777,08
2000 Décembre	6 832,5	114 881	658,43
2001 Décembre	5 009,7	104 740	609,74
2002* Décembre	9 545,6	87 175	2 980,44
2003 Décembre	11 388,8	115 507	3 943,51
2004 Janvier	1 122,2	120 557	4 115,93
Février	4 390,9	127 015	4 336,40
Mars	5 220,4	131 023	4 473,30
Avril	2 826,9	135 347	4 620,91
Mai	2 017,8	133 040	4 544,78
Juin	15 322,4	137 178	4 498,88
Juillet	3 766,7	141 753	4 514,72
Août	859,7	143 817	4 580,44
Septembre	2 244,4	141 610	4 510,17
Octobre	2 462,3	114 668	3 806,15
Novembre	1 509,4	118 514	3 933,81
Décembre	30 004,4	206 517	4 521,98
2005 Janvier	1 434,1	207 591	4 562,27
Février	4 855,6	203 305	4 446,24
Mars	1 775,9	200 631	4 385,68
Avril	56 064,3	205 023	4 474,70
Mai	4 095,2	211 727	4 686,97
Juin	2 136,4	211 049	4 669,70
Juillet	10 989,3	223 691	4 902,46
Août	5 683,4	231 976	5 099,02
Septembre	3 750,3	234 833	5 111,39
Octobre	5 357,9	241 132	5 278,51
Novembre	4 333,4	253 535	5 560,16
Décembre	48 041,3	252 326	5 539,13
2006 Janvier	6 740,4	298 219	6 654,00
Février	15 132,1	325 394	6 960,48
Mars	12 711,8	340 242	7 348,30

(*) A compter du premier janvier 2002, l'indice général de la Bourse des valeurs (I G B) a été remplacé par le MASI qui intègre toutes les valeurs cotées et a pour base 1000 au 31 décembre 1991.

Source : Bourse de Casablanca.

VI - FINANCES PUBLIQUES

**VI - 1 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN
DE FINANCEMENT DU TRÉSOR**

(en millions de dirhams)

Période	Recettes ordinaires	Dépenses budgétaires totales	Variations des arriérés de paiement (1)	Déficit (-) ou Excédent (+) de caisse	Financements intérieurs nets (2)	Financements extérieurs nets (2)
1997	81 944	86 555	-5 061	-9 672	18 070	-8 398
1998	83 898	97 097	7 214	-5 985	10 722	-4 737
1999 (*)	106 538	103 497	-11 626	-8 585	12 978	-4 393
2000 (*)	92 876	113 523	12 059	-8 588	14 907	-6 319
2001 (*)	118 780	128 950	-8 796	-18 966	28 827	-9 861
2002 (*)	98 883	115 933	- 231	-17 281	28 480	-11 199
2003 (*)	109 386	123 223	-2 098	-15 934	24 680	-8 746
2004 (*)						
1 ^{er} trim	30 715	27 188	-1 049	2 478	331	-2 809
Avril	39 868	38 058	-1 805	5	3 399	-3 404
Mai	47 511	46 233	-1 748	- 471	4 168	-3 697
Juin	58 839	57 027	-1 720	92	7 174	-7 266
Juillet	68 216	68 955	-1 788	-2 527	8 540	-6 013
Août	77 660	76 397	-1 788	- 525	6 274	-5 749
Septembre	87 604	85 975	-2 126	- 497	6 845	-6 348
Octobre	95 436	100 084	-1 276	-5 924	11 715	-5 791
Novembre	102 818	108 381	-1 877	-7 440	13 446	-6 006
Décembre	117 481	132 598	2 087	-13 029	19 446	-6 417
2005 (*)						
1 ^{er} trim	40 908	27 922	-1 920	11 066	-8 582	-2 484
Avril	50 207	40 507	-1 969	7 731	-9 452	-2 779
Mai	60 647	47 870	-2 508	10 269	-7 327	-2 942
Juin	72 342	63 246	-3 409	5 687	-2 495	-3 192
Juillet	82 380	75 082	-3 286	4 012	214	-4 226
Août	91 539	88 084	-4 440	- 985	6 068	-5 083
Septembre	103 135	103 367	- 195	- 427	4 476	-4 049
Octobre	112 163	116 752	-9 403	-13 992	18 507	-4 515
Novembre	120 443	129 467	-8 510	-17 533	22 449	-4 916
Décembre	131 434	150 683	-9 103	-28 352	29 780	-1 428
2006						
Janvier	11 258	9 568	4 046	5 736	-4 354	-1 382
Février	20 656	19 620	- 34	1 002	949	-1 951

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Un montant positif signifie une reconstitution et un montant négatif un règlement d'arriérés de paiement.

(2) Emprunts moins amortissements.

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(en millions de dirhams)

Rubriques	2002 ^(*)	2003 ^(*)	2004	2005										2006	
				1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.
I. Recettes ordinaires	98 883	109 386	117 481	40 908	50 206	60 647	72 342	82 380	91 539	103 135	112 163	120 443	131 434	11 258	20 656
Impôts directs	30 378	33 363	36 402	15 101	17 118	19 149	24 369	27 244	29 425	34 223	35 930	38 280	43 241	3 666	6 535
Droits de douane	12 233	10 670	11 412	2 895	3 892	5 036	6 128	7 192	8 306	9 305	10 304	11 271	12 409	868	1 795
Impôts indirects	40 057	41 890	44 254	11 899	16 040	19 938	24 271	28 739	32 954	37 421	40 883	44 672	48 234	4 519	8 532
Droits d'enregistrement et de timbre ...	4 999	5 296	5 495	2 302	2 878	3 536	3 688	4 171	4 512	5 044	5 581	6 011	6 369	1 778	1 878
Monopoles et exploitations	4 244	5 038	7 135	347	1 447	3 155	3 386	4 188	4 755	4 897	5 089	5 232	5 491	149	251
Domaines	141	184	169	73	83	59	93	90	106	129	147	199	194	13	27
Autres recettes	2 856	3 409	3 915	1 065	1 308	1 813	2 090	2 564	3 024	3 325	3 905	4 244	4 688	539	1 040
Produits des privatisations	621	6 308	5 208	6 200	6 200	6 200	6 200	6 200	6 200	6 200	6 884	6 884	6 899	0	0
Recettes de certains comptes spéciaux du Trésor.....	3 354	3 228	3 491	1 026	1 240	1 761	2 118	1 991	2 255	2 591	3 340	3 650	3 909	326	599
II. Dépenses courantes	90 491	97 545	102 098	27 732	38 469	46 105	55 517	64 299	74 418	87 146	99 301	110 192	126 038	10 324	21 306
Intérêts de la dette publique	17 411	17 351	17 586	4 876	6 724	8 294	9 334	10 295	11 928	12 779	14 494	15 427	17 319	1 339	3 701
Biens et services	69 033	76 305	76 613	22 695	31 093	37 410	45 280	52 776	60 894	68 081	77 611	85 723	98 150	8 318	16 176
Compensation ⁽¹⁾	4 047	4 889	7 899	161	652	401	903	1 228	1 596	6 286	7 196	9 042	10 569	667	1 429
dont : Fonds de soutien des prix.....	1 695	1 993	2 212	-	401	401	881	1 152	1 344	1 424	1 424	1 740	2 124	0	0
III. Excédent (+) ou déficit (-) ordinaire.....	8 392	11 841	12 384	13 176	11 737	14 542	16 825	18 081	17 121	15 989	12 862	10 251	5 396	934	- 650
IV. Dépenses d'investissement	20 253	19 818	21 403	3 323	5 204	7 799	10 727	12 284	13 420	14 571	15 394	16 520	19 734	79	2 317
dont : Fonds spécial routier.....	994	1 183	1 587	120	262	476	718	879	984	1 183	1 321	1 432	1 598	1	6
V. Solde des autres comptes spéciaux du Trésor.....	-5 069	-5 860	-6 097	3 133	3 166	6 034	2 998	1 501	- 246	-1 650	-2 057	-2 755	-4 911	835	4 003
Dépenses du Fonds Hassan II.....	120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VII. Variations des arriérés de paiement	- 231	-2 098	2 087	-1 920	-1 969	-2 508	-3 409	-3 286	-4 440	- 195	-9 403	-8 510	-9 103	4 046	- 34
VIII. Déficit (-) ou excédent (+) de caisse.....	-17 281	-15 934	-13 029	11 066	7 731	10 269	5 687	4 012	- 985	- 427	-13 992	-17 533	-28 352	5 736	1 002

(*) Nouvelle présentation de la situation des charges et ressources du Trésor donnant une ventilation des opérations de certains comptes spéciaux du Trésor en recettes et dépenses et non plus seulement en solde.

(1) Versements à la Caisse de compensation et à l'ONICL au titre des subventions de prix des produits de base.

**VI - 2 - RECETTES, DÉPENSES ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT
DU TRÉSOR PAR NATURE D'OPÉRATIONS**

(suite)

(en millions de dirhams)

Rubriques	2002	2003	2004	2005										2006	
				1 ^{er} trim.	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.
IX. Financement	17 281	15 934	13 029	-11 066	-7 731	-10 269	-5 687	-4 012	985	427	16 637	19 071	28 352	-5 736	-1 002
1. Financements intérieurs nets.....	28 480	24 680	19 446	8 582	-4 952	-7 327	-2 495	214	6 068	4 476	21 152	23 987	29 780	-4 354	949
A. Bank Al-Maghrib	-1 140	-2 517	- 639	-9 111	-8 076	-8 239	-5 432	-1 877	1 004	-1 701	-2 560	-1 263	1 263	-3 304	-5 724
Avances conventionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Facilité de caisse	- 636	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilisation de traites douanières et d'obligations cautionnées	-	-	769	- 769	- 769	- 769	- 769	- 769	- 205	- 769	- 769	- 769	- 769	-	-
Dépôts auprès du CCP	12	- 38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoirs des comptables publics (*).....	- 516	-2 479	-1 408	-8 342	-7 307	-7 470	-4 663	-1 108	1 209	- 932	-1 791	- 494	2 032	-3 304	-5 724
Bons du Trésor acquis sur le marché secondaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Banques de dépôts	3 772	207	-5 089	-2 150	-1 897	- 936	- 531	-1 051	- 82	- 2	35	1 944	3 369	- 478	102
Portefeuille d'effets publics	2 871	1 294	-4 695	-2 078	-1 882	- 925	- 547	-1 032	- 91	- 180	- 37	1 813	3 331	- 520	14
Dépôts auprès du Trésor et du CCP.	901	-1 087	- 394	- 72	- 15	- 11	16	- 19	9	178	72	131	38	42	88
C. Secteur non bancaire	25 848	26 990	25 174	15 543	5 021	1 848	3 468	3 142	5 146	6 179	23 677	23 306	25 148	- 572	6 571
Obligations et bons du Trésor	12 808	20 461	15 711	6 696	8 689	12 885	17 666	21 590	17 822	22 218	29 912	28 303	31 293	4 789	11 087
Dépôts auprès du Trésor et du CCP	73	241	9	48	105	132	203	203	442	582	812	756	703	- 47	34
Autres	12 808	6 286	9 454	8 799	-3 773	-11 169	-14 401	-18 651	-13 118	-16 621	-7 047	-5 753	-6 848	-5 314	-4 550
2. Emprunts extérieurs nets.....	-11 199	-8 746	-6 417	-2 484	-2 779	-2 942	-3 192	-4 226	-5 083	-4 049	-4 515	-4 916	-1 428	-1 382	-1 951

(*) Billets et monnaies détenus par les comptables publics ainsi que les comptes du Trésor et du Fonds Hassan II pour le développement économique et social auprès de Bank Al-Maghrib.

Sources : Ministère des finances et de la privatisation.

Bank Al-Maghrib.

VI - 3 - ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE

(en millions de dirhams)

Période	Dettes intérieure ⁽¹⁾					Dettes extérieure				Total général
	Ventilation par terme ⁽²⁾			Total	Ventilation par catégorie de créanciers		Ventilation par terme ⁽²⁾		Total	
	Court terme	Moyen terme	Long terme		Banques	Secteurs non bancaires	Court terme	Moyen et Long termes		
1995	30 579	23 487	47 067	101 133	55 753	45 380	-	133 272	133 272	234 405
1996	24 720	35 326	50 415	110 461	57 565	52 896	-	131 038	131 038	241 499
1997	18 619	43 185	59 722	121 526	62 940	58 586	-	130 377	130 377	251 903
1998	15 744	48 706	66 584	131 034	60 946	70 088	-	125 864	125 864	256 898
1999	19 005	48 580	69 083	136 668	53 220	83 448	-	123 955	123 955	260 623
2000	21 745	56 939	70 536	149 220	64 802	84 418	-	118 700	118 700	267 920
2001	36 764	68 236	70 638	175 638	73 254	102 383	-	110 600	110 600	286 238
2002	22 168	87 710	81 192	191 070	75 826	115 244	-	92 800	92 800	283 870
2003	61 125	93 758	56 602	211 485	75 519	135 966	2 682	76 209	78 891	290 376
2004	44 096	108 776	71 032	223 904	71 770	152 134	-	70 400	70 400	294 304
2005 ^(*)	33 549	104 444	120 535	258 529	75 101	183 427	-	68 900	68 900	327 429

(1) Non compris les avances statutaires, les avances conventionnelles non rémunérées et les dépôts auprès des comptes publics, du Trésor et du Service des chèques postaux.

(2) La ventilation par terme est faite sur la base de la maturité initiale.

(*) Chiffres provisoires

Source : Ministère des finances et de la privatisation.

VII - INDICES DES PRIX

VII - 1 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾

INDUSTRIES MANUFACTURIERES

(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Industries alimentaires	Industrie du tabac	Industrie textile	Industrie de l'habillement	Industrie du cuir et de la chaussure	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	Industrie du papier et du carton	Edition, imprimerie, reproduction	Raffinage du pétrole	Industrie chimique	Industrie du caoutchouc et des plastiques	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Métallurgie	Travail des métaux	Fabrication de machines d'équipements	Fabrication de machines et appareils électriques	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	Fabrication d'instruments médicaux, de précision d'optique et d'horlogerie	Industrie automobile	Fabrication d'autres matériels de transport	Fabrication de meubles et industries diverses
Pondération	100	28,880	3,091	6,483	6,660	1,564	1,778	2,627	1,388	13,311	13,113	1,976	5,927	3,188	3,018	0,938	1,976	0,498	0,098	2,453	0,149	0,884
2000	107,0	99,8	113,7	97,1	97,6	97,0	99,0	103,8	91,3	152,8	98,5	97,6	103,5	101,1	100,3	97,8	107,8	97,2	96,8	98,9	95,0	99,0
2001	105,1	99,2	113,4	97,4	96,8	96,3	98,5	94,5	95,5	142,7	96,6	97,6	104,9	99,8	101,1	96,4	106,9	96,9	96,8	99,1	92,8	101,7
2002	103,8	102,0	113,4	98,0	96,6	97,3	97,6	91,2	96,5	128,9	94,8	95,9	106,3	101,1	101,8	91,0	102,8	93,4	103,2	99,5	93,5	102,7
2003	105,2	104,1	113,4	97,6	96,8	97,0	97,6	89,3	96,5	133,0	96,0	94,3	106,4	104,0	102,6	90,7	102,8	93,4	103,2	99,6	95,2	107,0
2004	110,4	105,9	113,6	97,2	96,8	97,2	100,3	88,2	96,5	152,9	109,0	92,8	106,2	111,3	103,8	93,8	110,3	93,4	103,2	99,7	95,8	108,1
2002 I	101,4	100,4	113,4	98,1	96,5	97,4	97,6	90,4	96,5	115,1	94,6	95,9	106,1	100,6	101,4	91,0	103,2	93,4	103,2	99,2	92,4	102,7
II	104,7	102,0	113,4	98,0	96,5	97,4	97,6	92,6	96,5	135,7	95,0	95,9	106,1	100,5	101,4	91,0	103,1	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
III	103,9	102,0	113,4	98,0	96,5	97,4	97,6	93,7	96,5	128,9	95,0	95,9	106,4	101,3	102,1	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
IV	105,1	103,5	113,4	98,0	96,8	97,0	97,6	88,1	96,5	135,8	94,6	95,9	106,4	101,8	102,2	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
2003 I	107,6	104,2	113,4	98,0	96,8	97,0	97,6	86,4	96,5	153,3	94,6	95,9	106,4	102,5	102,7	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	93,9	102,7
II	103,7	104,2	113,4	97,5	96,8	97,0	97,6	91,9	96,5	122,5	95,1	93,7	106,4	104,2	102,7	91,0	102,4	93,4	103,2	99,6	95,9	108,4
III	104,5	104,2	113,4	97,5	96,8	97,0	97,6	89,4	96,5	128,5	95,1	93,7	106,4	104,7	102,9	90,4	102,3	93,4	103,2	99,6	95,9	108,4
IV	104,8	103,6	113,4	97,5	96,8	97,0	97,6	89,5	96,5	127,8	99,3	93,7	106,4	104,7	102,1	90,4	104,0	93,4	103,2	99,6	95,2	108,4
2004 I	105,9	103,9	113,4	97,5	96,8	97,0	100,3	87,4	96,5	126,6	108,2	93,0	106,4	104,7	101,7	92,9	103,7	93,4	103,2	99,6	95,2	108,3
II	109,2	105,4	113,4	97,5	96,8	97,2	100,3	91,1	96,5	146,2	108,5	93,0	106,4	107,2	101,7	94,1	107,1	93,4	103,2	99,7	95,2	108,0
III	112,2	107,5	113,4	96,9	96,8	97,2	100,3	87,7	96,5	160,5	109,3	92,8	106,5	115,8	105,6	94,1	115,1	93,4	103,2	99,7	95,2	108,0
IV	114,4	106,8	114,3	96,9	96,8	97,2	100,3	86,4	96,5	178,1	109,8	92,4	105,6	117,6	106,2	94,1	115,1	93,4	103,2	99,7	97,4	108,0
2005 I	113,1	105,7	116,1	96,9	96,8	97,2	100,3	87,6	96,5	166,6	112,9	92,7	103,8	121,0	106,6	94,0	115,1	93,4	103,2	100,6	100,5	108,0
II	118,8	105,1	116,1	96,9	96,2	97,2	102,3	88,0	96,5	200,5	119,5	95,0	111,4	122,4	106,6	88,9	114,9	93,4	103,2	101,1	99,9	108,0
III	124,3	105,0	116,1	96,9	95,9	97,2	103,3	87,6	96,5	238,1	122,3	96,3	111,6	124,0	106,7	88,9	114,6	93,4	103,2	101,3	99,9	108,0
IV	125,7	105,6	116,1	96,9	95,4	98,1	103,3	87,0	96,5	247,5	122,8	96,5	111,3	124,3	106,7	88,5	114,6	93,4	103,2	101,3	99,9	108,0

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VII - 2 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
INDUSTRIES EXTRACTIVES
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Extraction d'hydrocarbures	Extraction, exploitation et enrichissement de minerais métalliques	Autres industries extractives
Pondération	100,0	0,796	19,792	79,412
2000	113,3	109,3	96,0	117,7
2001	112,2	111,7	103,2	114,4
2002	105,8	106,3	90,8	109,6
2003	105,2	109,7	87,1	109,6
2004	94,7	108,4	96,6	94,1
2001 I	113,0	116,1	108,5	114,1
II	113,2	109,8	108,1	114,5
III	110,6	110,6	94,4	114,7
IV	111,8	110,4	101,9	114,2
2002 I	105,8	103,1	92,6	109,2
II	106,4	103,9	92,9	109,8
III	105,9	107,8	90,7	109,6
IV	105,2	110,2	87,1	109,7
2003 I	105,3	115,3	87,1	109,7
II	105,2	109,7	87,1	109,7
III	105,1	104,7	87,1	109,5
IV	105,1	108,9	87,1	109,6
2004 I	94,3	104,5	96,6	93,7
II	94,6	105,3	96,6	94,0
III	94,8	109,3	96,6	94,2
IV	94,9	114,3	96,6	94,3
2005 I	96,6	118,7	108,5	93,3
II	97,6	120,4	108,5	94,7
III	98,5	128,7	108,5	95,7
IV	98,4	139,4	108,5	95,4

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VII - 3 - INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION⁽¹⁾
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ ET D'EAU
(Base 100 = 1997)

Rubrique	Indice général	Production et distribution d'électricité de gaz et de chaleur	Traitement et distribution d'eau
Pondération	100,0	72,38	27,62
2000	109,6	95,1	147,7
2001	103,2	82,9	156,4
2002	104,7	82,9	161,9
2003	107,0	82,9	170,1
2004	102,7	77,0	170,1
2001 I	103,2	82,9	156,4
II	103,2	82,9	156,4
III	103,2	82,9	156,4
IV	103,2	82,9	156,4
2002 I	104,7	82,9	161,9
II	104,7	82,9	161,9
III	104,7	82,9	161,9
IV	104,7	82,9	161,9
2003 I	107,0	82,9	170,1
II	107,0	82,9	170,1
III	107,0	82,9	170,1
IV	107,0	82,9	170,1
2004 I	102,7	77,0	170,1
II	102,7	77,0	170,1
III	102,7	77,0	170,1
IV	102,7	77,0	170,1
2005 I	102,7	77,0	170,1
II	102,7	77,0	170,1
III	102,7	77,0	170,1
IV	102,7	77,0	170,1

(1) Calculé à partir des prix relevés sortie-usine et hors taxes.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VII - 4 - INDICE DU COÛT DE LA VIE (385 articles)⁽¹⁾

(Base 100 = 1989)

Rubrique	Indice général	Produits alimentaires			Produits non alimentaires							
		Ensemble	Céréales	Viandes	Ensemble	Habillement	Habitation	Equipe- ment ménager	Soins médicaux	Transports et communi- cations	Loisirs et culture	Autres services
Pondération	100	45,15	8,98	10,26	54,85	7,48	12,48	5,31	4,71	7,58	4,74	12,55
1999	154,4	156,7	141,2	172,1	152,3	157,5	156,5	137,9	139,9	150,5	150,7	159,7
2000	157,3	159,1	141,8	162,8	155,6	161,3	159,2	138,2	140,6	158,4	154,0	163,1
2001	158,3	157,5	142,4	165,1	158,7	163,5	162,5	138,4	142,5	162,5	159,5	166,6
2002	162,7	164,2	143,3	176,6	161,2	166,2	165,0	139,2	144,1	163,4	164,8	170,3
2003	164,6	166,4	143,2	183,3	162,9	167,6	167,0	139,8	146,7	163,7	168,1	172,1
2004 Janvier	165,4	166,3	144,1	187,4	164,4	168,6	168,7	140,3	148,3	163,7	171,6	173,4
Février	166,0	167,6	145,9	185,6	164,4	168,8	168,8	140,3	148,3	163,7	171,9	173,9
Mars	166,4	168,2	146,0	185,8	164,7	168,9	169,2	140,3	148,3	163,8	171,9	174,4
Avril	166,6	168,5	145,9	186,3	164,8	169,1	169,4	140,3	148,3	163,8	171,8	174,6
Mai	167,2	169,8	145,9	186,7	164,8	169,1	169,6	140,5	148,5	163,9	171,8	174,3
Juin	166,3	167,5	145,8	186,7	165,1	169,1	169,9	140,7	149,5	163,9	171,8	175,5
Juillet	166,1	167,0	145,8	191,0	165,1	169,1	170,0	140,8	149,5	163,9	171,8	174,7
Août	167,8	170,1	145,7	193,2	165,7	169,2	170,2	140,8	149,5	166,3	171,8	174,9
Septembre	168,4	171,3	145,5	191,5	165,8	169,4	170,3	140,8	149,5	166,4	173,4	175,0
Octobre	168,9	172,2	145,6	191,1	166,0	169,5	170,4	140,8	150,4	166,5	173,5	175,1
Novembre	168,6	171,3	146,1	191,7	166,1	169,7	170,5	141,0	150,7	167,4	173,6	175,1
Décembre	167,1	167,7	146,5	189,9	166,3	169,6	170,8	141,1	150,7	167,4	173,6	175,2
2005 Janvier	167,5	168,4	146,5	188,8	166,5	169,9	171,2	141,1	150,7	167,4	173,6	175,1
Février	168,1	169,7	146,8	187,7	166,5	170,0	171,5	141,2	150,7	167,4	173,5	175,3
Mars	168,5	170,6	146,9	187,2	166,5	170,1	171,6	141,3	150,8	167,4	173,5	175,4
Avril	168,4	170,2	147,0	185,8	166,7	169,9	171,8	141,3	150,8	167,5	173,5	175,5
Mai	168,5	170,0	146,8	182,7	167,0	169,9	171,9	141,2	150,8	169,5	173,5	175,6
Juin	167,1	166,6	146,7	180,9	167,2	170,3	171,9	141,3	150,9	169,7	173,5	175,8
Juillet	166,9	166,1	146,7	181,0	167,3	170,3	171,9	141,3	150,9	169,7	173,5	175,8
Août	168,1	167,9	146,8	182,9	168,0	170,3	172,1	141,6	151,0	169,7	173,5	175,9
Septembre	169,0	169,3	146,9	183,0	168,5	170,5	172,3	142,9	151,0	175,3	174,5	176,3
Octobre	170,6	172,7	147,1	182,7	168,6	171,0	172,4	142,9	151,0	175,4	175,2	176,2
Novembre	171,2	172,2	147,4	182,5	170,1	171,2	172,5	143,0	151,4	183,7	175,1	177,3
Décembre	170,6	170,3	147,9	181,9	170,5	171,1	172,6	143,2	151,4	184,9	175,4	178,7
2006 Janvier	171,4	171,9	148,0	185,0	170,7	171,4	172,8	143,4	151,6	184,9	175,4	179,0
Février	171,3	171,5	147,9	183,2	170,8	171,6	172,9	143,5	151,8	185,7	175,5	179,2
Mars	172,0	172,6	148,0	183,7	171,2	171,7	172,9	143,9	152,0	186,3	175,5	179,3

(1) L'évolution du coût de la vie est suivie depuis septembre 1993 au moyen d'un indice ayant pour base l'année 1989. Cependant, des séries remontant à 1990 ont été établies.

Le champ d'application de cet indice est élargi à onze villes et le nombre d'articles retenus dans la composition du panier est de 385 classés en huit groupes.

En outre, ce panier et les structures de pondération qui lui sont appliquées sont actualisés en fonction des données de l'enquête menée périodiquement sur la consommation des ménages. Cet indice se limite, cependant, à une population urbaine appartenant à cinq catégories socio-économiques à revenu modeste.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VIII - PRODUCTION

VIII - 1 - INDICE DE LA PRODUCTION

MINES ET ÉNERGIE

(Base 100 = 1992)

Rubrique	MINES								ÉNERGIE			
	Indice général du secteur	Minerais non métalliques				Minerais métalliques			Indice général du secteur	Charbon	Pétrole raffiné	Électricité
		Ensemble	Phosphates	Autres minerais non métalliques destinés à l'industrie chimique	Autres minerais non métalliques sauf carrière	Ensemble	Minerai de fer	Autres minerais métalliques				
Pondération	1000	835,0	786,5	46,4	2,1	165,0	5,5	159,5	1.000	18,0	565,7	416,3
1997	117,8	119,7	120,6	104,3	100,3	108,5	7,8	112,0	117,2	66,5	104,0	137,5
1998	116,0	117,7	118,3	108,8	102,8	107,3	5,7	110,8	116,4	47,6	101,8	139,3
1999	113,5	114,9	115,8	101,5	91,0	106,6	7,8	110,0	124,0	22,8	118,7	135,7
2000	109,6	110,9	112,1	90,7	103,5	103,2	5,6	106,6	119,9	5,1	110,7	137,4
2001	112,2	116,8	114,9	147,9	127,0	89,0	3,2	91,9	128,7	0,3	112,2	156,6
2002	115,1	122,0	120,4	149,2	134,2	80,2	2,0	82,9	128,2	0,1	103,1	168,0
2003	110,1	119,8	119,5	128,3	53,3	60,8	4,9	62,7	117,3	-	72,9	182,7
2004	119,0	132,4	132,5	131,9	85,0	51,5	4,1	53,1	136,6	-	97,7	195,4
2000 I	103,2	103,2	104,8	76,8	112,9	163,0	8,2	168,3	117,6	11,1	113,1	128,4
II	106,8	106,4	107,4	91,5	81,1	108,6	12,1	112,0	120,1	7,6	119,0	126,6
III	117,4	122,4	122,3	121,9	146,4	92,4	1,7	95,5	125,5	0,8	110,7	150,9
IV	111,0	111,5	113,9	72,6	73,5	108,9	2,5	112,5	116,5	0,7	100,1	143,8
2001 I	109,8	112,7	113,3	104,6	76,3	94,6	1,1	97,8	110,8	1,0	89,1	145,1
II	108,3	109,0	106,3	151,4	170,8	104,8	2,6	108,3	126,3	0,3	108,8	155,5
III	116,9	125,1	120,0	211,6	143,3	75,2	3,1	77,6	130,7	-	111,6	162,3
IV	113,8	120,1	119,9	124,0	117,6	81,4	5,9	84,0	136,0	-	119,9	163,6
2002 I	114,6	119,9	119,1	132,6	108,6	87,9	3,8	90,8	122,8	-	96,5	163,7
II	120,9	123,5	121,5	156,5	146,0	107,8	2,3	111,5	130,6	0,2	112,8	160,4
III	119,5	130,8	126,8	197,5	175,2	62,2	0,9	64,3	140,6	-	118,4	176,9
IV	105,4	113,8	114,1	110,3	107,0	62,8	0,9	64,9	119,0	-	84,7	170,8
2003 I	110,6	119,9	120,2	117,2	63,6	63,1	1,6	65,2	99,7	0,1	52,4	168,2
II	115,7	125,0	125,1	125,6	55,2	68,5	7,4	70,6	108,9	0,1	64,4	174,0
III	111,3	121,8	121,2	134,8	55,9	58,3	4,4	60,2	131,9	-	86,5	199,2
IV	102,8	112,6	111,4	135,6	38,6	53,1	6,0	54,8	128,8	-	88,5	189,2
2004 I	118,5	132,8	133,9	117,3	54,9	46,0	5,7	47,4	128,6	-	91,6	184,4
II	112,1	125,5	127,1	101,2	68,8	44,4	5,0	45,8	134,4	-	98,9	188,5
III	121,6	134,6	134,1	144,5	104,9	55,9	4,4	57,6	154,2	-	115,2	213,9
IV	123,8	136,5	134,9	164,8	111,4	59,6	1,1	61,7	129,3	-	85,2	194,6
2005 I	121,8	136,3	137,5	119,4	52,3	48,8	3,9	50,3	148,0	-	103,8	214,4
II	129,8	145,2	147,1	115,8	55,1	52,1	3,9	53,8	157,7	-	112,2	227,8
III	132,1	147,7	149,4	124,5	54,5	53,2	3,9	54,9	164,3	-	115,1	238,3
IV	123,5	137,5	135,5	174,5	105,8	52,7	1,1	54,5	155,1	-	105,9	228,7

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VIII - 2 - INDICE DE LA PRODUCTION⁽¹⁾

INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

(Base 100 = 1992)

Rubrique	Ensemble des industries de transformation	Produits des industries alimentaires	Autres produits des industries alimentaires	Boissons et tabacs	Produits textiles et bonneterie	Habillement à l'exclusion des chaussures	Cuir et chaussures en cuir	Bois, articles en bois, meubles	Papier, carton imprimerie	Produits issus de la transf. des minéraux des carrières	Produits de l'industrie métallique de base	Ouvrages en métaux à l'exclusion des machines	Machines et matériel d'équipement	Matériel de transport	Matériel électrique et électronique	Matériel de bureau, de mesure, ...	Produits de la chimie et de la parachimie	Caoutchouc et plastique	Autres industries manufacturières
Pondération	1000	74	110	65	113	90	20	21	37	108	22	61	20	41	34	2	151	30	1
1997	115,1	120,3	110,9	108,6	95,9	139,7	122,8	103,7	126,8	119,9	122,3	103,0	102,2	111,2	112,5	101,7	118,5	120,4	120,1
1998	117,9	126,6	121,6	117,1	97,3	147,5	114,1	105,4	128,4	114,0	121,0	100,5	103,4	116,6	115,8	102,0	120,0	122,2	109,7
1999	120,7	127,0	125,0	116,3	98,4	142,1	111,2	106,2	135,1	117,3	135,0	105,4	109,2	120,3	126,4	136,9	125,7	127,7	108,6
2000	124,9	135,3	131,1	120,8	102,0	138,7	114,8	110,8	148,2	121,3	135,3	109,0	120,5	125,5	127,1	159,6	130,0	126,3	111,7
2001	128,9	136,6	135,2	134,9	101,9	131,2	120,9	116,8	153,0	125,4	144,8	118,8	118,2	143,4	127,4	114,9	137,7	122,9	108,8
2002	132,7	135,2	142,0	134,8	101,1	129,2	126,1	121,1	160,0	132,8	168,4	127,0	116,3	134,8	132,0	125,7	145,2	130,3	102,4
2003	137,4	135,5	151,8	137,5	98,6	120,8	130,9	126,0	185,0	145,2	188,7	138,8	123,0	134,1	135,0	126,1	149,3	130,7	100,1
2004	141,6	141,2	159,5	146,8	100,1	119,5	123,7	135,9	190,9	152,3	186,4	141,6	125,0	139,5	137,4	139,5	154,6	127,3	92,2
2001 I	116,4	102,6	107,3	121,1	94,4	133,5	127,8	123,7	126,4	109,4	141,1	97,6	116,7	150,9	128,6	117,4	123,8	126,9	103,0
II	132,1	148,2	132,8	139,3	111,1	139,4	104,4	115,0	142,3	132,3	148,8	127,5	123,6	139,2	137,7	115,8	134,8	124,8	98,8
III	130,1	186,4	148,4	138,5	85,6	114,0	134,5	101,9	180,5	129,9	126,2	112,7	93,6	121,0	118,2	90,0	140,3	116,6	126,1
IV	137,2	109,1	152,1	140,6	116,7	137,9	116,8	126,7	162,5	129,8	163,2	137,5	138,8	162,3	124,9	136,2	151,7	123,2	107,3
2002 I	118,4	100,1	110,6	117,6	90,4	127,3	137,3	120,8	147,6	110,4	140,6	105,6	121,1	124,5	134,5	115,8	137,4	139,4	97,6
II	136,4	150,8	141,1	145,2	107,3	130,9	98,9	132,3	150,1	139,4	243,7	121,4	123,4	131,8	150,7	128,1	139,1	129,7	89,1
III	132,2	184,0	154,9	135,5	84,1	116,5	137,6	107,2	180,7	147,7	135,0	101,8	95,2	106,8	118,9	104,1	145,9	108,2	116,2
IV	144,0	105,9	161,5	141,1	122,7	142,3	130,5	124,0	161,5	133,6	154,4	179,4	125,6	176,3	123,9	154,8	158,6	143,8	106,6
2003 I	123,4	107,9	121,9	125,4	87,3	124,8	139,5	121,8	155,1	126,5	151,3	107,2	118,5	118,1	134,8	114,0	143,0	147,5	105,4
II	141,1	145,4	154,3	147,6	104,5	125,4	90,9	138,9	168,8	150,9	243,2	137,1	127,6	130,9	143,5	114,3	149,6	135,0	83,5
III	135,8	181,9	164,4	147,2	82,9	108,4	157,7	103,5	184,8	153,6	171,0	112,2	103,8	95,5	131,2	94,2	146,0	113,3	112,3
IV	149,3	106,8	166,7	129,6	119,5	124,4	135,4	139,9	231,3	150,0	189,1	198,8	141,9	192,0	130,6	181,8	158,5	126,9	99,1
2004 I	128,0	108,0	129,4	140,1	94,0	120,0	112,9	120,2	159,9	132,4	186,1	109,3	128,0	123,7	134,3	127,0	150,2	142,4	95,1
II	143,0	152,2	150,6	165,2	101,7	120,3	103,3	142,5	175,3	161,1	229,5	134,1	126,6	143,2	146,0	141,1	145,2	144,1	83,5
III	139,5	198,0	178,7	150,9	88,4	107,9	162,5	118,3	183,1	151,6	148,6	114,1	104,0	91,2	127,1	132,8	148,7	119,0	100,2
IV	155,8	106,6	179,4	130,9	116,3	129,6	116,2	162,6	245,5	164,1	181,4	208,8	141,3	199,9	142,2	156,9	174,3	103,7	89,8
2005 I	128,9	113,4	142,9	134,2	88,1	119,4	124,8	117,0	159,5	136,3	196,6	108,8	120,2	124,5	139,8	133,5	151,1	113,4	87,4
II	146,3	148,3	152,3	162,7	97,4	114,4	106,1	139,6	192,0	169,5	232,1	160,9	131,8	129,2	147,3	135,4	161,9	120,1	78,9
III	147,2	197,9	185,1	144,5	94,2	98,3	164,1	125,1	199,1	159,0	193,8	132,5	123,6	119,2	135,2	143,3	160,7	131,3	100,5
IV	158,6	110,4	195,3	132,2	117,3	126,7	99,1	164,7	292,4	195,6	230,0	173,3	124,9	180,4	150,8	144,0	162,8	91,2	98,3

(1) L'indice de la production industrielle de base 100 en 1992 remplace l'indice de base 100 en 1987. C'est un indice de volume qui couvre l'essentiel de la production industrielle. La formule utilisée est celle de Laspeyres à base et à pondérations fixes. Les pondérations des branches et des sous-branches sont calculées sur la base de la valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs.

Source : Haut commissariat au plan (Direction de la statistique).

VIII - 3 - PRODUCTION MINIÈRE

Période	Phosphates secs (1000 t)	Fer (tonnes)	Plomb (tonnes)	Zinc (tonnes)	Cuivre (tonnes)	Manganèse chimique (tonnes)	Barytine (tonnes)	Fluorine (tonnes)
1999	22 161	6 625	114 225	215 612	25 693	26 285	323 539	83 100
2000	21 463	6 462	117 353	201 692	23 150	25 830	343 557	76 991
2001	21 995	5 006	110 911	174 831	19 120	13 150	447 788	96 500
2002	23 041	1 628	87 400	178 391	17 799	17 484	469 934	94 911
2003	22 877	4 000	54 800	136 400	17 500	-	356 400	81 200
2004	24 717	9 948	44 747	146 220	14 247	9 047	355 796	112 149
2005	27 254	8 132	59 920	151 273	12 854	11 287	476 675	114 740

Source : Ministère de l'énergie et des mines.

VIII - 4 - PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

Période	Charbon (1000 t)	Electricité nette en millions de kWh	
		d'origine hydraulique	d'origine thermique
1999	129,2	817,0	10 574,9
2000	30,8	704,8	10 770,8
2001	1,9	856,4	10 809,6
2002	-	842,0	10 973,3
2003	-	1 441,1	11 015,9
2004	-	1 600,9	14 660,0
2005	-	1 413,7	15 622,0

Sources : Ministère de l'énergie et des mines
Office national de l'électricité.

VIII - 5 - BALANCE ÉNERGÉTIQUE

(en milliers de "tonnes équivalent-pétrole" T.E.P.)

	2003		2004 ^(*)		2005 ^(**)	
	Total	%	Total	%	Total	%
Consommation primaire	11 010	100	11 522	100	12 397	100
- Charbon	3 481	31,6	3 620	31,4	3 900	31,5
- Produits pétroliers	6 682	60,7	6 893	60,6	7 454	60,1
- Gaz naturel	46	0,4	52	0,5	410	3,3
- Electricité hydraulique et importée.....	801	7,3	867	7,5	633	5,1
dont :						
Matières premières locales	730	100	624	100	576	100
- Anthracite	245	33,6	95	15,2	109	18,9
- Pétrole et gaz naturel.....	57	7,8	61	9,8	46	8,0
- Electricité hydraulique et éolienne	428	58,6	468	75,0	421	73,1
Déficit énergétique.....	10 280		10 989		11 821	
En % de la consom. globale.....		93,4		94,6		95,4

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'énergie et des mines (Direction de l'énergie).

VIII - 6 - PRODUCTION DE CÉRÉALES ET SUPERFICIES CULTIVÉES

Période	Blé dur		Blé tendre		Orge		Maïs		Riz (Paddy)		Divers	
	Superf. 1000 ha	Prod. 1000 t										
1999-2000	1 079	428	1 823	953	2 251	467	238	95	6	25	40	19
2000-2001	977	1 040	1 724	2 278	2 126	1 155	254	54	8	40	50	28
2001-2002	882	1 032	1 745	2 325	2 002	1 669	265	199	6	27	47	51
2002-2003	1 100	1 760	1 900	3 380	2 300	2 620	247	140	2	12	51	45
2003-2004	1 111	2 025	1 953	3 515	2 324	2 760	245	224	4	22	-	-
2004-2005*	1 059	941	1 907	2 102	2 180	1 102	246	50	-	-	-	-

(*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes .

VIII - 7 - PRODUCTION D'AUTRES PRODUITS AGRICOLES

Période	Agrumes	Primeurs	dont: tomates	Légumineuses	dont: fèves	Rosacées fruitières	dont: pommes	Raisins	Betterave à sucre	Canne à sucre	Olives	Huile d'olive	Oléagineux	Vin
	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 t	1 000 hl
1999-2000	1 400	1 010	550	80	33	565	300	253	2 824	1 326	400	40	64	299
2000-2001	979	962	446	162	82	512	228	264	3 106	1 321	600	60	77	286
2001-2002	1 143	1 105	565	237	89	636	372	320	2 986	938	450	45	64	342
2002-2003	1 315	1 120	536	232	103	559	275	342	3 402	947	1 000	100	105	343
2003-2004	1 138	1 353	660	241	109	675	397	330	3 190	872	500	50	80	340
2004-2005*	1 320	1 297	627	149	73	-	-	-	3 585	786	500	50	65	-

(*) Chiffres provisoires.

Source : Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes .

VIII - 8 - PÊCHES MARITIMES

(en milliers de tonnes)

Période	Production	Pêche hauturière	Pêche côtière	Consommation de produits frais	Transformation	dont: Conserves	Exportations	dont: Crustacés et mollusques	Conserves
1999	747,0	125,0	622,0	188,9	433,2	169,7	257,7	140,7	69,0
2000	896,0	130,7	765,2	203,4	557,8	180,0	317,0	167,8	82,5
2001	1101,1	122,5	978,6	189,5	769,7	210,0	391,0	134,0	109,0
2002	949,3	56,5	892,8	298,3	580,6	147,8	357,0	128,7	107,0
2003	903,0	37,5	865,5	346,2	507,0	174,3	329,1	86,0	123,0
2004	892,2	29,8	862,4	317,9	532,0	143,0	239,9	41,0	119,9
2005	929,9	64,5	865,4	337,2	520,6	132,4	342,4	74,4	133,3

Sources : - Ministère de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes
 et Office national des pêches.
 - Office des changes.

VIII-9 - ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Indicateurs	Entrées de touristes de séjour (Etrangers + MRE)	Recettes touristiques (En millions de Dh)	Nuitées du tourisme étranger	Nuitées du tourisme interne	Nuitées globales (*)
2002	4 316 080	29 159	8 866 086	2 455 271	11 321 357
2003	4 605 324	30 881	8 515 293	2 657 826	11 173 119
2004	5 465 300	34 770	10 308 550	2 857 430	13 165 980
2004 Janvier	329 000	2 773	661 000	180 000	841 000
Février	310 210	2 437	753 000	187 000	940 000
Mars	303 779	2 275	866 000	186 000	1 052 000
Avril	390 062	2 158	1 003 676	233 506	1 237 182
Mai	316 440	1 690	829 579	213 572	1 043 151
Juin	358 490	2 072	749 741	195 173	944 914
Juillet	1 237 880	4 564	947 346	363 745	1 311 091
Août	819 832	6 058	1 227 053	586 107	1 813 160
Septembre	375 014	2 696	922 905	244 904	1 167 809
Octobre	350 134	2 394	944 631	124 949	1 069 580
Novembre	290 003	2 514	699 492	134 891	834 383
Décembre	384 456	3 139	704 127	207 583	911 710
2005 Janvier	381 263	3 181	780 291	208 786	989 077
Février	302 962	2 555	831 106	174 438	1 005 544
Mars	348 487	2 710	1 075 983	178 839	1 254 822
Avril	406 319	2 248	1 168 690	256 033	1 424 723
Mai	367 488	2 618	1 108 846	210 052	1 318 898
Juin	404 944	2 247	1 024 836	205 541	1 230 377
Juillet	1 273 561	4 595	1 164 738	369 699	1 534 437
Août	1 194 815	7 080	1 358 446	589 362	1 947 808
Septembre	406 261	3 421	1 077 068	262 700	1 339 768
Octobre	377 515	2 708	1 015 361	95 911	1 111 272
Novembre	322 946	2 658	857 498	195 940	1 053 438
Décembre	467 598	3 332	795 416	208 799	1 004 215
2006 Janvier	439 328	3 996	-	-	-
Février	333 968	2 845	-	-	-

(*) Nuitées réalisées dans les hôtels classés.

Sources : Ministère du tourisme

Office des changes.

IX- COMMERCE EXTÉRIEUR

IX - 1 - BALANCE COMMERCIALE

(en millions de dirhams)

Année	Exportations FOB		Importations CAF		Soldes		
2000	78 827		122 527		- 43 700		
2001	80 667		124 718		- 44 051		
2002	86 389		130 410		- 44 021		
2003	83 887		136 070		- 52 183		
2004 ^(*)	87 896		157 921		- 70 025		
2005 ^(**)	94 358		180 294		- 85 936		
Mois	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	Données mensuelles	Données cumulées	
2003	Janvier	6 944	6 944	11 369	11 369	-4 425	-4 425
	Février	6 519	13 463	10 092	21 461	-3 573	-7 998
	Mars	7 503	20 966	11 885	33 346	-4 383	-12 380
	Avril	7 176	28 142	11 085	44 431	-3 909	-16 289
	Mai	7 119	35 261	11 210	55 641	-4 091	-20 380
	Juin	6 866	42 127	11 325	66 966	-4 460	-24 839
	Juillet	7 123	49 250	12 332	79 298	-5 209	-30 048
	Août	6 203	55 453	9 819	89 117	-3 617	-33 664
	Septembre	6 988	62 441	11 047	100 164	-4 059	-37 723
	Octobre	6 958	69 399	11 472	111 636	-4 515	-42 237
	Novembre	6 344	75 743	10 483	122 119	-4 140	-46 376
	Décembre	8 145	83 887	13 951	136 070	-5 805	-52 182
2004 ^{(1)(*)}	Janvier	8 038	8 038	12 138	12 138	-4 100	-4 100
	Février	6 137	14 161	11 097	23 262	-4 960	-9 101
	Mars	8 098	22 259	13 692	36 954	-5 594	-14 695
	Avril	7 457	29 716	13 583	50 537	-6 126	-20 821
	Mai	7 250	36 966	13 573	64 110	-6 323	-27 144
	Juin	7 276	44 338	14 163	78 762	-6 887	-34 424
	Juillet	7 630	51 968	13 689	92 451	-6 059	-40 483
	Août	6 254	58 222	11 450	103 901	-5 196	-45 679
	Septembre	6 918	65 139	12 403	116 303	-5 485	-51 164
	Octobre	7 186	72 326	13 733	130 037	-6 547	-57 711
	Novembre	7 316	79 642	13 853	143 891	-6 537	-64 249
	Décembre	8 255	87 896	14 031	157 921	-5 776	-70 025
2005 ^{(1)(**)}	Janvier	6 568	6 568	12 283	12 283	-5 715	-5 715
	Février	6 694	13 464	12 448	24 750	-5 754	-11 286
	Mars	7 881	21 345	15 819	40 569	-7 938	-19 224
	Avril	7 078	29 060	14 701	55 282	-7 623	-26 222
	Mai	6 594	35 654	15 041	70 323	-8 447	-34 669
	Juin	6 646	41 877	15 302	85 892	-8 656	-44 015
	Juillet	8 101	53 311	15 542	102 694	-7 441	-49 383
	Août	6 684	59 995	14 383	117 077	-7 699	-57 082
	Septembre	7 103	67 456	15 375	132 785	-8 272	-65 329
	Octobre	7 552	75 008	15 212	147 996	-7 660	-72 988
	Novembre	8 598	83 764	15 020	163 594	-6 422	-79 830
	Décembre	10 594	94 358	16 700	180 294	-6 106	-85 936

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 2 - IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)	2005 ^(**)
Alimentation, boissons et tabacs.....	14 210	15 402	15 144	11 431	13 606	15 479
Blé	5 484	6 189	5 820	3 674	4 941	4 147
Sucre	1 458	1 535	1 591	1 095	1 093	1 330
Produits laitiers	674	977	977	888	950	1 173
Thé	740	671	641	610	647	750
Tabacs	614	734	702	646	635	739
Maïs	1 148	1 319	1 492	1 492	1 789	2 068
Orge	1 113	1 114	779	202	275	1 102
Autres produits	2 979	2 863	3 142	2 824	3 276	4 170
Énergie et lubrifiants	21 657	21 984	20 182	21 181	26 214	39 269
Huile brute de pétrole	14 710	14 488	12 861	9 222	14 539	23 947
Charbon	1 441	2 340	2 129	1 926	3 163	3 814
Gasoil et fuel	1 646	1 895	1 546	4 375	3 201	4 894
Autres produits	3 860	3 261	3 646	5 658	5 311	6 614
Produits bruts	8 055	7 862	8 940	10 179	10 794	11 437
Huiles végétales et graines oléagineuses	2 351	2 324	2 748	3 243	3 265	3 458
Bois bruts	1 828	1 559	1 913	1 970	2 042	2 297
Fibres textiles et coton	1 117	1 273	1 186	515	493	443
Soufre brut	1 326	1 042	1 127	1 618	1 941	1 831
Autres produits	1 433	1 664	1 966	2 833	3 053	3 408
Demi-produits	24 365	26 596	28 721	31 090	37 000	40 083
Fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier	824	913	1 095	1 151	1 377	1 598
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	771	769	800	893	1 018	1 194
Produits chimiques, engrais, matières colorantes et désinfectants	5 192	5 724	5 957	6 420	7 431	7 432
Matières plastiques artificielles	2 841	3 189	3 353	3 628	4 154	4 898
Fils de fibres et de coton	990	1 175	1 202	1 259	1 238	1 156
Papiers et cartons	1 747	1 746	1 914	2 066	2 255	2 429
Fer et acier	2 003	2 034	2 454	3 081	5 071	5 340
Autres produits	9 997	11 046	11 946	12 592	14 456	16 036
Biens d'équipement	25 418	23 081	26 212	29 975	34 907	36 784
Agricoles	724	885	998	1 004	1 229	1 336
Industriels	24 694	22 196	25 214	28 971	33 678	35 448
Biens de consommation	28 822	29 798	31 211	32 214	35 400	37 242
Voitures de tourisme	1 690	2 141	2 417	2 477	3 904	5 028
Tissus de fibres et de coton	7 866	8 724	8 372	8 219	7 585	7 115
Ouvrages en matières plastiques	1 086	1 223	1 469	1 652	1 706	1 694
Médicaments	1 302	1 653	1 846	2 126	2 168	2 380
Papiers finis et ouvrages en papiers.....	624	621	718	882	1 106	1 169
Autres produits.....	16 254	15 436	16 389	16 858	18 931	19 856
Total.....	122 527	124 723	130 410	136 070	157 921	180 294

(*) Chiffres révisés.

Source : Office des changes.

IX- 3- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Blé			Sucre			Huiles végétales brutes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
2000	3 441 163	5 484 094	1 594	559 071	1 458 290	2 608	323 200	1 347 380	4 169
2001	3 375 588	6 189 252	1 834	512 075	1 534 819	2 997	368 392	1 485 738	4 033
2002	3 318 298	5 819 808	1 754	574 415	1 591 337	2 770	355 809	1 765 417	4 962
2003	2 139 569	3 673 571	1 717	550 227	1 095 310	1 991	360 769	1 960 055	5 433
2004 ^(*)	2 643 903	4 940 670	1 869	600 555	1 093 402	1 821	346 563	1 840 271	5 310
2005 ^(**)	2 631 734	4 147 149	1 576	614 473	1 330 484	2 165	373 429	1 800 183	4 821
2003 ^{(1)(*)}									
Janvier	252 949	435 319	1 721	30 786	78 098	2 537	40 765	238 077	5 840
Février	464 466	800 674	1 724	91 031	228 497	2 510	73 493	420 923	5 727
Mars	630 944	1 023 632	1 622	151 269	344 674	2 279	109 331	613 327	5 610
Avril	886 900	1 437 800	1 621	211 000	476 000	2 256	170 300	935 800	5 495
Mai	1 211 500	1 941 600	1 603	242 747	534 363	2 201	184 600	1 008 900	5 465
Juin	1 267 700	2 018 100	1 592	276 092	593 505	2 150	197 100	1 115 000	5 657
Juillet	1 344 860	2 178 610	1 620	308 121	651 551	2 115	231 647	1 293 109	5 582
Août	1 393 475	2 285 398	1 640	338 570	712 676	2 105	252 600	1 403 068	5 555
Septembre	1 475 094	2 458 952	1 667	399 776	825 185	2 064	298 815	1 643 282	5 499
Octobre	1 748 421	3 029 220	1 733	460 464	937 132	2 035	321 795	1 760 100	5 470
Novembre	1 846 447	3 224 513	1 746	490 967	991 263	2 019	327 586	1 793 017	5 473
Décembre	2 139 569	3 673 571	1 717	550 227	1 095 310	1 991	360 769	1 960 055	5 433
2004 ^{(1)(**)}									
Janvier	272 847	514 592	1 886	61 833	102 943	1 665	38 148	204 554	5 362
Février	683 830	1 315 564	1 924	119 689	201 635	1 685	70 485	357 914	5 078
Mars	960 552	1 864 924	1 942	120 161	203 797	1 696	117 275	628 072	5 356
Avril	1 330 235	2 625 788	1 974	214 363	369 838	1 725	123 535	663 970	5 375
Mai	1 694 133	3 383 382	1 997	307 725	543 998	1 768	163 805	882 233	5 386
Juin	1 713 836	3 426 755	1 999	342 244	601 634	1 758	196 249	1 052 468	5 363
Juillet	1 721 206	3 442 508	2 000	372 493	664 903	1 785	238 290	1 286 018	5 397
Août	1 772 843	3 535 277	1 994	405 130	728 685	1 799	264 796	1 429 327	5 398
Septembre	2 045 969	3 979 505	1 945	438 338	784 581	1 790	290 127	1 564 882	5 394
Octobre	2 290 012	4 368 187	1 907	534 847	959 109	1 793	319 956	1 716 553	5 365
Novembre	4 154 612	7 539 387	1 815	569 351	1 031 159	1 811	330 810	1 772 066	5 357
Décembre	2 646 107	4 944 320	1 869	600 547	1 093 383	1 821	346 569	1 840 284	5 310
2005 ^{(1)(**)}									
Janvier	132 299	211 261	1 597	59 641	104 318	1 749	41 466	203 748	4 914
Février	373 561	627 291	1 679	92 824	157 403	1 696	60 430	296 576	4 908
Mars	644 539	1 049 731	1 629	154 607	282 174	1 825	87 102	417 769	4 796
Avril	845 544	1 352 065	1 599	218 389	397 190	1 819	128 722	616 695	4 791
Mai	1 347 948	2 144 781	1 591	282 833	515 283	1 822	150 321	722 084	4 804
Juin	1 352 023	2 175 584	1 609	340 236	646 379	1 900	182 933	881 741	4 820
Juillet	1 380 834	2 216 853	1 605	373 868	729 929	1 952	221 895	1 080 173	4 868
Août	1 571 482	2 523 655	1 606	406 764	809 453	1 990	257 274	1 247 674	4 850
Septembre	1 819 583	2 871 695	1 578	465 808	955 254	2 051	292 117	1 407 004	4 817
Octobre	2 120 124	3 305 667	1 559	493 420	1 022 746	2 073	324 338	1 560 031	4 810
Novembre	2 303 830	3 602 519	1 564	553 650	1 169 895	2 113	353 325	1 701 333	4 815
Décembre	2 631 734	4 147 149	1 576	614 473	1 330 484	2 165	373 429	1 800 183	4 821

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits énergétiques et produits bruts d'origine minérale

Période	Huile brute de pétrole			Soufre brut		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
2000	6 852 525	14 710 219	2 147	2 637 818	1 326 162	503
2001	7 258 800	14 490 700	1 996	2 195 568	878 285	400
2002	6 389 548	12 860 995	2 013	2 818 351	1 127 243	400
2003	4 613 919	9 222 346	1 999	2 876 693	1 618 067	562
2004 ^(*)	6 098 234	14 539 018	2 384	3 011 934	1 941 317	645
2005 ^(**)	7 055 564	23 946 912	3 394	3 084 739	1 830 849	594
2003 ^{(1)(*)}						
Janvier	137 916	301 640	2 187	185 519	66 361	358
Février	414 954	941 822	2 270	386 184	140 909	365
Mars	692 989	1 625 148	2 345	636 328	242 456	381
Avril	830 300	1 887 100	2 273	881 300	366 100	415
Mai	1 215 200	2 511 700	2 067	1 102 898	476 141	432
Juin	1 588 100	3 192 200	2 010	1 447 923	591 532	409
Juillet	1 980 506	3 927 720	1 983	1 561 368	647 640	415
Août	2 523 155	5 052 154	2 002	1 827 480	772 541	423
Septembre	3 113 514	6 238 678	2 004	2 069 226	872 952	422
Octobre	3 547 822	7 115 230	2 006	2 317 561	997 504	430
Novembre	4 024 347	8 072 449	2 006	2 587 692	1 116 722	432
Décembre	4 613 919	9 222 346	1 999	2 878 073	1 239 454	431
2004 ^{(1)(**)}						
Janvier	524 874	1 098 518	2 093	271 054	120 103	443
Février	748 782	1 515 196	2 024	359 154	163 412	455
Mars	1 312 580	2 679 172	2 041	674 298	296 850	440
Avril	1 751 873	3 587 371	2 047	949 064	442 340	466
Mai	2 177 085	4 589 266	2 108	1 265 944	610 870	483
Juin	2 836 783	6 109 665	2 154	1 501 513	732 929	488
Juillet	3 618 238	7 944 831	2 196	1 726 374	868 404	503
Août	4 116 304	9 273 075	2 253	2 046 685	1 036 529	506
Septembre	4 598 917	10 539 867	2 292	2 207 540	1 135 270	514
Octobre	5 198 560	12 302 745	2 367	2 525 665	1 304 399	516
Novembre	5 582 200	13 316 200	2 385	2 784 903	1 433 593	515
Décembre	6 098 234	14 539 019	2 384	2 946 834	1 523 805	517
2005 ^{(1)(**)}						
Janvier	505 163	1 179 554	2 335	231 153	120 323	521
Février	900 701	2 220 670	2 465	425 954	230 779	542
Mars	1 514 050	4 046 016	2 672	619 368	358 243	578
Avril	2 243 425	6 362 937	2 836	896 646	508 607	567
Mai	2 766 527	7 922 653	2 864	1 218 091	756 365	621
Juin	3 369 052	9 952 849	2 954	1 469 117	851 472	580
Juillet	3 977 181	12 198 232	3 067	1 778 812	1 011 610	569
Août	4 541 148	14 383 688	3 167	2 061 719	1 194 586	579
Septembre	5 233 004	17 185 107	3 284	2 255 165	1 318 356	585
Octobre	5 957 756	19 908 091	3 342	2 601 867	1 536 532	591
Novembre	6 592 996	22 222 502	3 371	2 887 129	1 716 540	595
Décembre	7 055 564	23 946 912	3 394	3 084 739	1 830 849	594

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 3 (suite)- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Tissus de fibre et de coton	Voitures de tourisme	Médicaments
2000	7 876 618	1 689 718	1 301 724
2001	8 898 660	2 136 169	1 650 724
2002	8 340 117	2 417 013	1 846 496
2003	8 218 591	2 477 263	2 125 982
2004 ^(*)	7 585 386	3 903 785	2 168 118
2005 ^(**)	7 115 492	5 027 725	2 380 190
2003 ^{(1)(*)}			
Janvier	627 362	187 682	145 322
Février	1 236 339	315 750	303 799
Mars	1 929 034	473 087	496 988
Avril	2 663 100	687 000	688 000
Mai	3 366 800	941 900	835 695
Juin	4 185 100	1 123 400	1 005 641
Juillet	4 966 433	1 405 149	1 256 758
Août	5 312 784	1 625 433	1 368 594
Septembre	5 899 283	1 855 691	1 564 937
Octobre	6 697 300	2 070 055	1 776 804
Novembre	7 372 686	2 234 503	1 923 999
Décembre	8 212 300	2 477 263	2 125 981
2004 ^{(1)(**)}			
Janvier	572 135	191 460	146 286
Février	1 168 156	512 426	316 433
Mars	1 847 960	788 396	510 184
Avril	2 220 504	1 118 869	727 954
Mai	2 629 427	1 484 412	929 239
Juin	3 036 704	1 912 205	1 133 772
Juillet	4 530 190	2 332 885	1 338 595
Août	4 935 780	2 598 019	1 449 975
Septembre	5 459 181	2 866 899	1 638 348
Octobre	6 103 978	3 154 859	1 788 762
Novembre	6 837 600	3 517 100	1 980 099
Décembre	7 582 475	3 903 781	2 168 099
2005 ^{(1)(**)}			
Janvier	532 822	300 522	156 993
Février	1 084 749	618 053	331 070
Mars	1 647 589	986 821	568 309
Avril	2 215 724	1 345 060	762 121
Mai	2 944 977	1 752 625	980 946
Juin	3 646 543	2 243 827	1 249 549
Juillet	4 276 529	2 781 367	1 469 809
Août	4 641 570	3 230 838	1 623 164
Septembre	5 197 493	3 572 760	1 824 707
Octobre	5 820 290	4 081 099	2 004 272
Novembre	6 495 371	4 493 103	2 169 046
Décembre	7 115 492	5 027 725	2 380 190

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 4 - EXPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

(en millions de dirhams)

Rubriques	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)	2005 ^(*)
Alimentation, boissons et tabacs.....	16 751	16 691	18 164	17 472	15 582	18 669
Agrumes	2 050	2 083	2 140	2 326	2 234	2 995
Primeurs	1 645	1 829	2 187	2 304	2 399	2 294
Poissons en conserve	2 141	2 587	2 798	3 229	3 148	3 621
Poissons frais	1 361	1 443	1 416	1 634	1 350	1 566
Crustacés, mollusques et coquillages	6 742	5 187	5 926	4 260	2 657	3 781
Conserves de légumes et de fruits.....	1 061	1 195	1 222	1 104	1 325	1 235
Autres produits	1 751	2 367	2 475	2 615	2 469	3 177
Énergie et lubrifiants	2 882	3 406	2 426	889	1 762	2 316
Produits bruts d'origine animale et végétale.....	1 803	1 393	1 713	1 991	2 579	3 336
Pâte à papier	625	237	480	415	359	498
Plantes et fleurs	229	231	243	208	173	239
Agar-agar	213	206	198	176	176	173
Autres produits	736	719	792	1 192	1 871	2 426
Produits bruts d'origine minérale	5 766	5 736	5 772	4 994	6 053	7 111
Phosphates	4 129	4 215	4 006	3 468	3 729	4 553
Minerai de zinc	518	409	564	325	343	544
Minerai de plomb et de cuivre	213	175	147	141	221	223
Autres minerais	906	937	1 055	1 060	1 760	1 791
Demi-produits	17 063	17 433	20 016	19 770	23 286	26 269
Acide phosphorique	5 365	5 076	5 128	4 856	6 320	7 620
Engrais naturels et chimiques	3 430	3 947	3 650	3 554	3 822	3 943
Plomb et argent bruts	705	735	994	581	488	872
Autres produits	7 563	7 675	10 244	10 779	12 656	13 834
Biens d'équipement	4 809	4 506	5 619	6 477	6 649	6 098
Fils et câbles pour l'électricité	2 074	2 552	3 369	3 835	3 649	3 315
Autres produits	2 735	1 954	2 250	2 642	3 000	2 783
Biens de consommation	29 753	31 501	32 679	32 294	31 985	30 559
Vêtements confectionnés	16 195	17 202	18 451	18 549	18 676	17 637
Articles de bonneterie	8 935	8 900	7 936	8 109	7 641	6 795
Tapis	179	179	135	141	143	138
Chaussures	1 162	1 329	1 361	1 481	1 470	1 670
Tissus de fibres et de coton	473	686	578	484	369	360
Autres produits	2 809	3 205	4 218	3 530	3 686	3 959
Total.....	78 827	80 666	86 389	83 887	87 896	94 358

(*) Chiffres révisés.

Source : Office des changes.

IX - 5 - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits alimentaires et agro-alimentaires

Période	Agrumes			Tomates			Conserves de légumes		
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)
2000	458 535	1 989 771	4 339	165 504	861 288	5 204	75 283	917 554	12 188
2001	421 175	2 026 453	4 811	194 352	877 884	4 517	72 350	1 023 867	14 152
2002	417 642	2 139 818	5 124	200 459	1 104 373	5 509	74 632	1 061 357	14 221
2003	462 948	2 326 286	5 025	179 807	1 137 318	6 325	64 899	930 038	14 331
2004 ^(*)	426 430	2 233 653	5 238	209 365	1 000 538	4 779	86 922	1 156 101	13 300
2005 ^(**)	559 587	2 995 161	5 352	166 571	1 024 908	6 153	71 814	1 076 166	14 985
2003 ^{(1)(*)}									
Janvier	69 381	438 043	6 314	27 613	195 287	7 072	5 410	83 287	15 395
Février	102 518	601 082	5 863	38 137	251 307	6 590	10 469	158 716	15 161
Mars	146 730	786 926	5 363	42 088	275 577	6 548	17 060	250 869	14 705
Avril	210 600	1 078 800	5 123	34 000	211 100	6 209	23 200	338 700	14 599
Mai	273 300	1 370 400	5 014	37 900	220 100	5 807	30 000	432 800	14 427
Juin	271 400	1 300 800	4 793	68 200	356 500	5 227	35 000	510 900	14 597
Juillet	283 612	1 328 386	4 684	77 679	410 305	5 282	41 838	611 602	14 618
Août	284 145	1 330 727	4 683	83 539	455 469	5 452	46 052	665 249	14 446
Septembre	284 230	1 330 866	4 682	83 638	456 285	5 455	52 108	742 418	14 248
Octobre	294 032	1 387 269	4 718	106 695	612 531	5 741	56 712	809 523	14 274
Novembre	399 191	1 965 045	4 923	121 695	723 250	5 943	59 905	854 998	14 273
Décembre	431 088	2 183 967	5 066	157 621	930 904	5 906	64 899	930 038	14 331
2004 ^{(1)(**)}									
Janvier	37 712	241 725	6 410	24 784	124 334	5 017	6 282	83 598	13 308
Février	57 901	349 926	6 044	43 550	196 839	4 520	12 961	168 478	12 999
Mars	160 250	788 125	4 918	60 612	291 070	4 802	23 181	301 401	13 002
Avril	201 444	963 067	4 781	70 014	326 097	4 658	32 681	427 775	13 089
Mai	231 193	1 081 674	4 679	72 751	337 290	4 636	41 872	551 337	13 167
Juin	236 796	1 099 825	4 645	72 988	339 181	4 647	49 510	651 361	13 156
Juillet	249 111	1 149 488	4 614	75 940	350 364	4 614	57 519	757 034	13 161
Août	249 222	1 149 763	4 613	75 962	350 475	4 614	62 753	822 601	13 109
Septembre	251 337	1 158 176	4 608	84 715	386 713	4 565	70 222	914 855	13 028
Octobre	261 071	1 225 931	4 696	88 520	410 186	4 634	75 564	991 636	13 123
Novembre	304 300	1 475 600	4 849	92 979	441 729	4 751	80 900	1 068 300	13 205
Décembre	379 271	1 955 295	5 155	107 366	532 369	4 958	86 991	1 157 098	13 301
2005 ^{(1)(**)}									
Janvier	48 660	355 934	7 315	11 063	81 197	7 340	4 317	60 915	14 110
Février	76 108	503 822	6 620	47 451	275 639	5 809	10 112	141 080	13 952
Mars	126 667	732 640	5 784	54 468	326 748	5 999	17 848	254 509	14 260
Avril	143 065	801 582	5 603	60 297	354 019	5 871	24 195	347 325	14 355
Mai	155 264	851 032	5 481	60 303	354 157	5 873	32 229	464 107	14 400
Juin	207 301	1 094 215	5 278	62 779	369 824	5 891	39 055	568 458	14 555
Juillet	355 671	1 828 147	5 140	131 640	778 094	5 911	45 960	675 456	14 697
Août	356 047	1 831 301	5 143	131 973	780 030	5 911	50 093	734 745	14 668
Septembre	355 126	1 825 457	5 140	132 290	782 351	5 914	56 447	831 673	14 734
Octobre	373 922	1 947 668	5 209	136 670	812 730	5 947	60 993	899 936	14 755
Novembre	454 261	2 435 167	5 361	171 203	994 757	5 810	65 752	980 361	14 910
Décembre	559 587	2 995 161	5 352	166 571	1 024 908	6 153	71 814	1 076 166	14 985

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Produits de la pêche

Période	Crustacés et mollusques			Poissons frais			Conserves de poissons			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
2000	169 912	6 420 078	37 785	45 642	1 316 311	28 840	82 153	2 140 488	26 055	
2001	126 300	4 848 100	38 386	52 300	1 405 500	26 874	98 100	2 538 000	25 872	
2002	128 692	5 925 991	46 048	86 859	1 416 402	16 307	106 629	2 797 589	26 237	
2003	86 135	4 259 711	49 454	68 467	1 634 248	23 869	122 988	3 229 197	26 256	
2004 ^(*)	48 887	2 657 192	54 354	60 338	1 349 622	22 368	120 092	3 148 449	26 217	
2005 ^(**)	78 199	3 780 666	48 347	63 566	1 565 645	24 630	133 843	3 621 357	27 057	
2003 ^{(1)(**)}	Janvier	6 285	321 382	51 135	4 691	110 330	23 520	9 414	254 839	27 070
	Février	14 433	732 295	50 738	8 239	180 350	21 890	17 647	475 940	26 970
	Mars	19 481	990 404	50 839	13 894	293 477	21 123	30 362	798 015	26 283
	Avril	28 000	1 517 300	54 189	18 300	414 500	22 650	40 200	1 064 300	26 475
	Mai	32 400	1 750 000	54 012	22 900	548 600	23 956	48 700	1 299 300	26 680
	Juin	42 800	2 259 000	52 780	26 300	655 400	24 920	57 900	1 549 100	26 755
	Juillet	54 217	2 636 791	48 634	34 299	900 084	26 242	67 444	1 812 137	26 869
	Août	58 806	2 892 517	49 187	37 547	1 020 944	27 191	76 364	2 051 896	26 870
	Septembre	66 224	3 329 858	50 282	42 411	1 138 774	26 851	87 799	2 344 015	26 698
	Octobre	75 963	3 806 253	50 107	49 714	1 295 129	26 052	99 151	2 636 440	26 590
	Novembre	78 100	3 931 604	50 341	52 709	1 404 466	26 646	108 228	2 862 825	26 452
	Décembre	85 767	4 159 014	48 492	65 951	1 597 569	24 224	122 783	3 224 983	26 266
2004 ^{(1)(**)}	Janvier	2 421	137 159	56 654	4 107	121 019	29 467	13 371	327 993	24 530
	Février	4 846	277 041	57 169	5 967	170 140	28 513	22 975	552 442	24 045
	Mars	7 863	426 055	54 185	9 173	263 842	28 763	33 660	824 324	24 490
	Avril	12 477	662 029	53 060	13 903	379 208	27 275	42 719	1 062 942	24 882
	Mai	14 850	806 992	54 343	17 110	507 884	29 683	50 651	1 284 266	25 355
	Juin	17 898	1 003 925	56 091	19 750	600 673	30 414	60 199	1 544 525	25 657
	Juillet	23 648	1 354 602	57 282	26 944	756 462	28 075	68 994	1 797 079	26 047
	Août	28 745	1 644 048	57 194	30 618	850 337	27 772	77 416	2 016 469	26 047
	Septembre	34 465	1 950 921	56 606	40 009	1 017 180	25 424	87 038	2 282 535	26 225
	Octobre	36 655	2 052 237	55 988	43 108	1 100 941	25 539	98 978	2 581 140	26 078
	Novembre	38 500	2 180 400	56 634	45 800	1 181 300	25 793	108 100	2 831 100	26 190
	Décembre	41 767	2 364 794	56 619	53 936	1 308 102	24 253	120 169	3 150 633	26 218
2005 ^{(1)(**)}	Janvier	2 334	124 568	53 371	2 173	67 799	31 201	8 203	222 644	27 142
	Février	6 352	338 490	53 289	5 717	154 391	27 006	18 484	488 332	26 419
	Mars	15 747	801 092	50 873	10 030	257 497	25 673	29 400	784 877	26 696
	Avril	20 584	1 064 450	51 712	13 498	355 860	26 364	38 798	1 045 796	26 955
	Mai	24 297	1 285 462	52 906	16 931	481 822	28 458	46 378	1 278 330	27 563
	Juin	31 776	1 688 822	53 148	20 909	605 142	28 942	57 169	1 571 024	27 480
	Juillet	45 866	2 102 114	45 832	29 537	876 168	29 663	69 323	1 896 506	27 358
	Août	49 011	2 284 393	46 610	32 697	986 707	30 177	82 905	2 251 535	27 158
	Septembre	56 198	2 751 703	48 964	41 938	1 160 715	27 677	93 961	2 557 633	27 220
	Octobre	63 359	3 099 781	48 924	46 314	1 264 492	27 303	107 773	2 922 156	27 114
	Novembre	69 451	3 410 675	49 109	51 157	1 369 072	26 762	118 271	3 201 935	27 073
	Décembre	78 199	3 780 666	48 347	63 566	1 565 645	24 630	133 843	3 621 357	27 057

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS
Phosphates et dérivés

Période	Phosphates bruts			Acide phosphorique			Engrais			
	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	Poids (tonnes)	Valeur (milliers de dirhams)	Valeur unitaire (dirhams par tonne)	
2000	10 317 294	4 577 654	444	1 626 069	5 329 214	3 277	2 141 249	3 325 575	1 553	
2001	10 572 000	4 626 100	438	1 649 300	5 384 600	3 265	2 414 500	3 900 900	1 616	
2002	11 350 773	4 475 186	394	1 680 170	5 803 677	3 454	2 182 687	3 628 722	1 663	
2003	11 009 600	3 467 990	315	1 775 164	4 855 949	2 735	2 158 619	3 553 948	1 646	
2004 ^(*)	11 828 265	3 729 001	315	2 169 676	6 319 999	2 913	2 031 975	3 822 484	1 881	
2005 ^(**)	13 306 908	4 552 960	342	2 181 089	7 619 755	3 494	1 910 737	3 942 981	2 064	
2003 ^{(1)(**)}	Janvier	1 033 684	387 528	375	110 151	360 502	3 273	169 271	268 379	1 585
	Février	2 078 634	743 541	358	253 737	804 566	3 171	443 232	702 022	1 584
	Mars	2 981 500	1 062 335	356	337 916	1 089 688	3 225	629 616	1 014 139	1 611
	Avril	3 762 100	1 300 700	346	454 000	1 466 300	3 230	759 600	1 250 800	1 647
	Mai	4 620 200	1 594 100	345	585 200	1 898 800	3 245	948 400	1 576 100	1 662
	Juin	5 541 000	1 930 300	348	674 400	2 175 700	3 226	1 141 400	1 854 100	1 624
	Juillet	6 306 754	2 216 476	351	857 250	2 763 065	3 223	1 365 939	2 250 547	1 648
	Août	7 264 402	2 546 234	351	1 030 061	3 318 608	3 222	1 552 467	2 573 855	1 658
	Septembre	8 397 404	2 958 760	352	1 175 182	3 774 168	3 212	1 739 006	2 880 313	1 656
	Octobre	9 270 646	3 281 938	354	1 326 117	4 283 860	3 230	1 835 118	3 044 725	1 659
	Novembre	10 271 253	3 660 493	356	1 486 476	4 800 499	3 229	1 909 820	3 179 271	1 665
	Décembre	10 375 791	3 688 720	356	1 635 201	5 262 866	3 218	2 037 432	3 396 328	1 667
2004 ^{(1)(**)}	Janvier	1 014 041	317 045	313	170 979	501 209	2 931	206 669	368 430	1 783
	Février	1 881 736	601 020	319	334 143	996 425	2 982	341 792	625 616	1 830
	Mars	2 925 844	935 863	320	498 044	1 472 726	2 957	549 384	1 021 108	1 859
	Avril	3 720 712	1 193 200	321	679 503	2 052 728	3 021	669 065	1 235 530	1 847
	Mai	4 803 869	1 584 917	330	847 747	2 578 427	3 042	809 358	1 500 875	1 854
	Juin	5 599 951	1 867 630	334	1 026 348	3 189 758	3 108	996 854	1 852 075	1 858
	Juillet	6 564 242	2 241 567	341	1 178 993	3 687 799	3 128	1 116 428	2 067 135	1 852
	Août	7 624 119	2 628 268	345	1 389 903	4 414 134	3 176	1 414 053	2 623 737	1 855
	Septembre	8 593 683	2 942 472	342	1 576 373	4 969 050	3 152	1 614 954	3 024 867	1 873
	Octobre	9 523 517	3 281 896	345	1 770 197	5 631 904	3 182	1 723 686	3 235 480	1 877
	Novembre	10 599 900	3 654 700	345	1 954 800	6 209 700	3 177	1 866 700	3 538 200	1 895
	Décembre	11 719 540	4 003 109	342	2 062 439	6 522 958	3 163	2 047 007	3 888 061	1 899
2005 ^{(1)(**)}	Janvier	805 287	238 328	296	184 479	601 741	3 262	162 462	328 867	2 024
	Février	2 090 138	748 945	358	328 696	1 084 481	3 299	279 483	563 549	2 016
	Mars	3 263 306	1 156 613	354	483 273	1 613 244	3 338	422 212	839 604	1 989
	Avril	7 896 122	2 603 020	330	630 579	2 130 998	3 379	551 084	1 087 421	1 973
	Mai	9 190 304	3 094 282	337	753 963	2 545 794	3 377	696 621	1 343 234	1 928
	Juin	6 815 804	2 338 528	343	890 302	2 915 579	3 275	867 524	1 678 838	1 935
	Juillet	8 009 876	2 733 887	341	1 161 140	3 926 304	3 381	1 092 680	2 154 206	1 971
	Août	9 273 269	3 151 818	340	1 329 741	4 566 103	3 434	1 288 324	2 567 297	1 993
	Septembre	10 203 965	3 493 406	342	1 506 200	5 240 425	3 479	1 436 775	2 873 989	2 000
	Octobre	11 215 038	3 849 037	343	1 673 859	5 883 535	3 515	1 578 773	3 164 634	2 004
	Novembre	12 217 750	4 192 917	343	1 954 334	6 733 545	3 445	1 778 190	3 612 094	2 031
	Décembre	13 306 908	4 552 960	342	2 181 089	7 619 755	3 494	1 910 737	3 942 981	2 064

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 5 (suite) - EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Biens de consommation

(en milliers de dirhams)

Période	Vêtements confectionnés	Articles de bonneterie	Chaussures
2000	16 188 393	8 929 621	1 162 451
2001	17 163 850	8 860 893	1 326 128
2002	18 307 055	8 909 056	1 357 364
2003	18 548 507	8 108 767	1 480 797
2004 ^(*)	18 675 835	7 641 348	1 469 523
2005 ^(**)	17 637 048	6 794 923	1 670 456
2003 ^{(1)(*)}			
Janvier	1 705 007	658 352	147 165
Février	2 079 871	1 170 253	281 599
Mars	2 925 578	1 809 167	440 959
Avril	6 365 400	2 409 100	540 400
Mai	7 926 900	3 168 900	636 300
Juin	9 452 600	4 128 400	763 400
Juillet	11 203 349	4 825 263	921 361
Août	12 898 770	5 478 488	1 073 680
Septembre	14 132 650	6 076 373	1 189 339
Octobre	15 660 911	6 767 260	1 278 800
Novembre	16 979 669	7 359 444	1 350 037
Décembre	18 548 047	8 110 707	1 480 819
2004 ^{(1)(**)}			
Janvier	2 081 112	789 667	155 265
Février	3 404 556	1 310 188	286 886
Mars	5 162 745	1 890 273	433 899
Avril	6 727 714	2 530 329	529 480
Mai	8 087 157	3 197 372	626 645
Juin	9 604 316	3 866 167	762 219
Juillet	11 414 293	4 728 758	923 256
Août	12 645 373	5 164 441	1 055 033
Septembre	13 985 048	5 695 440	1 152 620
Octobre	15 557 527	6 348 509	1 234 817
Novembre	16 870 800	6 914 300	1 332 100
Décembre	18 643 793	7 640 918	1 468 942
2005 ^{(1)(**)}			
Janvier	1 425 642	520 500	140 283
Février	2 894 185	1 027 591	299 409
Mars	4 341 445	1 529 267	462 337
Avril	5 656 625	2 045 070	572 665
Mai	6 975 120	2 584 618	707 029
Juin	8 401 207	3 167 904	856 674
Juillet	10 319 046	3 918 026	1 061 042
Août	11 651 193	4 381 175	1 240 145
Septembre	12 866 404	4 880 573	1 345 282
Octobre	14 412 851	5 475 225	1 423 105
Novembre	15 938 712	6 103 801	1 525 163
Décembre	17 637 048	6 794 923	1 670 456

(1) Chiffres mensuels cumulés.

(*) Chiffres révisés.

(**) Chiffres provisoires.

Source : Office des changes.

IX - 6 - RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

(en millions de dirhams)

	Importations C.A.F.					Exportations F.O.B.					Soldes				
	2001	2002	2003	2004 [*]	2005 [*]	2001	2002	2003	2004 [*]	2005 [*]	2001	2002	2003	2004	2005
EUROPE	80 833	84 921	94 272	106 524	114 954	61 776	66 455	66 469	68 220	71 136	-19 057	-18 466	-27 803	-38 304	-43 818
Union européenne	70 480	73 421	79 898	88 670	93 997	59 377	63 251	63 482	65 331	67 413	-11 103	-10 170	-16 416	-23 339	-26 584
France	29 854	26 761	27 985	29 148	32 838	26 392	29 084	28 679	29 521	28 563	-3 462	2 323	694	373	-4 275
Espagne	12 807	15 159	16 873	19 246	19 826	12 274	13 520	14 967	15 358	16 974	- 533	-1 639	-1 906	-3 888	-2 852
Allemagne	6 251	7 566	7 076	9 329	8 544	3 361	3 604	3 300	3 004	2 838	-2 890	-3 962	-3 776	-6 325	-5 706
Italie	6 262	7 566	9 693	10 312	11 034	4 599	4 677	4 321	4 100	4 900	-1 663	-2 889	-5 372	-6 212	-6 134
Royaume-Uni	7 699	7 028	5 356	5 217	4 084	6 909	7 122	6 110	6 710	5 857	- 790	94	754	1 493	1 773
Pays-Bas	1 948	2 136	3 239	2 621	3 499	2 184	1 856	2 119	2 025	2 772	236	- 280	-1 120	- 596	- 727
U.E. Belgo-luxembourgeoise	1 762	2 653	2 660	2 889	3 145	2 036	1 769	1 847	2 068	2 704	274	- 884	- 813	- 821	- 441
Autres pays de l' U.E.	3 897	4 550	7 016	9 908	11 027	1 622	1 618	2 139	2 545	2 805	-2 275	-2 932	-4 877	-7 363	-8 222
Autres	10 353	11 500	14 374	17 854	20 957	2 399	3 204	2 987	2 889	3 723	-7 954	-8 296	-11 387	-14 965	-17 234
ASIE	23 768	25 091	22 189	28 536	38 676	8 718	9 030	7 420	7 352	9 550	-15 050	-16 061	-14 769	-21 184	-29 126
Pays arabes du Moyen-Orient	11 088	11 339	8 634	12 874	19 695	1 580	1 424	1 571	1 620	2 220	-9 508	-9 915	-7 063	-11 254	-17 475
Autres pays d'Asie	12 680	13 752	13 555	15 662	18 981	7 138	7 606	5 849	5 732	7 330	-5 542	-6 146	-7 706	-9 930	-11 651
Japon	1 889	2 281	2 834	3 174	3 175	2 041	3 080	1 652	647	995	152	799	-1 182	-2 527	-2 180
Inde	757	957	1 568	1 090	1 336	2 894	2 851	2 612	3 001	3 846	2 137	1 894	1 044	1 911	2 510
Chine	3 151	3 753	4 656	6 602	9 390	387	286	631	441	625	-2 764	-3 467	-4 025	-6 161	-8 765
Autres	6 883	6 761	4 497	4 796	5 080	1 816	1 389	954	1 643	1 864	-5 067	-5 372	-3 543	-3 153	-3 216
AMÉRIQUE	12 244	12 721	12 676	15 686	15 760	5 379	5 484	5 040	7 009	6 484	-6 865	-7 237	-7 636	-8 677	-9 276
États-Unis	4 558	5 615	5 513	6 501	6 069	3 246	2 657	2 347	3 419	2 492	-1 312	-2 958	-3 166	-3 082	-3 577
Canada	2 534	1 765	1 324	1 402	1 865	332	346	303	412	632	-2 202	-1 419	-1 021	- 990	-1 233
Brésil	3 025	3 341	2 564	3 961	4 015	916	1 566	1 739	2 312	2 296	-2 109	-1 775	- 825	-1 649	-1 719
Mexique	84	126	128	62	118	500	565	458	557	423	416	439	330	495	305
Autres	2 043	1 874	3 147	3 760	3 693	385	351	193	309	641	-1 658	-1 523	-2 954	-3 451	-3 052
AFRIQUE	6 779	6 734	6 588	6 275	10 379	3 599	4 020	4 017	3 677	5 608	-3 180	-2 714	-2 571	-2 598	-4 771
Pays de L'U.M.A.	3 466	3 285	2 931	2 613	4 805	1 534	1 787	1 311	1 379	1 218	-1 932	-1 498	-1 620	-1 234	-3 587
Algérie	2 179	1 759	1 672	1 430	3 073	97	235	229	359	447	-2 082	-1 524	-1 443	-1 071	-2 626
Tunisie	509	608	676	753	1 106	589	541	412	533	408	80	- 67	- 264	- 220	- 698
Libye	778	913	579	411	618	660	752	442	289	171	- 118	- 161	- 137	- 122	- 447
Mauritanie	-	-	4	19	8	188	259	228	198	192	188	253	224	179	184
Autres	3 313	3 449	3 657	3 662	5 574	2 065	2 233	2 706	2 298	4 390	-1 248	-1 216	- 951	-1 364	-1 184
OCÉANIE ET DIVERS	457	942	345	900	525	968	1 400	941	1 638	1 580	511	458	596	738	1 055
Total	124 081	130 409	136 070	157 921	180 294	80 440	86 389	83 887	87 896	94 358	-43 641	-44 020	-52 183	-70 025	-85 936

* Union européenne des 25 pays.

Source : Office des changes.

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

X - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	2002			2003			2004			2005		
	Recettes	Dépenses	Soldes									
A. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	176 562	160 285	+ 16 276	180 433	165 195	+ 15 238	196 373	187 822	+ 8 551	221 612	210 473	+ 11 139
Biens	86 389	120 128	- 33 739	83 887	125 380	- 41 493	87 901	145 406	- 57 506	94 358	166 043	- 71 685
- Marchandises générales	55 789	101 569	- 45 780	52 404	107 020	- 54 616	56 885	126 453	- 69 568	63 679	146 485	- 82 806
- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 204	18 472	+ 11 732	31 018	18 293	+ 12 724	30 469	18 907	+ 11 562	29 890	19 465	+ 10 424
- Achats de biens dans les ports	397	87	+ 309	466	67	+ 399	547	46	+ 501	790	93	+ 697
Services	48 048	26 596	+ 21 452	52 413	27 360	+ 25 053	59 480	30 560	+ 28 920	71 934	34 017	+ 37 917
- Transports	8 601	9 446	- 845	8 697	10 782	- 2 085	9 090	12 181	- 3 092	11 515	14 002	- 2 487
- Voyages	29 159	4 897	+ 24 263	30 881	5 244	+ 25 637	34 794	5 078	+ 29 716	40 927	5 447	+ 35 480
- Services de communication	2 551	215	+ 2 336	2 382	206	+ 2 176	3 022	428	+ 2 594	3 942	396	+ 3 546
- Services d'assurance	313	502	- 189	733	548	+ 185	836	723	+ 113	635	710	- 75
- Redevances et droits de licence	123	447	- 324	243	278	- 34	144	325	- 181	114	403	- 289
- Autres services aux entreprises	4 419	5 463	- 1 043	6 121	5 413	+ 708	8 006	6 097	+ 1 909	10 148	6 510	+ 3 637
- Service fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A ⁽¹⁾	2 882	5 628	- 2 746	3 355	4 889	- 1 535	3 588	5 727	- 2 138	4 654	6 549	- 1 895
Revenus	4 152	12 289	- 8 137	3 550	11 109	- 7 559	4 489	10 487	- 5 998	6 165	9 015	- 2 850
- Revenus des investissements privés	102	5 328	- 5 226	124	5 693	- 5 568	535	6 091	- 5 556	994	4 943	- 3 950
- Revenus des investissements et des emprunts publics	4 050	6 961	- 2 911	3 426	5 417	- 1 991	3 953	4 395	- 442	5 172	4 072	+ 1 100
Transferts courants	37 972	1 272	+ 36 700	40 583	1 345	+ 39 237	44 504	1 370	+ 43 135	49 155	1 398	+ 47 757
- Publics	1 666	485	+ 1 181	1 341	563	+ 778	1 693	475	+ 1 217	2 411	330	+ 2 081
- Privés	36 306	787	+ 35 519	39 242	783	+ 38 459	42 812	894	+ 41 918	46 744	1 068	+ 45 677

(1) N.C.A. : non compris ailleurs.

X - (suite) - BALANCE DES PAIEMENTS AVEC L'ÉTRANGER

(en millions de dirhams)

	2002			2003			2004			2005		
	Recettes	Dépenses	Soldes									
B. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS												
FINANCIÈRES	19 068	26 234	- 7 166	41 905	38 425	+ 3 480	37 279	26 547	+ 10 732	51 465	38 512	+ 12 954
1. Capital	-	67	- 67	0	97	- 97	0	71	- 71	1	43	- 42
Transferts de capital	-	67	- 67	0	97	- 97	0	71	- 71	1	43	- 42
2. Opérations financières	19 068	26 167	- 7 099	41 905	38 329	3 576	37 279	26 476	+ 10 802	51 465	38 469	+ 12 996
Secteur privé.....	11 466	4 426	+ 7 041	28 484	14 109	+ 14 375	29 067	8 129	+ 20 938	36 756	22 218	+ 14 538
- Crédits commerciaux	4 246	-	+ 4 246	3 664	3 161	+ 503	11 184	3 906	+ 7 278	6 134	4 666	+ 1 467
- Prêts et investissements	7 221	4 426	+ 2 795	23 974	9 447	+ 14 526	15 696	4 223	+ 11 473	28 919	17 552	+ 11 367
- Autres capitaux privés	-	-	-	846	1 500	- 654	2 187	-	+ 2 187	1 704	-	+ 1 704
Secteur public	7 360	21 330	- 13 970	13 421	24 220	- 10 799	8 212	18 348	- 10 136	14 708	16 251	- 1 542
- Prêts	7 360	21 330	- 13 970	13 421	24 220	- 10 799	8 212	18 348	- 10 136	14 708	16 251	- 1 542
Autres	242	411	- 170	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C. ÉCART STATISTIQUE	-	2 082	- 2 082	-	2 985	- 2 985	-	2 493	- 2 493	-	3 161	- 3 161
TOTAL	195 629	188 601	+ 7 028	222 338	203 620	+ 18 717	233 652	216 862	+ 16 790	273 078	252 146	+ 20 932

Source : Office des changes

XI - COURS DE CHANGE

XI -1 - COURS DE CHANGE DES DEVISES COTÉES

PAR BANK AL-MAGHRIB

- Cours virement -

(En dirhams)

Fin de période	1 euro		1 dollar E.U.		1 dollar canadien		1 livre sterling		100 couronnes danoises		100 couronnes norvégiennes		100 couronnes suédoises		1 franc suisse		100 yens japonais	
	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente	Achat	Vente
Déc. 1998	10,852 ⁽¹⁾	10,917 ⁽¹⁾	9,2274	9,2828	5,9474	5,9831	15,442	15,535	145,30	146,17	122,38	123,11	114,77	115,46	6,7539	6,7945	8,0085	8,0566
Déc. 1999	10,091	10,152	10,057	10,117	6,9309	6,9725	16,248	16,345	135,57	136,39	124,94	125,69	117,85	118,56	6,2910	6,3288	9,8475	9,9066
Déc. 2000	9,838	9,897	10,587	10,650	7,0700	7,1125	15,787	15,882	131,82	132,61	118,93	119,65	111,37	112,04	6,4612	6,5000	9,2134	9,2688
Déc. 2001	10,201	10,262	11,525	11,595	7,2464	7,2899	16,697	16,798	137,20	138,02	128,15	128,92	109,91	110,57	6,8940	6,9354	8,7742	8,8270
Déc. 2002	10,608	10,672	10,136	10,197	6,4212	6,4598	16,306	16,404	142,81	143,67	145,82	146,69	115,62	116,31	7,3062	7,3501	8,5445	8,5958
Déc. 2003	11,022	11,088	8,7237	8,7762	6,7794	6,8201	15,650	15,744	148,05	148,89	131,33	132,12	121,52	122,25	7,0732	7,1157	8,1564	8,2055
Déc. 2004	11,177	11,245	8,1931	8,2424	6,8041	6,8450	15,835	15,930	150,28	151,18	135,71	136,53	123,84	124,59	7,2435	7,2870	7,9980	8,0460
2005 Janv.	11,086	11,152	8,5057	8,5568	6,8575	6,8987	16,043	16,140	148,97	149,86	134,11	134,91	121,81	122,55	7,1588	7,2018	8,2240	8,2734
Fév.	11,120	11,186	8,3906	8,4410	6,8241	6,8651	16,132	16,229	149,40	150,29	135,18	135,99	122,80	123,54	7,2314	7,2748	8,0531	8,1015
Mars	11,078	11,145	8,5321	8,5834	7,0348	7,0771	16,096	16,193	148,71	149,60	134,97	135,78	121,02	121,75	7,1515	7,1945	7,9863	8,0343
Avril	11,069	11,135	8,5642	8,6156	6,8349	6,8760	16,354	16,452	148,66	149,56	136,19	137,01	120,46	121,18	7,2068	7,2501	8,1556	8,2046
Mai	10,972	11,038	8,8937	8,9472	7,0731	7,1156	16,211	16,308	147,43	148,32	138,29	139,12	119,89	120,61	7,1364	7,1793	8,2307	8,2802
Juin	10,927	10,993	9,0472	9,1016	7,3849	7,4292	16,214	16,312	146,65	147,53	138,24	139,07	115,63	116,33	7,0491	7,0915	8,1613	8,2103
Juil.	10,935	11,000	9,0223	9,0765	7,3438	7,3880	15,863	15,958	146,59	147,47	138,51	139,34	116,18	116,88	7,0021	7,0442	8,0441	8,0924
Loût	10,952	11,018	8,9618	9,0157	7,5389	7,5842	16,038	16,134	146,87	147,75	139,16	140,00	117,28	117,99	7,0738	7,1163	8,0418	8,0902
Sept.	10,921	10,987	9,0671	9,1216	7,7643	7,8110	16,016	16,112	146,34	147,22	138,49	139,32	117,10	117,80	7,0174	7,0595	8,0081	8,0562
Oct.	10,920	10,986	9,0708	9,1253	7,7185	7,7649	16,124	16,221	146,33	147,21	139,83	140,67	114,36	115,05	7,0653	7,1078	7,8180	7,8649
Nov.	10,870	10,936	9,2409	9,2964	7,9236	7,9712	15,943	16,039	145,85	146,73	136,47	137,30	114,18	114,87	7,0158	7,0580	7,7261	7,7726
Déc.	10,876	10,941	9,2217	9,2771	7,9197	7,9673	15,859	15,954	145,78	146,66	136,34	137,16	115,79	116,49	6,9986	7,0407	7,8333	7,8803
2006 Janv.	10,928	10,993	9,0454	9,0998	7,8985	7,9460	15,986	16,082	146,42	147,30	134,51	135,32	118,38	119,09	7,0253	7,0675	7,6949	7,7412
Fév.	10,892	10,957	9,1688	9,2239	8,0477	8,0961	16,032	16,128	145,97	146,85	135,68	136,49	115,33	116,03	6,9563	6,9981	7,8902	7,9376
Mars	10,933	10,998	9,0289	9,0831	7,7434	7,7900	15,686	15,781	146,49	147,37	137,24	138,06	115,87	116,56	6,9205	6,9621	7,6594	7,7054

(1) Cours du 4 janvier 1999.

Source : Bank Al-Maghrib.

XII - COMPTES DE LA NATION

**XII - 1 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix constants de 1980)**

Rubriques	1999	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)
Activités primaires.....	18 251	15 377	19 619	20 717	24 446	24 911
Agriculture, sylviculture et pêche	18 251	15 377	19 619	20 717	24 446	24 911
Activités secondaires	40 422	41 580	43 643	44 817	45 961	48 230
Industrie extractive.....	3 905	3 838	3 952	4 079	3 847	4 212
Énergie et eau ⁽¹⁾	6 754	6 722	7 250	7 468	7 382	8 208
Industrie manufacturière.....	23 906	24 744	25 792	26 641	27 627	28 456
Bâtiment et travaux publics.....	5 857	6 276	6 648	6 628	7 105	7 354
Activités tertiaires	51 924	54 592	55 705	57 519	59 320	62 453
Transports et communications.....	9 358	10 186	10 162	10 625	10 965	11 491
Autres services ⁽²⁾	14 948	15 108	15 328	15 499	15 668	15 932
Commerce ⁽³⁾	27 618	29 298	30 216	31 395	32 687	35 030
Produit intérieur brut marchand.....	110 597	111 549	118 967	123 053	129 727	135 594
Administrations publiques.....	23 027	23 351	24 428	24 916	26 412	27 173
Produit intérieur brut.....	133 623	134 900	143 395	147 969	156 139	162 767

**XII - 2 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR BRANCHE
D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
(Prix courants)**

Rubriques	1999	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)
Activités primaires.....	52 905	48 991	59 657	64 141	69 978	70 398
Agriculture, sylviculture et pêche	52 905	48 991	59 657	64 141	69 978	70 398
Activités secondaires	110 553	113 100	118 653	120 622	125 220	134 797
Industrie extractive.....	7 464	7 290	7 429	7 314	6 437	7 228
Énergie et eau ⁽¹⁾	27 159	25 264	26 983	27 129	27 985	32 043
Industrie manufacturière.....	59 582	62 246	64 869	66 864	70 074	73 227
Bâtiment et travaux publics.....	16 348	18 300	19 372	19 314	20 724	22 299
Activités tertiaires	132 712	141 628	146 621	153 047	157 719	167 669
Transports et communications.....	21 678	24 897	26 259	28 673	29 619	31 456
Autres services ⁽²⁾	44 695	46 107	47 326	48 666	50 026	51 812
Commerce ⁽³⁾	66 339	70 624	73 036	75 708	78 074	84 401
Produit intérieur brut marchand.....	296 170	303 719	324 932	337 810	352 917	372 864
Administrations publiques.....	49 424	50 489	58 253	59 972	66 569	70 808
Produit intérieur brut.....	345 594	354 208	383 185	397 782	419 486	443 672

(*) Chiffres provisoires.

(1) Combustibles solides, pétrole brut, raffinage de pétrole, électricité et eau.

(2) Hébergement et restauration, autres services marchands non financiers, institutions financières, services bancaires imputés.

(3) Commerce et droits et taxes sur importations nets des subventions.

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

XII - 3 - COMPTE DE BIENS ET SERVICES

(Prix courants)

(en millions de dirhams)

Rubriques	1999	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)
RESSOURCES						
Produit intérieur brut.....	345 594	354 208	383 185	397 782	419 486	443 672
Déficit en ressources.....	14 880	23 245	13 533	13 105	17 424	28 446
Importations de biens et services non facteurs	99 543	116 200	120 479	128 253	134 447	155 774
Exportations de biens et services non facteurs	84 663	92 955	106 946	115 148	117 023	127 328
Total des ressources disponibles	360 474	377 453	396 718	410 887	436 910	472 118
EMPLOIS						
Consommation finale nationale	280 562	293 512	308 997	320 570	335 827	361 002
Ménages résidents.....	214 416	225 823	233 174	240 608	247 714	267 952
Administrations publiques.....	66 146	67 689	75 823	79 962	88 113	93 050
Investissement	79 912	83 941	87 721	90 317	101 082	111 116
Formation brute de capital fixe.....	81 896	85 422	85 375	91 142	100 498	109 083
Variation des stocks.....	-1 984	-1 481	+2 346	- 825	584	2 033
Total des emplois	360 474	377 453	396 718	410 887	436 910	472 118

(*) Chiffres provisoires.

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

**XII - 4 - REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE
ET SON AFFECTATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1999	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)
Produit intérieur brut.....	345 594	354 208	383 185	397 782	419 486	443 672
Revenus nets de l'extérieur.....	13 243	18 199	31 743	29 381	32 662	38 279
Revenu national brut disponible	358 837	372 407	414 927	427 163	452 147	481 951
Consommation finale nationale	280 562	293 512	308 997	320 570	335 827	361 002
- Ménages résidents.....	214 416	225 823	233 174	240 608	247 714	267 952
- Administrations publiques.....	66 146	67 689	75 823	79 962	88 113	93 050
Épargne nationale brute.....	78 276	78 894	105 930	106 593	116 320	120 949
Affectation du revenu national brut disponible.....	358 837	372 407	414 927	427 163	452 147	481 951

**XII - 5 - COMPTE DE CAPITAL DE LA NATION
(Prix courants)**

(en millions de dirhams)

Rubriques	1999	2000	2001	2002	2003 ^(*)	2004 ^(*)
Épargne nationale brute.....	78 275	78 895	105 930	106 593	116 320	120 949
Transferts nets en capital reçus	-84	-63	-101	-67	-97	-71
Besoin de financement	1 720	5 109	-	-	-	-
Total des ressources	79 912	83 941	105 829	106 526	116 223	120 878
Formation brute de capital fixe.....	81 896	85 422	85 375	91 142	100 498	109 083
Variation des stocks	-1 984	-1 481	+2 346	- 825	+ 584	+2 033
Capacité de financement	-	-	18 108	16 210	15 141	9 763
Total des emplois	79 912	83 941	105 829	106 526	116 223	120 878

(*) Chiffres provisoires.

Source : Haut Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Ce bulletin a été réalisé sur les presses de
DAR AS-SIKKAH - BANK AL-MAGHRIB
Km 8 Route de Salé à Meknès
B.P. 445 RABAT (MAROC)